

RAPPORT ANNUEL 2000





**La Banque Scotia est l'un
des principaux établissements
financiers d'Amérique du Nord
et la plus internationale des
banques canadiennes, au
service des clients dans
plus de 50 pays
à travers le monde.**

2 CHIFFRES CLÉS 2000

4 MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

6 VUE D'ENSEMBLE DES RÉSULTATS FINANCIERS

7 REVUE DE L'EXPLOITATION

20 ANALYSE ET COMMENTAIRES DE LA DIRECTION

55 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

96 RÉGIE INTERNE

101 GLOSSAIRE

102 INFORMATION À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Sur la couverture, et tout au long des pages qui suivent, nous montrons avec fierté des photos de clients et d'employés du Groupe Banque Scotia, au Canada et partout dans le monde. Nous les remercions tous d'avoir accepté de paraître dans ce rapport.



PERFORMANCE PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS POUR 2000

RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES

OBJECTIF :

Obtenir un rendement des capitaux
propres de 16 % à 18 %.

Performance : 17,6 %

BÉNÉFICE PAR ACTION

OBJECTIF :

Générer une croissance annuelle du bénéfice
par action ordinaire de 12 % à 15 %

Performance : le bénéfice par action s'inscrit
à 3,67 \$, **une hausse de 25 %**
par rapport à l'an dernier.

PRODUCTIVITÉ

OBJECTIF :

Maintenir un ratio de productivité
inférieur à 60 %.

Performance : 56,5 %

CAPITAL DE CATÉGORIE 1

OBJECTIF :

Maintenir le ratio du capital de catégorie 1
entre 7,5 % et 8 %.

Performance : 8,6 %

2000 UNE ANNÉE DE RÉALISATIONS



RÉSEAU CANADIEN

La division Clientèles privée et commerciale Canada, qui emploie plus de 23 000 personnes, fournit une gamme complète de services financiers aux particuliers et aux PME par l'entremise d'un réseau national de 1 100 succursales, de plus de 2 100 guichets automatiques et de quatre centres d'appels, auxquels s'ajoutent les services bancaires par téléphone, sans fil et par Internet.



GESTION DE PATRIMOINE

Les activités clés de Gestion de patrimoine au sein du Groupe Banque Scotia concernent les placements destinés aux particuliers et les conseils aux investisseurs. Gestion de patrimoine offre à la clientèle une gamme étendue de produits et services, dont les fonds communs de placement, le courtage de plein exercice, le courtage réduit, la gestion de patrimoine privé et les services fiduciaires.



OPÉRATIONS INTERNATIONALES

Le réseau multinational de la Banque Scotia fournit à sa clientèle locale et internationale une vaste gamme de services financiers à travers le monde. Avec ses filiales et sociétés affiliées, la division compte plus de 1 000 succursales et bureaux, de 1 500 guichets automatiques et de 21 000 employés en Asie, dans les Antilles et en Amérique latine.



SCOTIA CAPITAUX

Cette division du Groupe Banque Scotia pour les services de banque d'investissement et à la clientèle grandes entreprises offre des solutions spécialisées aux grandes sociétés, aux institutions et aux pouvoirs publics. Scotia Capitaux a une réputation bien établie dans les prêts consortiaux et spécialisés, la souscription de titres de créance et de participation, les fusions et acquisitions, les produits dérivés, les titres à revenu fixe, les opérations de change et celles sur métaux précieux et communs.

POINTS SAILLANTS EN 2000

- Revenu net de 882 millions de dollars
- Maintien de notre premier rang au classement des banques canadiennes pour le service clientèle, selon une étude indépendante
- Classement parmi les meilleurs employeurs du Canada selon le livre *Canada's Top 100 Employers*
- Investissements stratégiques dans des entreprises de R. et D. et de haute technologie par l'intermédiaire de e-Scotia

- Revenus et bénéfice records
- Lancement des Portefeuilles Partenaires Scotia, constitués de 16 fonds communs de premier plan qui proviennent de sept sociétés distinctes
- Création de *i:PARTENAIRE*, qui réunit la commodité des opérations boursières en ligne et les conseils de placement personnalisés
- Partenariat avec Capital International Asset Management pour créer dix nouveaux fonds communs de placement – collectivement appelés Fonds communs Scotia Capital International

- Bénéfice record de 364 millions de dollars
- Extension du réseau de services aux particuliers et amélioration de l'accès aux services bancaires électroniques dans les Antilles et en Amérique latine
- Forte croissance des revenus en Asie et extension du réseau de succursales en Inde
- Augmentation à 98 % de la participation dans Banco Sud Americano au Chili

- Revenu net de 650 millions de dollars
- Titre de meilleure banque canadienne, décerné par *Euromoney*, pour la recherche de devises et la stratégie en matière d'opérations de change
- Résultats sans précédent pour l'équipe de Négociation internationale, notamment en ce qui concerne les produits dérivés, les titres à revenu fixe et les opérations de change
- Participation, pour le compte de BCE, au plus gros contrat à terme en actions de l'histoire canadienne

OBJECTIFS PRIORITAIRES

Augmenter les revenus et la rentabilité en :

- développant des relations plus approfondies et plus rentables avec les clients – spécialement les propriétaires de maisons et les petites et moyennes entreprises
- répondant aux besoins des clients à chaque étape de leur vie grâce à des ensembles de solutions financières et des outils de planification
- doublant le nombre de clients qui utilisent les services bancaires électroniques en 2001
- continuant à améliorer l'efficacité de nos opérations par leur centralisation et leur rationalisation

Améliorer notre part du marché de la gestion de patrimoine en :

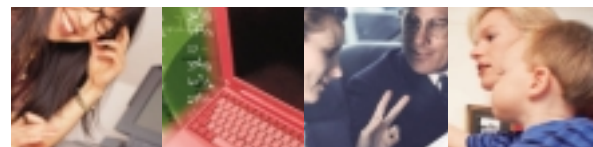
- augmentant notre part du marché des fonds communs de placement
- continuant à développer la clientèle du courtage réduit par l'extension du réseau des conseillers en placement et par la réorganisation des services de courtage réduit
- optimisant la prestation des services destinés aux clients bien nantis
- créant une nouvelle force de vente dans le domaine des placements afin de répondre aux attentes de certains segments de clientèle

Atteindre une croissance et une rentabilité élevées en :

- mettant en œuvre de nouvelles initiatives de soutien des ventes dans les Antilles afin de maintenir notre position dominante sur ce marché par la croissance des revenus et le contrôle des coûts
- investissant sur les marchés à fort potentiel de croissance afin d'augmenter la demande pour les services financiers, spécialement en Argentine, au Chili et au Mexique
- déployant toutes les ressources de la Banque Scotia en Asie, principalement dans le domaine du financement du commerce international

Maximiser le rendement des capitaux propres en :

- consolidant nos relations avec les clients clés par une approche intégrée de l'offre de produits et de conseils
- affectant les fonds nécessaires à l'amélioration de la rentabilité globale et en contrôlant rigoureusement la qualité du crédit et les facteurs de risque
- nous classant parmi les trois meilleures sociétés pour chaque gamme de produits vendus au Canada
- tirant profit de nos réalisations et en renforçant les capacités de Négociation internationale





PETER C. GODSOE
Président du conseil et chef de la direction

VOTRE BANQUE A OBTENU DES RÉSULTATS RECORDS EN 2000 et nous avons souligné le changement de millénaire en dépassant pratiquement tous les objectifs que nous nous étions fixés.

En 2000, le revenu net a atteint un niveau record de 1 926 millions de dollars qui a généré un rendement des capitaux propres de 17,6 % et un bénéfice par action de 3,67 \$, soit une hausse de 25 % par rapport à 1999. Cette performance nous a permis d'obtenir en 2000 un rendement des actions ordinaires de 33,3 %, incluant les dividendes et la plus-value. Les actions de la Banque Scotia ont apporté à leurs porteurs un rendement composé moyen annuel de 28,0 % sur les dix dernières années – soit l'un des plus élevés et des plus réguliers de toutes les grandes entreprises canadiennes.

LES ASSISES DU SUCCÈS

Au seuil de 2001, il est évident que la capacité à s'adapter constamment à un environnement caractérisé par l'évolution rapide des technologies, par une concurrence sans cesse grandissante et les fusions, tant au Canada que dans le reste du monde, demeure d'une importance cruciale. Il est également évident que les stratégies que la Banque a instaurées, combinées à notre efficacité opérationnelle avérée, représentent de solides assises pour la poursuite de notre succès et la croissance à long terme de la valeur pour nos actionnaires.

Notre approche globale demeure centrée sur nos clients – les aider à améliorer leur situation financière. Dans le même temps, nous focalisons sur la croissance – en particulier par l'affectation de capitaux au soutien des secteurs très performants et à potentiel élevé comme ceux des services bancaires électroniques, de la gestion de patrimoine et ceux des grands marchés internationaux.

Nous intensifions le recours à la technologie haut de gamme pour aider nos différents secteurs d'activité à répondre aux besoins de leurs clients. Avec e-Scotia, notre filiale pour le commerce électronique, nous mettons sur le Web nos produits et nos canaux de distribution et permettons ainsi à nos clients particuliers et entreprises d'accéder aux services bancaires et commerciaux en ligne en tout temps, en tout lieu. Aujourd'hui, plus d'un million de nos clients utilisent les services bancaires en direct et par téléphone. Notre objectif pour 2001 est d'au

moins doubler le nombre de nos clients sur Internet. De plus, nous générons de nouveaux revenus grâce à des coentreprises, des alliances et des investissements directs – dans le développement de produits de haute technologie qui aident nos clients à capitaliser sur les opportunités que présente le marché mondial du cybercommerce.

CROISSANCE ET DIVERSIFICATION

La diversification par secteurs d'activité et par marchés demeure toujours une composante essentielle de nos plans. Cela nous permet non seulement d'élargir de façon appréciable notre base de revenus mais aussi de réduire les risques et la volatilité et d'ajouter ainsi une nouvelle page à notre solide dossier de croissance constante et générale.

Le Réseau canadien demeure le fondement même de notre Banque. Combinées à celles de Gestion de patrimoine, les opérations clientèles privée et commerciale ont généré un revenu net de 882 millions de dollars, soit 46 % de la croissance globale des bénéfices pour 2000.

Pour approfondir les relations avec nos clients et augmenter notre part de leurs placements, nous avons réorganisé la structure de nos succursales et nous améliorons nos ressources au chapitre des ventes et des produits. Par exemple, nous introduisons en succursale le Gestionnaire des ventes, un système sophistiqué de gestion des nouveaux contacts et de suivi des ventes qui nous permettra de faire la transition vers une authentique culture de vente.

En ce qui concerne la Gestion de patrimoine, nous travaillons fort à améliorer notre efficacité et notre capacité de service, à élargir la gamme des produits offerts et à développer la rentabilité des relations avec nos clients. Pour augmenter les précieux revenus de commissions, par exemple, nous offrons désormais des fonds communs de placement d'autres émetteurs et nous avons établi une alliance avec Gestion de l'actif international Capital – un des leaders mondiaux dans le domaine de la recherche et de la gestion de placements – afin d'élargir notre famille de fonds communs. Nous développons également de façon très dynamique la force de vente de notre filiale de courtage de plein exercice, ScotiaMcLeod.

Notre division Opérations internationales a rapporté 364 millions de dollars, ce qui représente 19 % du revenu net de la

MESURE DU RENDEMENT : OBJECTIFS CLÉS ATTEINTS



BRUCE R. BIRMINGHAM
Président

Banque en 2000. Cette contribution à l'ensemble des bénéfices ne cesse de progresser, faisant la preuve de la forte croissance de nos activités à l'étranger.

La dimension véritablement mondiale de notre réseau international – présent dans plus de 50 pays à travers le monde – est unique parmi les banques canadiennes. L'importante contribution au revenu net de nos activités dans les Antilles s'est encore accrue. Nous sommes également bien positionnés sur d'autres marchés pour développer nos gains dans le futur. La Banque a ciblé des régions et des pays dans lesquels la croissance du secteur financier devrait atteindre des niveaux très élevés et où l'environnement politique favorise à la fois la stabilité et l'ouverture des marchés. Le réseau que nous avons bâti en Amérique latine fait partie intégrante de cette dynamique avec, entre autres, Scotiabank Quilmes en Argentine, Banco Sud Americano au Chili et Grupo Financiero Inverlat au Mexique où nous détenons désormais une participation majoritaire de 55 %.

Au Canada, Scotia Capitaux, notre division de services aux grandes entreprises et de banque d'investissement, nous positionne parmi les meilleurs. En 2000, Scotia Capitaux a contribué à hauteur de 650 millions de dollars, soit 34 %, au revenu net de la Banque. Négociation internationale, notre groupe Financement bancaire de même que le groupe Titres institutionnels ont obtenu des résultats particulièrement élevés.

Au niveau national, notre objectif pour Scotia Capitaux est de nous classer dans les trois premiers pour chaque ligne de produits. Aux États-Unis où nous mettons surtout l'accent sur le crédit et sur la gestion des risques, notre objectif est de demeurer parmi les leaders non américains de ce marché très compétitif. Nous sommes également résolus à améliorer les commissions et le RCP global tout en surveillant de très près la qualité et le risque de crédit.

GESTION DES FRAIS ET DES RISQUES

Avec le cycle conjoncturel des économies américaine et canadienne qui semble approcher de son pic, nous attachons la plus grande rigueur à la gestion du risque de crédit dans tous nos secteurs d'activité. De même, la gestion des frais est pour nous une priorité absolue. L'amélioration constante de la productivité est chez nous une tradition – nous avons à ce titre le meilleur dossier canadien – grâce à des programmes spéci-

fiques continus. À 56,5 %, notre taux de productivité a été le meilleur de toutes les banques canadiennes en 2000.

UNE ÉQUIPE MONDIALE

En dernière analyse, le fondement de notre succès réside dans l'excellence de notre équipe mondiale de collaborateurs. Nous attachons la plus grande importance à la création d'un environnement de travail qui récompense la performance et pri-vilégie le développement des compétences. Nous savons que des employés satisfaits, motivés et compétents offriront un service et des ventes de niveau supérieur. Ceci, en retour, nous permet d'édifier des relations clientèles plus approfondies et plus rentables et d'améliorer la performance globale de la Banque.

DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS

Enfin, nous avons toujours été clairement en faveur du processus législatif de réforme du secteur financier canadien. Nous pensons que la nouvelle loi sera votée en 2001 et qu'elle nous ouvrira de nouvelles opportunités de croissance grâce à une plus grande souplesse structurelle et opérationnelle, une plus grande ouverture au chapitre de la propriété et un élargissement de la gamme des investissements autorisés, en particulier dans les secteurs reliés à la technologie.

PERSPECTIVES

Globalement, nous pensons que notre stratégie, combinée à notre capacité avérée à maîtriser efficacement les métiers de nos différents secteurs d'activité – Réseau canadien et Gestion de patrimoine, Opérations internationales et Scotia Capitaux – constitue une solide assise pour l'avenir. Avec la focalisation sans équivoque mise sur les clients et une gestion des dépenses et du risque sans égale, nous sommes persuadés que la Banque Scotia saura maintenir son dossier de croissance et de succès dans les années à venir – pour nos actionnaires, pour nos clients et pour nos employés.

Peter C. Godsoe
*Président du conseil et
chef de la direction*

Bruce R. Birmingham
Président

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Chiffres clés (pour les exercices terminés le 31 octobre)

	2000	1999 ¹⁾	1998	1997	1996
RÉSULTATS D'EXPLOITATION (en millions de dollars)					
Revenu total (BMEF) ²⁾	9 058	8 018	7 364	6 503	5 467
Provision pour pertes sur prêts	765	635	595	35	380
Frais autres que d'intérêts	5 119	4 756	4 446	4 059	3 217
Impôts sur le revenu (BMEF)	1 184	1 030	891	861	770
Revenu net	1 926	1 551	1 394	1 514	1 069
Dividendes versés sur actions privilégiées	108	108	97	99	113
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	1 818	1 443	1 297	1 415	956
MESURES D'EXPLOITATION (en pourcentage)					
Marge nette sur intérêts (BMEF)	2,26	2,11	2,11	2,13	2,18
Ratio de productivité	56,5	59,3	60,4	62,4	58,8
Rendement des capitaux propres	17,6	15,3	15,3	20,2	15,8
DONNÉES DU BILAN ET HORS BILAN (en millions de dollars)					
Liquidités et valeurs mobilières	60 130	51 084	52 400	46 173	40 642
Prêts et acceptations	175 710	155 022	159 370	133 314	111 381
Total de l'actif	253 171	222 691	233 588	195 153	165 301
Dépôts	173 900	156 618	166 360	138 975	117 894
Déventures subordonnées	5 370	5 374	5 482	5 167	3 251
Actions privilégiées	1 775	1 775	1 775	1 468	1 325
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	11 200	9 631	9 039	7 930	6 424
Biens sous administration ³⁾ (en milliards de dollars)	151,8	141,4	117,4	112,4	201,1
Biens sous gestion ³⁾ (en milliards de dollars)	18,5	16,2	13,5	14,1	13,7
MESURES DU BILAN (en pourcentage)					
Coefficient du capital de catégorie 1	8,6	8,1	7,2	6,9	6,7
Coefficient du capital total	12,2	11,9	10,6	10,4	8,9
Coefficient du capital-actions ordinaire par rapport à l'actif rajusté en fonction du risque	7,3	6,9	6,0	5,8	5,5
Provision spécifique pour pertes sur prêts en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations	0,46	0,31	0,34	0,30	0,37
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	(0,03)	(0,10)	0,26	0,44	0,67
DONNÉES SUR LES ACTIONS ORDINAIRES					
Par action (en dollars)					
- Bénéfice non dilué	3,67	2,93	2,64	2,95	2,04
- Bénéfice dilué	3,62	2,91	2,63	2,92	2,03
- Dividendes	1,00	0,87	0,80	0,74	0,65
- Valeur comptable	22,49	19,49	18,37	16,19	13,53
Cours de l'action (en dollars)					
- Haut	45,65	36,90	44,70	34,10	21,20
- Bas	26,05	28,60	22,80	20,55	14,19
- Clôture	43,50	33,60	32,20	31,08	21,13
Actions en circulation (en milliers)					
- Moyenne	495 472	493 136	490 914	478 972	468 716
- Fin de l'exercice	497 965	494 252	492 089	489 812	474 893
Valeur boursière (en millions de dollars)	21 661	16 607	15 845	15 220	10 030
MESURES D'ÉVALUATION					
Taux de rendement des actions (en pourcentage)	2,8	2,7	2,4	2,7	3,7
Ratio de distribution (en pourcentage)	27,3	29,7	30,3	25,1	31,9
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	1,9	1,7	1,8	1,9	1,6
Ratio cours-bénéfice	11,9	11,5	12,2	10,5	10,4

1) Voir la note 22 afférente aux états financiers consolidés.

2) Base de mise en équivalence fiscale

3) 30 septembre



REVUE DE L'EXPLOITATION

À LA BANQUE SCOTIA nous voyons l'avenir avec les yeux de nos clients - nous anticipons leurs priorités, leurs souhaits et leurs besoins. Nous combinons la meilleure technologie avec l'expertise de nos employés pour offrir des solutions créatives répondant à l'évolution de leurs besoins.

Partout dans le monde, les membres de l'Équipe Scotia s'attachent à renforcer les relations avec leurs clients. De cette manière, nous continuerons de nous démarquer des autres banques et de produire une valeur à long terme pour tous les partenaires de la Banque Scotia : nos clients, nos actionnaires, nos employés et les communautés que nous servons.

Dans les pages qui suivent, nous examinons comment nous nous y prenons pour aider nos clients à atteindre leurs objectifs financiers dans chacun de nos secteurs d'activité : Réseau canadien et Gestion de patrimoine, Opérations internationales et Scotia Capitaux.



«Que ce soit en succursale, au guichet automatique, au téléphone, par Internet ou grâce à la technologie sans fil, la Banque Scotia offre à tous ses clients des services de pointe, en tout temps et en tout lieu. Nous offrons également à nos clientèles privée et petites entreprises de nouvelles solutions financières mieux intégrées, c'est-à-dire un accès rapide, commode et abordable aux services financiers dont elles ont le plus besoin.»

– BOB CHISHOLM, vice-président du conseil, Réseau canadien

RÉSEAU CANADIEN

AVOIR CONFIANCE EN NOS CLIENTS

La société Global Thermoelectric Inc., de Calgary en Alberta, est le plus important fournisseur de générateurs thermoélectriques au monde et le seul fournisseur canadien, auprès de l'Armée américaine, d'unités de chauffage au diesel perfectionnées pour compartiment d'équipage. Les innovations de cette entreprise dans la conception de piles à haute température pourraient un jour révolutionner le chauffage résidentiel et le transport terrestre.

«La Banque Scotia a fait un véritable effort pour comprendre notre société», précise Jim Perry, le président et chef de la direction de Global Thermoelectric, que l'on voit ci-dessous en compagnie de Susan St. Jorre, directrice de compte à la Banque Scotia. Selon M. Perry, le financement initial octroyé par la Banque pour un important contrat de fourniture de générateurs en Inde a permis à l'entreprise de s'engager sur la voie de la croissance. La Banque a également aidé Global Thermoelectric à surmonter la complexité du système bancaire indien. «Nous vendons maintenant dans 46 pays et sommes heureux de pouvoir compter sur l'aide des spécialistes de la Banque Scotia, ici même dans notre ville», ajoute-t-il.



POTENTIEL DE CROISSANCE

Les petites entreprises sont le fer de lance de l'économie canadienne. Imaginez quel serait le potentiel de croissance si ces petites entreprises pouvaient, commodément et sans peine, faire de la planète leur marché. C'est ce qu'a accompli Lisa Jane Raeburn, propriétaire d'une petite entreprise. Par le biais du Cybermagasin Scotia, lequel est le fruit de la collaboration entre la Banque Scotia et Microsoft Canada, M^{me} Raeburn a créé son site Web PyjamaJane.com, ouvert un compte Cybermagasin Scotia et commencé à vendre sa gamme de pyjamas et d'accessoires aux couleurs vives dans le monde entier. «Tout cela a été si facile, dit-elle. De plus, quoi de mieux que d'offrir à mes clients un mode de paiement sécurisé.»

Qu'il s'agisse de commerce électronique, d'opérations bancaires par Internet, d'opérations bancaires sans fil et de cartes à puce multifonctionnelles en remplacement de l'argent, la technologie joue un rôle croissant pour nous aider à mieux servir nos clients.





UNE RELATION EN PLEIN ESSOR

Une simple rencontre avec Deedee Kwok, responsable, Services aux particuliers à la succursale Scotia de la région a jeté les bases de ce qui est devenu une relation mutuellement profitable entre la Banque et les familles Lin, Leung, Ho et Guan de Surrey en Colombie-Britannique. Tout a commencé avec les soeurs Jackie et Patty Lin qui ont immigré au Canada en 1994. Au fur et à mesure que d'autres membres de leur famille et leurs amis arrivaient au pays, ceux-ci étaient dirigés vers Deedee Kwok à la Banque Scotia. Aujourd'hui, les membres de ces familles élargies (ci-contre) sont des clients ayant recours à toute la gamme des produits et services de la Banque Scotia, qu'il s'agisse d'opérations bancaires courantes, de prêts hypothécaires, de lignes de crédit ou de placements, lesquels répondent à leur besoins financiers. La grande considération que ces familles accordent à la relation établie avec la Banque Scotia se manifeste par toutes les personnes à qui elles ne cessent de nous recommander.

Des **solutions financières** intégrées...
pour les entreprises **et** les particuliers.



LA PREUVE DE NOS CAPACITÉS

Lorsque Home Hardware, qui compte 1 100 commerçants exploitants au pays, a fait l'acquisition du réseau de quincailleries Beaver Lumber, la Banque Scotia a octroyé 60 pour cent du financement.

«Bien que nous faisons affaire avec une autre banque depuis 35 ans, nous nous sommes tournés vers la Banque Scotia, car elle était en mesure de répondre à nos besoins financiers et de respecter notre échéancier», dit Paul Straus, vice-président et chef de la direction de Home Hardware, qui apparaît ci-contre en compagnie du président-fondateur, Walter Hachborn (à gauche sur la photo).

Selon M. Straus, l'un des éléments déclencheurs de cette nouvelle relation d'affaires est l'effort qu'a démontré la Banque Scotia, par l'intermédiaire du Centre clientèle commerciale régional à Kitchener-Waterloo (Ontario), «pour nous connaître et connaître notre entreprise et sa culture».



«Nous nous sommes engagés à accroître sensiblement notre part du marché de la gestion de patrimoine. Et nous le faisons par l'approfondissement et la rentabilisation accrue de notre relation clientèle – en fournissant à nos clients une gamme complète de services et conseils pour répondre à leurs besoins de placement, quelle que soit leur complexité.»

– RICK WAUGH, vice-président du conseil,
Gestion de patrimoine et Opérations internationales

G E S T I O N D E P A T R I M O I N E

SERVICES DE COURTAGE – AU BON PLAISIR DU CLIENT

Qu'ils soient conçus pour des investisseurs autonomes ou pour ceux désireux de bénéficier pleinement de conseils de placement, les services de courtage jouent de nos jours un rôle de plus en plus grand dans la planification financière du client.

La demande de services de courtage à escompte a augmenté exponentiellement. Et c'est pour y répondre que Courtage Réduit Scotia a fortement accru ses capacités avec le recours à une technologie dernier cri, au recrutement de personnel supplémentaire et à l'expertise des centres d'appels de la Banque.

ScotiaMcLeod, la division de courtage de plein exercice de la Banque prévoit le recrutement de plus de 200 conseillers en placement pour répondre aux besoins en gestion de patrimoine des Canadiens.

La création de *i:PARTENAIRE*, un service de courtage complet novateur qui donne aux clients un choix étendu de services par Internet et depuis des centres d'appels, s'inscrit en complément naturel de la vaste gamme d'options de placements offerte par ScotiaMcLeod. *i:PARTENAIRE* procure un accès en ligne aux informations des marchés boursiers ainsi que des fonctions de recherche et d'analyse, pour nos placements et ceux des tiers. Il offre également la flexibilité d'opérations en ligne, par téléphone par l'entremise d'un centre d'appels ou directement par l'intermédiaire d'un conseiller en placement de ScotiaMcLeod. Et commodité supplémentaire, *i:PARTENAIRE* permet également au client d'avoir un lien intégré entre ses comptes bancaires et de courtage.



***i*:PARTENAIRE**



PARÉS FINANCIÈREMENT

Pour Sylvia et David Irvine, une retraite bien préparée se pointe à l'horizon. Au cours des 20 dernières années, ces clients de longue date de la Banque Scotia ont utilisé les services de conseil et de courtage de ScotiaMcLeod Inc. pour investir et préparer financièrement leur retraite. Leur conseiller en placement ne leur a pas seulement donné des conseils, mais avec le concours de leur comptable, il s'est assuré que leurs placements maximisaient leur rentabilité fiscale.

Des produits **axés sur le client.**
Des conseils de **placements** spécialisés.



L'ÉQUILIBRE RISQUE – RÉMUNÉRATION

Pour beaucoup, la constitution d'un patrimoine commence avec les fonds communs de placement. La famille des Fonds communs Scotia offre maintenant 41 fonds – dont les derniers-nés de la série des Fonds Capital International (avec cinq «clones» permettant l'admissibilité aux REER) et le Fonds Scotia des jeunes investisseurs. Il y a également tout un choix de Services Scotia de répartition de l'actif qui permettent aux investisseurs d'optimiser la performance à long terme tout en trouvant un confortable équilibre risque - rémunération.

Cependant, lorsque les clients de Gestion de patrimoine ont des besoins plus complexes, nous mettons à leur disposition une aide professionnelle. Pour Tom et Donna Smith (et leurs enfants Duncan et Cameron), une orientation vers Trust Scotia s'est avérée la bonne solution. De concert avec les gestionnaires professionnels de portefeuilles de Trust Scotia, ils ont déterminé quels étaient leurs besoins financiers, leurs objectifs de placement et leur degré de tolérance au risque. Ils leur ont ensuite confié la prise de décision quotidienne des placements.

«La vision internationale n'est pas un élément nouveau à la Banque Scotia, nous réussissons sur les marchés mondiaux depuis plus de 100 ans. La Banque Scotia étant la plus internationale des banques canadiennes, nous sommes particulièrement bien positionnés pour mettre notre expertise à profit et créer de la valeur à long terme en investissant dans des régions à fort potentiel en voie de connaître une forte croissance.»

— RICK WAUGH, *vice-président du conseil,*
Gestion de patrimoine et Opérations internationales



OPÉRATIONS INTERNATIONALES

PERSPECTIVES DE CROISSANCE Inde

La Banque Scotia prévoit de nombreuses occasions de croissance en Inde. Au cours des 18 dernières années, nous avons établi de solides relations avec de nombreuses sociétés importantes de l'Inde.

Sterlite Group, qui détient des intérêts diversifiés notamment dans les secteurs de la fibre optique, des câbles de télécommunication et des métaux communs, est le plus important producteur de câbles de télécommunication du secteur privé en Inde et l'une des cinq entreprises spécialisées dans la fibre optique dans le monde entier. La Banque Scotia, qui est maintenant l'une des principales banques avec qui Sterlite fait affaire, répond aux divers besoins de la société, du fonds de roulement au financement du commerce international et aux opérations de change en passant par les opérations de couverture sur métaux par l'intermédiaire de ScotiaMocatta. De même, Sterlite achète du cuivre brut du Chili, en passant par la filiale chilienne de la Banque, Banco Sud Americano. De gauche à droite, au siège social de Sterlite à Mumbai, Munish Sapra et Denis Vaz de la Banque Scotia et Navin Agarwal, un administrateur de Sterlite.



SCOTIABANK QUILMES Argentine

De nouvelles succursales et des succursales rinnovées, un centre de service à la clientèle spécialisé dans les prêts hypothécaires, un programme de fidélisation de la clientèle et de nouveaux produits pour les particuliers et les petites entreprises sont là quelques-unes des initiatives à la source de l'accroissement de la clientèle de Scotiabank Quilmes en Argentine.

Lorsque Scotiabank Quilmes a obtenu le contrat des services de paye de Wal-Mart Argentina, la Banque a offert l'un de ses nouveaux produits, ScotiaPack Sueldo, aux 4 700 employés. Ce dernier peut être composé d'une combinaison de comptes-chèques, de comptes d'épargne (en devise locale et en dollars US), de cartes de débit, de cartes de crédit, de prêts personnels, de services d'assistance voyage et d'autres avantages intéressants. On a également fait appel à la Banque pour le réseau de 17 guichets automatiques bancaires (GAB) dans les 11 super centres Wal-Mart Argentina, l'une des plus grandes chaînes de magasins à grande surface du pays.





Les services de financement du commerce international et d'exploitation, en diverses devises et à durées variées, ont permis à S.M. Jaleel d'établir des liens avec de nouveaux marchés, ont aidé au financement de nouvelles unités de production dans plusieurs pays et, élément particulièrement important dans le contexte de la mondialisation, ont facilité les opérations de couverture contre les risques de change pour la société.

Par l'intermédiaire de Invertel et de InverWeb, respectivement nos services d'opérations bancaires par téléphone et par Internet, les clients peuvent effectuer une gamme variée d'opérations, notamment la vérification du solde de leurs comptes de dépôt et de crédit, des virements de fonds et des paiements. Ces services bénéficient du soutien de deux centres d'appels, à Mexico et Monterrey, qui traitent en moyenne 400 000 appels par mois. Les entreprises aussi ont accès à des services bancaires électroniques, par le truchement de Invernet. À Plaza Inverlat, à Mexico, José Luis Gómez prend connaissance des diverses options bancaires interactives offertes par Scotiabank Inverlat.





«Sur le marché le plus compétitif au monde, et face à des organisations de taille beaucoup plus grande que la nôtre, nous nous sommes imposés comme un fournisseur de produits de gestion du crédit et du risque auprès d'importantes sociétés américaines.»

– BARRY LUTER, *co-président du conseil et co-chef de la direction*,
Scotia Capitaux

«Scotia Capitaux a doublé son volume d'affaires au cours des cinq dernières années. Au Canada, notre objectif est de nous classer parmi les trois meilleurs fournisseurs canadiens dans chacune de nos gammes de produits.»

– DAVID WILSON, *co-président du conseil et co-chef de la direction*,
Scotia Capitaux

SCOTIA CAPITAL

LE MARCHÉ DE L'ANNÉE EN FINANCEMENT DE PROJETS

Scotia Capitaux demeure un chef de file en matière de solutions de financement de projets innovatrices pour ses clients. Le financement de nouveaux projets de production d'énergie partout dans le monde n'est pas nouveau. Mais la conclusion d'une facilité de crédit à la construction renouvelable de 1 milliard de dollars US pour un portefeuille de projets de production d'énergie utilisant le gaz pour Calpine Construction Finance, filiale de Calpine Corporation des États-Unis, était une première dans l'industrie de la production d'énergie. La revue *Investment Dealer* a reconnu l'exploit, qualifiant l'opération de marché de financement de projets de l'année, la publication *Euromoney* y allant pour sa part du meilleur marché de financement de projets de l'année aux États-Unis. Lorsque le prêt a été mis sur le marché des prêts consortiaux par Scotia Capitaux, il a été sursouscrit par les 25 institutions financières participantes.

SOLUTIONS DE FINANCEMENT PERSONNALISÉES

Construire un paquebot de croisière de luxe exige beaucoup de capital. Comme l'acheteur ne verse souvent que 15 à 25 pour cent du prix d'achat du bateau durant les premières phases de la construction, le constructeur de navire puise des montants considérables dans son fonds de roulement pour financer l'achèvement du bateau.

Le constructeur de navire de réputation internationale Kvaerner MASA-Yards de la Finlande, un client de longue date, qui avait besoin de 540 millions de dollars US pour financer la construction de navires de croisière de luxe pour Costa Crociere, filiale de Carnival Corporation, et Royal Caribbean Cruises Ltd., deux autres clients de longue date, s'est tourné vers Scotia Capital London pour obtenir une source de capital évoluée mais économique. Scotia Capitaux a réussi à monter deux titrisations transfrontalières personnalisées des créances que Kvaerner MASA-Yards aurait recouvrées à la livraison des navires. Résultats : le constructeur de navire a obtenu l'argent nécessaire pour mener la construction des navires à terme, et Costa et Royal Caribbean ont toutes deux ajouté un navire de croisière de luxe ultramoderne à leur flotte.



Produits. Connaissance de l'industrie.

Établissement d'une relation.



CRÉATION D'UN PRODUIT UNIQUE

Scotia Capitaux est déterminée à offrir des solutions créatives, opportunes et adaptées aux besoins d'affaires de ses clients. Rogers Communications Inc., société nationale de communications canadienne, cherchait une façon rentable de monétiser la valeur des reçus de dépôt de catégorie B sans droit de vote de AT&T Canada Inc. qu'elle détenait. Rogers cherchait également à conserver le potentiel de croissance du capital et les avantages liés à la détention de cet investissement qui progressait. Des spécialistes des montages financiers du groupe Négociation internationale de Scotia Capitaux ont créé une solution de bonne qualité parfaitement adaptée : l'action privilégiée à échéance prorogeable Scotia. En émettant des actions privilégiées, Rogers a été en mesure d'accroître considérablement sa souplesse financière.

OPÉRATIONS DE CHANGE SUR LE WEB

L'exécution des opérations de change est plus rapide et plus aisée pour les clients de Scotia Capitaux et de la Banque Scotia depuis le lancement de ScotiaFX, un système dédié aux opérations de change sur le Web qui utilise les plus récentes technologies de la sécurité.

En donnant aux clients les taux du marché en temps réel pour environ 40 devises, ScotiaFX leur offre la souplesse et la commodité d'exécuter des opérations au comptant, des contrats à terme et des swaps de devises en ligne. Les clients ont aussi un accès en ligne à des commentaires, des recherches et des analyses sur les marchés, et ont la capacité de personnaliser les procédures de règlement et de surveiller l'historique de leurs opérations depuis leur ordinateur.

Lancé au départ à l'intention des clients de l'Amérique du Nord, ScotiaFX a prolongé ses heures d'ouverture, maintenant de 2 h à 19 h (HNE), afin de répondre aux besoins des clients qui effectuent des opérations de change depuis l'Europe et d'autres parties du monde.



«Qualité, rapidité, technologie de pointe et alliances solides sont les atouts qui nous permettront d'offrir toujours ce qu'il y a de mieux à notre clientèle, en matière de services financiers. Notre nouvelle filiale, e-Scotia, a justement été créée pour gérer les progrès technologiques et rivaliser d'efficacité sur le marché du commerce électronique.»

— ALBERT WAHBE, président du conseil et chef de la direction, e-Scotia

e - S C O T I A

TECHNOLOGIE DE RECONNAISSANCE VOCALE

La Banque Scotia est la première banque du Canada à doter ses services bancaires par téléphone d'un système de reconnaissance vocale. Celui-ci permet aux consommateurs canadiens d'accéder aux services financiers n'importe où, à partir de n'importe quel téléphone. Il suffit de donner ses instructions verbalement plutôt qu'au moyen des touches du téléphone. Si ce nouveau principe mains libres est plus simple pour tout le monde, il l'est encore plus pour les non-voyants ou malvoyants, comme Lisa Jones (ci-dessous), employée et cliente de la Banque Scotia. Avant son lancement à l'échelle nationale, le système a reçu l'appui de clients membres de l'Institut national canadien pour les aveugles.

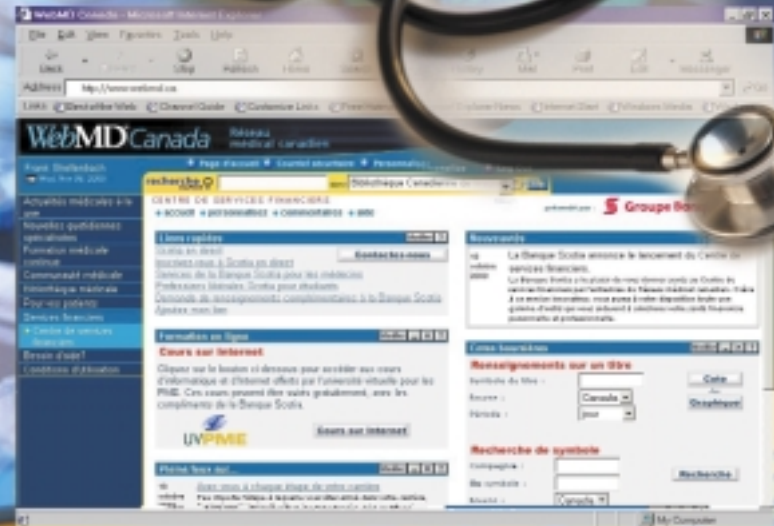
TECHNOLOGIE DE CARTE À PUCE

Munie d'un minuscule microprocesseur enfoui dans du plastique, la carte à puce remplace l'argent liquide. Très commode, elle rend le paiement des achats plus rapide et plus facile. La Banque Scotia a obtenu d'excellents résultats dans l'essai de cette nouvelle technologie — paiement de titres de transport, carte d'étudiant multiservices ou portefeuille électronique, et carte électronique de fidélité. Les organisateurs du Festival du vin et du raisin de Niagara, qui a eu lieu en septembre à St. Catharines (Ontario), ont fait de la carte à puce de la Banque Scotia le seul mode de paiement accepté sur le site du festival, permettant ainsi aux visiteurs de goûter aussi aux avantages de cette technologie prometteuse.



NOUVEAU SITE PORTAIL POUR LES MÉDECINS

WebMD Canada, le Collège des médecins de famille du Canada, le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada et e-Scotia ont fait équipe pour créer le Réseau médical canadien. Les médecins trouvent dans ce site portail sécurisé des moyens d'améliorer la qualité des soins donnés aux patients ainsi que des services leur permettant d'économiser du temps et de l'argent. D'un océan à l'autre, ils peuvent facilement accéder à la gamme des produits et services financiers – y compris le très apprécié programme Professions libérales Scotia – qu'offre la Banque Scotia aux particuliers et aux petites entreprises.



NOUS PENSONS À NOS CLIENTS

Nous sommes toujours en quête de moyens d'exploiter la technologie pour mieux servir nos clients et créer de nouvelles sources de revenu. Nos associations avec Rogers AT&T, Bell Mobilité et d'autres fournisseurs, positionnent la Banque Scotia en tant que principal prestataire de services financiers sans fil. Des partenariats avec des sociétés de commerce électronique permettent un traitement plus rapide et plus pratique – notamment en aidant les petites entreprises à donner à leurs clients un accès instantané au crédit en ligne ou en fournissant aux concessionnaires d'automobiles un système de demande et d'approbation de crédit dans Internet.

Commerce
interentreprises.
Commerce entreprise-
consommateur.



ENGAGEMENT DANS LA COLLECTIVITÉ

PROGRAMME KIDDY CRICKET DE LA BANQUE SCOTIA

Par le biais de son programme Kiddy Cricket et, à titre de Banque officielle du cricket dans les Antilles, la Banque Scotia s'est jointe aux associations régionales et locales du cricket pour procurer à plus de 500 écoles, réparties dans huit pays des Antilles, l'équipement de cricket qui leur faisait cruellement défaut. En tout, 1 000 enseignants et 130 bénévoles de la Banque Scotia ont suivi une formation en vue d'apprendre les règles de base et les techniques du cricket aux enfants. Les cricketeurs en herbe – soit 1 680 enfants, notamment les trois qui apparaissent sur la photo ci-dessus – ont pu faire la démonstration de leurs nouvelles techniques, pendant la pause déjeuner des matchs de cricket disputés dans les Antilles et diffusés à l'échelle internationale.

LA BANQUE SCOTIA APPUIE LES EFFORTS DE SES EMPLOYÉS

Individuellement et en groupe, les employés de la Banque Scotia, partout dans le monde, participent à titre bénévole à des activités et à des cueillettes de fonds pour le bénéfice de causes qui leur tiennent à cœur – comme Laurie Hudson de Nouvelle-Écosse (à l'extrême gauche) qui travaille comme régulatrice-radio et trésorière pour le Service des pompiers volontaires de sa collectivité. Par le biais du Programme de bénévolat des employés de la Banque Scotia et du programme Équipe Scotia au service de la collectivité, la Banque reconnaît le rôle important que jouent ses employés dans leur collectivité et offre du soutien financier aux causes qu'ils défendent.

COURSE DE RELAIS POUR LA VIE

Lorsque la section régionale Sudbury (Ont.) de la Société canadienne du cancer a communiqué avec la Banque Scotia pour obtenir de l'aide à la coordination de la Course de relais pour la vie (Relay for Life) de 13 heures, qui allait se tenir au début du mois de juin, l'équipe de directeurs de Sudbury et de la région a proposé de se charger de l'organisation de la course de relais tout entière ! L'équipe des 125 organisateurs bénévoles de la Banque Scotia, qui comptait des représentants de chacun des dix établissements de la région de Sudbury, espérait pouvoir amasser 50 000 \$ dans le cadre de cette course de relais. Avec l'aide de supporters comme Carrie Brousseau, coprésidente honoraire du Relay for Life, et son fils (au centre), les organisateurs ont fait mieux que ce qu'ils auraient pu imaginer dans leurs rêves les plus fous. Les sommes recueillies dans le cadre de la course de relais ont totalisé plus de 160 000 \$.

DES BÉNÉVOLES DISTRIBUENT DES REPAS CHAUDS

Partout au Canada, un grand nombre d'employés et de retraités de la Banque Scotia participent à titre bénévole aux programmes Meals on Wheels de leur collectivité. Par exemple, deux fois par mois, plus de 50 employés des Ressources humaines de la Banque (dont Jackie Zunde, Monica Garamszeghy, Lynda Walker et Albert Tam-Wai, à l'extrême droite) ont consacré leur temps de repas à livrer des repas chauds à des malades chroniques âgés, au centre-ville de Toronto, dans le cadre du Programme de bénévolat Meals on Wheels.

Respect de notre **engagement** envers
les **collectivités.**



ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Table des matières

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble	21
Résultats financiers du Groupe	
Revenu total	22
Revenu d'intérêts net	22
Actif et passif	22
Autres revenus	24
Frais autres que d'intérêts et productivité	26
Impôts et taxes	26
Qualité du crédit	28
Gestion du capital	30
Secteurs d'activité	
Réseau canadien	32
Gestion de patrimoine	34
Scotia Capitaux	36
Opérations internationales	38
Services bancaires et commerce électroniques	41
Gestion du risque	
Survol de la gestion du risque	42
Risque de crédit	42
Risque de marché	43
Risque d'exploitation	47
Données supplémentaires	
Risque de crédit	48
Capital	52
Autres informations	53
Informations choisies par trimestre	54

Déclarations prospectives

Le présent rapport renferme des déclarations prospectives concernant les objectifs, les stratégies et les résultats financiers attendus. Ces déclarations prospectives sont, par définition, assujetties à des risques et à des incertitudes indépendants de la volonté de la Banque, dont la conjoncture économique et financière mondiale, les changements réglementaires au Canada et ailleurs, le progrès technologique et la concurrence. Ces facteurs – et d'autres encore – peuvent faire varier considérablement le rendement réel de la Banque par rapport à celui envisagé dans les déclarations prospectives; le lecteur est donc prié de ne pas se fier indûment à ces déclarations.

PROGRESSION APPRÉCIABLE DU REVENU NET ET DU CAPITAL

La Banque a connu un autre exercice record en 2000, le revenu net étant passé à 1,926 milliard de dollars, en hausse de 24 %. Au cours des cinq derniers exercices, le revenu net a progressé au taux annuel composé de 17 %. Le bénéfice par action (BPA) a grimpé de 25 % par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 3,67 \$. Si l'on ne tient pas compte des gains exceptionnels découlant de la vente de nos activités de transfert d'actions et de Solidbank, une banque affiliée aux Philippines, le BPA s'établissait à 3,56 \$, en hausse de 22 %. Ce résultat est nettement supérieur à l'objectif de 12 % à 15 % de croissance annuelle du BPA fixé par la Banque. Les résultats affichés par les divisions Réseau canadien et Opérations internationales ont grandement contribué à cette belle tenue.

Le capital de base de la Banque continue à augmenter, par suite de la progression du bénéfice. Après versement des dividendes, le capital généré en 2000 s'établissait à 1,482 milliard de dollars. De fait, au cours des cinq derniers exercices, un capital de presque 5,0 milliards de dollars a été généré à l'interne.

La Banque a encore une fois montré qu'elle savait utiliser ce capital avec efficacité. Le rendement des capitaux propres est monté à 17,6 % en 2000, contre 15,3 % en 1999, soit près de la limite supérieure de la fourchette visée de 16 % à 18 %.

DIVIDENDES ET RENDEMENT REVENANT AUX PORTEURS D' ACTIONS ORDINAIRES

Le dividende versé sur les actions ordinaires en 2000 se chiffrait à 1,00 \$ par action, en hausse de 15 %, poursuivant l'accroissement pratiquement ininterrompu des dividendes depuis 40 ans.

Le rendement revenant aux porteurs d'actions ordinaires – qui est fonction à la fois du dividende et de la plus-value des actions ordinaires de la Banque – s'est établi à 33,3 % en 2000. Ce résultat est nettement supérieur à celui des deux exercices précédents. La Banque maintient sa bonne performance par rapport aux autres banques canadiennes.

Les actionnaires de la Banque Scotia continuent à bénéficier de rendements exceptionnels à long terme. Au cours des cinq derniers exercices, le rendement annualisé composé de la Banque a atteint 28,4 %, et 28,0 % au cours de la dernière décennie. Ces rendements sont supérieurs à ceux de l'indice des banques et des fiducies de la Bourse de Toronto (TSE) et de l'indice TSE 300.

Exercice	2000	1999	1998	1997	1996
Rendement annuel (%)	33,3	7,1	6,1	51,1	52,3
Rendement quinquennal (annualisé) (%)	28,4	23,6	21,7	26,0	21,9

PERFORMANCE SOLIDE DANS TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Les résultats impressionnants obtenus sont le fait de tous les secteurs d'activité. Le Réseau canadien a connu un excellent exercice, poussé par l'augmentation appréciable des recettes – surtout à la division Gestion de patrimoine –, la diminution des pertes sur prêts et le contrôle rigoureux des frais. Scotia Capitaux a enregistré une forte croissance de ses activités de base, surtout dans la division Négociation internationale; les recettes plus élevées dans la plupart des secteurs d'activité ont toutefois été atténuées par la hausse des provisions pour pertes sur prêts. La division des Opérations internationales a marqué une hausse de 23 % au chapitre du revenu net, surtout à cause des gains enregistrés en Amérique latine et en Asie.

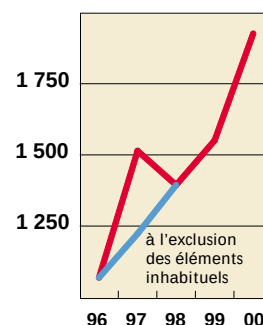
Revenu net, en millions de dollars	2000	1999 ³⁾	1998 ³⁾
Réseau canadien	882 \$	649 \$	641 \$
Scotia Capitaux	650	745	483
Opérations internationales	364	296	248
Autres ²⁾	30	(139) ¹⁾	22
Revenu net total	1 926 \$	1 551 ¹⁾ \$	1 394 \$

1) Voir la note 22 afférente aux états financiers consolidés concernant la comptabilisation de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts en 1999.

2) Sont compris dans ce poste tous les autres petits segments d'exploitation et les redressements au titre du siège social, notamment l'élimination de la majoration du revenu non imposable déclaré dans le revenu d'intérêts net et la provision pour les impôts sur le revenu, les augmentations de la provision générale, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées et le montant des dépenses imputées aux segments d'exploitation, ainsi que l'incidence de la titrisation.

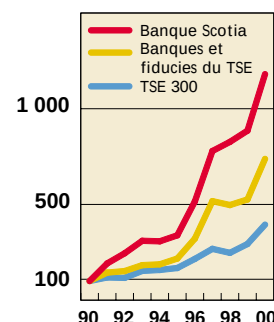
3) Les résultats de 1999 et 1998 ont été redressés pour tenir compte de toutes les activités de la Gestion de patrimoine à l'intérieur du Réseau canadien.

Revenu net ¹⁾
en millions de dollars



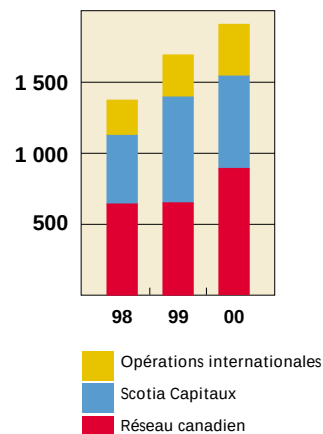
Solide rendement à long terme revenant aux porteurs d'actions ordinaires

Plus-value des actions majorée des dividendes réinvestis, 1990 = 100



Secteurs d'activité lucratifs

en millions de dollars



REVENU TOTAL

La progression du revenu total de la Banque – revenu d'intérêts net plus autres revenus – a été très forte au cours de la dernière décennie, la croissance annuelle moyenne s'étant établie à 12 %. Cette tendance s'est maintenue en 2000, avec une hausse de 13 % par rapport à l'exercice précédent.

REVENU D'INTÉRÊTS NET

Le revenu d'intérêts net, l'élément le plus important du revenu, s'est fortement accru durant l'exercice.

Le revenu d'intérêts net (base de mise en équivalence fiscale) s'est chiffré à 5,4 milliards de dollars en 2000, en hausse de 12 %, par suite d'une croissance de 4 % de l'actif moyen et d'une marge plus importante.

La marge nette sur intérêts de la Banque (revenu d'intérêts net en pourcentage de l'actif moyen) s'est fixée à 2,26 %, une hausse de 15 points de base par rapport à l'exercice précédent. Les marges en devises canadienne et étrangères ont crû en 2000.

L'écart entre l'actif à taux variable et le financement non sensible aux taux d'intérêt s'est creusé, élargissant la marge (en devise canadienne) à l'égard des clientèles privée et commerciale. La forte poussée des dépôts des particuliers et des soldes des comptes courants a réduit la dépendance à l'égard des dépôts de gros, plus onéreux.

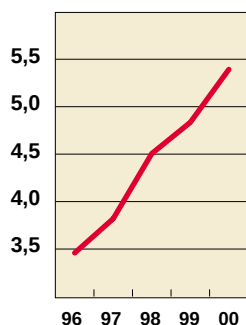
Chez Scotia Capitaux, les prêts aux entreprises ont donné lieu à des écarts plus prononcés des taux d'intérêt et à des commissions de montage plus élevées. La marge a également augmenté en raison du fléchissement des actifs moins productifs, comme les dépôts à des banques.

Au chapitre des Opérations internationales, la marge s'est accrue par suite de la première consolidation des résultats de Banco Sud Americano (BSA), du Chili, et de l'augmentation des revenus de placement et des marges chez Scotiabank Quilmes.

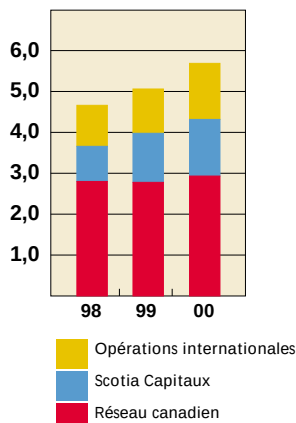
PERSPECTIVES

La croissance du revenu d'intérêts net devrait se poursuivre durant le prochain exercice, nourrie par des volumes d'activité supérieurs et une hausse modeste de la marge nette sur intérêts.

Hausse appréciable du revenu d'intérêts net
base de mise en équivalence fiscale, en milliards de dollars



Revenu d'intérêts net par secteur d'activité
en milliards de dollars



ACTIF ET PASSIF

La Banque a poursuivi l'élargissement de ses activités commerciales, enregistrant une croissance de l'actif et des dépôts dans tous les secteurs d'activité.

ACTIF

Les soldes moyens des prêts et acceptations (à l'exclusion des conventions de revente) ont totalisé 147 milliards de dollars en 2000, une hausse de 3 % sur l'exercice précédent. Cette croissance a été atténuée par l'incidence, sur l'ensemble de l'exercice 2000, des opérations de titrisation réalisées par la Banque en 1999 et des nouvelles opérations entreprises en 2000. En tout, ces opérations sont venues amputer l'actif productif moyen de 11 milliards de dollars, soit de 7 %.

Redressée pour tenir compte de la titrisation, la croissance sous-jacente des prêts consentis aux particuliers au Canada a atteint 3,6 milliards de dollars, soit 6 %. La Banque a continué à connaître du succès avec le programme Crédit intégré Scotia^{MC} et la Ligne de crédit VISA Scotia, deux nouveaux produits souples qui l'ont aidée à raffermir encore sa position sur le marché des prêts aux particuliers. La Banque a lancé la Ligne d'appoint REER Scotia, le prolongement du Prêt d'appoint REER Scotia. La progression des prêts hypothécaires à l'habitation a été inférieure à celle de l'exercice précédent, reflétant un usage plus sélectif des rabais.

Les prêts aux PME au Canada ont marqué une hausse modeste durant l'exercice. La Ligne de crédit VISA Scotia pour l'entreprise a été lancée à la fin de l'exercice et devrait contribuer sensiblement à l'essor futur de la Banque.

Sur le plan international, les volumes de prêts aux clientèles privée et commerciale ont monté en flèche. La consolidation de BSA du Chili a fait grimper de 1,9 milliard de dollars la moyenne des prêts et acceptations. Compte non tenu de BSA du Chili, la croissance sous-jacente des volumes moyens était encore très forte, s'établissant à 2,0 milliards de dollars, soit 11 %; des augmentations ont été enregistrées aussi bien dans les Antilles qu'en Asie.

Le volume des prêts aux grandes entreprises américaines a légèrement fléchi durant l'exercice. Une partie de l'impact de la titrisation de prêts américains en 1999 et des ventes d'actifs en 1999 et en 2000 a été contrebalancée par la progression normale des affaires.

En moyenne, les autres éléments d'actif productifs, mis à part les prêts consentis par la Banque, ont augmenté de 8 milliards de dollars ou de 11 % au cours de l'exercice. Ces éléments d'actif comprennent les valeurs mobilières et les sommes déposées auprès d'autres banques, qui servent principalement à

Un portefeuille de prêts diversifié

en milliards de dollars, soldes moyens des prêts et acceptations

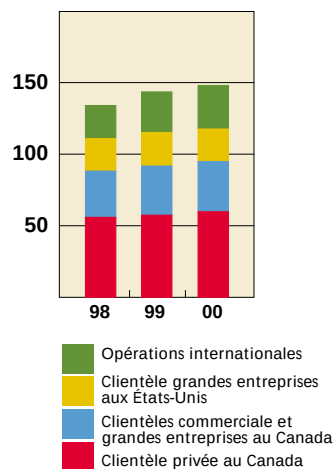


Tableau 1 Soldes moyens des éléments d'actif et de passif et taux moyens de la marge d'intérêts

Base de mise en équivalence fiscale Pour les exercices (en milliards de dollars)	2000		1999	
	Soldes moyens	Taux moyens	Soldes moyens	Taux moyens
Actif				
Dépôts à d'autres banques	16,6 \$	5,52 %	19,3 \$	4,90 %
Valeurs mobilières	37,9	6,54	32,5	6,26
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	49,0	6,76	46,1	6,72
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	16,8	10,04	18,1	9,33
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	70,4	8,58	68,3	7,59
Conventions de revente	18,7	5,81	13,9	4,91
Total partiel	154,9	7,83	146,4	7,28
Actif productif total	209,4	7,41	198,2	6,88
Engagements de clients en vertu d'acceptations	10,3	—	10,1	—
Autres éléments d'actif	19,0	—	20,7	—
Total de l'actif	238,7 \$	6,51 %	229,0 \$	5,95 %
Passif				
Dépôts				
Particuliers	67,5 \$	4,48 %	63,9 \$	4,36 %
Entreprises et administrations publiques	72,2	5,12	67,6	4,64
Banques	25,9	5,71	27,9	4,88
Total partiel	165,6	4,95	159,4	4,57
Débetures subordonnées	5,3	6,06	5,3	5,90
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	19,4	6,04	17,2	4,91
Autres engagements portant intérêt	9,6	4,62	8,2	4,34
Total des engagements portant intérêt	199,9	5,07	190,1	4,63
Autres engagements, y compris les acceptations	26,7	—	27,7	—
Avoir des actionnaires	12,1	—	11,2	—
Total du passif et de l'avoir	238,7 \$	4,25 %	229,0 \$	3,84 %
Marge nette sur intérêts		2,26 %		2,11 %

Tableau 2 Analyse de l'évolution du revenu d'intérêts net selon le volume et le taux

Base de mise en équivalence fiscale Pour les exercices (en millions de dollars)	2000 par rapport à 1999 Augmentation (diminution) due à la variation du :			1999 par rapport à 1998 Augmentation (diminution) due à la variation du :		
	Volume moyen	Taux moyen	Variation nette	Volume moyen	Taux moyen	Variation nette
Revenu d'intérêts net						
Actif	573 \$	1 318 \$	1 891 \$	897 \$	(483) \$	414 \$
Passif	(370)	(963)	(1 333)	(579)	494	(85)
Total	203 \$	355 \$	558 \$	318 \$	11 \$	329 \$

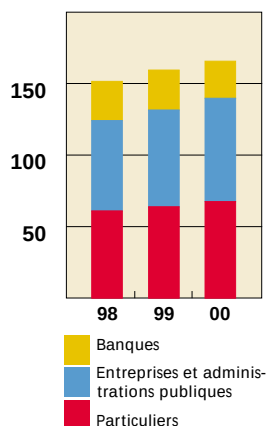
maintenir la liquidité, et les conventions de revente. La plus grande partie de cette augmentation est due aux conventions de revente, dont la valeur a bondi de 5 milliards de dollars ou de 34 % sur 12 mois.

PASSIF

Les dépôts moyens de la Banque ont totalisé 166 milliards de dollars en 2000, soit une hausse de 6,2 milliards ou de 4 % au cours de l'exercice. Les dépôts de particuliers ont crû de 6 % durant cette période.

Même si l'engouement des clients pour les fonds communs de placement ne se dément pas, les dépôts de particuliers effectués en devise canadienne ont augmenté de 2,5 milliards de dollars ou de 5 %, grâce surtout aux dépôts à terme. La Banque a ajouté un équivalent américain à ses CPG IndiBourse canadiens et G7, lesquels remportent un vif succès. Par ailleurs, elle a augmenté de 43 points de base sa part du marché des dépôts à régime fiscal avantageux durant l'exercice, ce qui représente une troisième hausse consécutive. La Banque a également réussi à augmenter les dépôts dans les comptes courants, le solde moyen ayant grimpé de 17 % durant l'exercice. Cette nouvelle hausse fait suite à celle de 15 % de l'exercice précédent, et maintient la tendance établie à ce chapitre au cours des six derniers exercices.

Assiette de dépôts diversifiée
moyenne,
en milliards de dollars



PERSPECTIVES

La croissance des prêts et des dépôts devrait se poursuivre en 2001, dans tous les secteurs d'activité de la Banque.

AUTRES REVENUS

Au cours des cinq derniers exercices, les autres revenus ont grimpé à un taux annuel moyen de 20 % et ils représentent actuellement environ 41 % du total des revenus de la Banque, contre 37 % en 1996.

Les autres revenus ont atteint 3,7 milliards de dollars en 2000, en hausse de 15 % par rapport à l'exercice précédent. Cette croissance substantielle s'explique par des gains appréciables dans toutes les grandes catégories.

Les revenus tirés des services de dépôt et de paiement ont continué de croître à un rythme constant, l'augmentation atteignant 4 %, ou 5 % si l'on fait abstraction de la titrisation partielle du portefeuille de cartes de crédit de la Banque. Le taux d'utilisation plus élevé des services reliés aux opérations commerciales, des GAB et des nouveaux services électroniques de la Banque, comme les cartes de débit, a entraîné une hausse des revenus.

La Banque a connu un excellent exercice au chapitre de la gestion de patrimoine. Les revenus tirés du courtage de plein exercice et du courtage réduit ont augmenté respectivement de 40 % et de 73 %, à la suite d'une demande sans précédent des clients. Les revenus provenant des fonds communs de place-

ment ont monté de 14 % en raison des volumes plus grands. De plus, la position dominante de la Banque dans les services de fiducie aux particuliers a entraîné une hausse des revenus de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Les commissions de crédit ont atteint le niveau record de 632 millions de dollars en 2000, soit une hausse de 16 % par rapport à l'exercice précédent. La plus grande partie de cette hausse est attribuable aux activités de syndication de prêts et de prêts commerciaux au Canada.

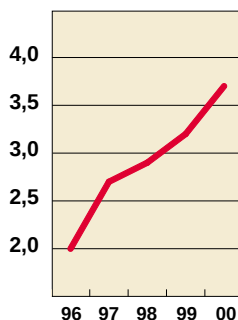
Les revenus tirés des activités de banque d'investissement ont atteint 756 millions de dollars, en hausse de 7 % par rapport à l'exercice précédent, à la faveur de résultats solides aux chapitres de la négociation des valeurs mobilières et des produits dérivés.

Les gains sur la vente de valeurs mobilières détenues à des fins de placement se sont chiffrés à 358 millions de dollars en 2000, en hausse de 15 millions de dollars par rapport à 1999, la Banque ayant su profiter des marchés boursiers favorables.

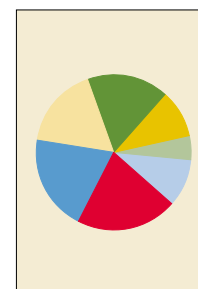
Les revenus provenant de la titrisation ont fait un bond de 51 millions de dollars ou de 33 %, illustrant l'incidence, sur un exercice complet, des opérations réalisées au cours de 1999 et de celles entreprises en 2000.

Les autres catégories ont connu une augmentation de 126 millions de dollars au cours de l'exercice, dont 61 millions de dollars au titre de la vente des activités de transfert d'actions de la Banque et un gain de 21 millions de dollars avant impôts sur la vente de Solidbank, aux Philippines.

Accroissement substantiel
des autres revenus
à l'exclusion des ventes
d'entreprises,
en milliards de dollars



Grande
diversification
des autres
revenus



PERSPECTIVES

En 2000, les autres revenus comprenaient des sommes substantielles provenant des gains sur la vente de valeurs mobilières détenues à des fins de placement, ainsi que de la vente de Solidbank et des activités de transfert d'actions de la Banque. Cette dernière ne prévoit certes pas obtenir des résultats aussi élevés de sources similaires en 2001, mais s'attend néanmoins à une croissance soutenue des autres revenus, vu la conjoncture économique et boursière relativement stable.

Tableau 3 Autres revenus

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2000	1999	1998	1997	1996	2000 par rapport à 1999
Services de dépôt et de paiement						
Services de dépôt	433 \$	402 \$	372 \$	317 \$	289 \$	8 %
Revenus sur cartes de crédit	116	133	184	153	145	(13)
Autres services de paiement	75	67	63	61	65	13
Total partiel	624	602	619	531	499	4
Services de placement, de courtage et de fiducie						
Courtage au détail et courtage réduit	389	273	286	289	211	42
Fonds communs de placement	131	115	117	82	51	14
Gestion et garde de placements	85	97	86	72	80	(12)
Services de fiducie aux particuliers et aux entreprises	128	119	107	96	99	7
Total partiel	733	604	596	539	441	21
Commissions sur prêts						
Commissions sur engagements/autres crédits	512	438	397	329	272	17
Commissions sur acceptations	120	105	75	66	61	15
Total partiel	632	543	472	395	333	16
Services de banque d'investissement						
Commissions de placement et autres	278	268	287	308	211	4
Revenus tirés des activités de négociation	326	291	100	141	170	12
Revenus de change hors activités de négociation	152	147	125	109	97	4
Total partiel	756	706	512	558	478	7
Gain net sur valeurs détenues aux fins de placement	358 ¹⁾	343	322	366	129	4
Revenu de titrisation	206	155	38	—	—	33
Autres	274	230	274	150	128	19
Total des montants précédents	3 583	3 183	2 833	2 539	2 008	13
Gain à la vente d'entreprises	82 ¹⁾	—	25	144	—	s/o
Total des autres revenus	3 665 \$	3 183 \$	2 858 \$	2 683 \$	2 008 \$	15 %
Pourcentage d'augmentation par rapport à l'exercice précédent	15 %	11 %	7 %	34 %	34 %	

1) Le gain avant impôts de 21 millions de dollars réalisé par la Banque à la cession de sa participation dans Solidbank a été comptabilisé dans les gains à la vente d'entreprises; dans l'état consolidé des revenus, ce gain a par ailleurs été comptabilisé dans les gains nets sur valeurs détenues à des fins de placement.

Tableau 4 Revenus tirés des activités de négociation

<i>Base de mise en équivalence fiscale</i>					
<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2000	1999	1998	1997	1996
Déclarés dans les autres revenus					
Opérations sur valeurs	108 \$	67 \$	(48)\$	52 \$	98 \$
Opérations de change et sur métaux précieux	148	150	77	45	67
Opérations sur produits dérivés et autres	70	74	71	44	5
Total partiel	326	291	100	141	170
Déclarés dans le revenu d'intérêts net	126	85	58	48	48
Total des revenus tirés des activités de négociation	452 \$	376 \$	158 \$	189 \$	218 \$
Pourcentage du total des revenus (revenu d'intérêts net plus les autres revenus)	5,0 %	4,7 %	2,1 %	2,9 %	4,0 %

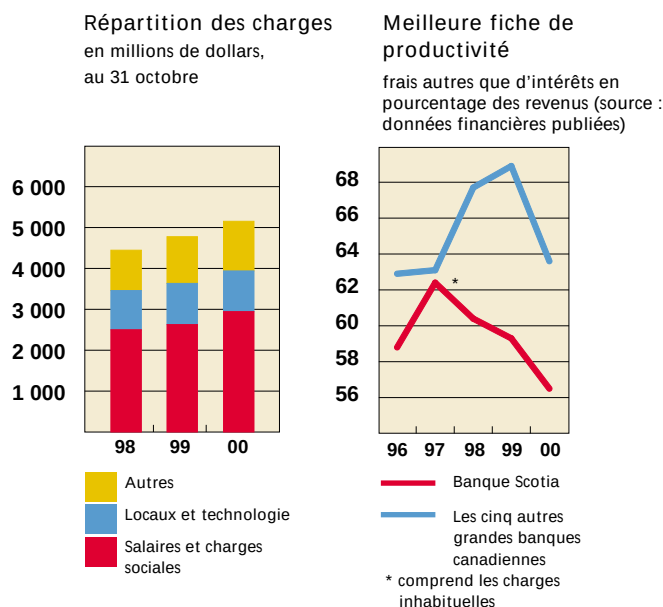
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS ET PRODUCTIVITÉ

La gestion des coûts fait partie de la culture d'entreprise à la Banque Scotia et permet d'apporter de nouvelles améliorations au chapitre de la productivité.

Alors que les revenus grimpaient de 13 %, les frais d'exploitation ont augmenté de 8 %, soit de 363 millions de dollars, en 2000. De cette augmentation, 100 millions de dollars environ sont attribuables à la consolidation de BSA du Chili durant le présent exercice. De plus, la Banque a constitué une provision de 33 millions de dollars au titre de la restructuration du réseau de succursales internationales et a réduit la valeur de ses biens-fonds et de son matériel de 46 millions de dollars. La contrepassation en 2000 d'une tranche de 34 millions de dollars de la provision pour la restructuration du Trust National, l'intégration étant à toutes fins utiles terminée, a partiellement contrebalancé ces chiffres. Si l'on tient compte de ces éléments, les frais ont augmenté de 5 % sur 12 mois.

La rémunération et les charges sociales, qui représentent 58 % de tous les frais, ont grossi de 317 millions de dollars ou de 12 % par rapport à l'exercice précédent, faisant écho à la progression de la rémunération fondée sur la performance et à la consolidation de BSA du Chili. La rémunération variable chez Scotia Capitaux et dans les services de courtage traditionnels a crû en flèche, vu les revenus plus élevés découlant de ces activités.

Les frais liés à d'autres programmes de stimulation ont également grimpé, en raison de la hausse du rendement des capitaux propres de la Banque et du cours de son action. À l'exclusion de la rémunération fondée sur la performance, les frais sous-jacents relatifs au personnel n'ont pratiquement pas changé par rapport à 1999, car l'expansion dans les centres d'appels, la filiale e-Scotia et les activités de courtage réduit Scotia ont compensé la plus grande partie des améliorations de la productivité enregistrées par les succursales canadiennes.



Les frais au titre des locaux et de la technologie ont diminué de 12 millions de dollars ou de 1 % par rapport à l'exercice précédent, surtout parce que plusieurs projets majeurs ont pris fin, notamment la préparation au passage à l'an 2000 et les opérations de caisse sans papier. Dans l'ensemble, la Banque a continué à investir dans des technologies de pointe dans le but de tirer profit des canaux de distribution parallèles bon marché,

pour améliorer le service à la clientèle et lancer sur le marché de nouveaux produits. L'accroissement de sa capacité d'exploration de données et de ventes a aussi contribué à la hausse des frais.

La Banque a accru ses dépenses en communication et en marketing de 21 millions de dollars, ou de 5 %, pour suivre la hausse de volume, l'intensification des activités et les projets relatifs aux produits.

Le reste de l'augmentation des frais est principalement imputable à l'inflation, à des niveaux d'activité supérieurs et aux éléments clés susmentionnés.

Le ratio de productivité, qui représente les frais engagés pour gagner un dollar de revenu, est l'instrument de référence pour mesurer l'efficacité dans le secteur bancaire : moins le ratio est élevé, meilleure est la productivité. À 56,5 % en 2000, le ratio de productivité de la Banque Scotia est le meilleur du secteur bancaire, comme c'était le cas au cours des exercices précédents.

PERSPECTIVES

Les frais d'exploitation devraient connaître une hausse modérée en 2001, par suite de l'intensification des activités. La Banque poursuivra également ses investissements dans la technologie et les nouveaux produits. Cependant, elle recherche constamment des occasions de comprimer ses frais et prévoit que son ratio de productivité demeurera inférieur à son objectif de 60 %.

IMPÔTS ET TAXES

Les impôts directs versés à tous les pouvoirs publics continuent d'augmenter.

Les impôts à la charge de la Banque en 2000 ont totalisé 1,6 milliard de dollars (base de mise en équivalence fiscale), après avoir bondi de 121 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Il s'agissait des impôts directs sur le revenu exigés par les administrations fédérale et provinciales du Canada et par les administrations publiques des territoires étrangers où la Banque exerce ses activités, ainsi que de taxes et d'impôts indirects divers auxquels la Banque est assujettie. Le niveau d'imposition des banques reste l'un des plus élevés de tous les secteurs d'activité au Canada. Cette situation découle en partie des impôts sur le capital exigés par les autorités fédérales et provinciales et prélevés sur le capital de base de la Banque.

La hausse de 121 millions de dollars des impôts est principalement attribuable à celle des impôts sur le revenu. En revanche, le taux réel d'impôt sur le revenu est passé de 35,2 % au cours de l'exercice 1999 à 33,2 % un an plus tard, surtout à cause des revenus plus élevés provenant des filiales à l'étranger, dont les taux d'imposition sont inférieurs.

Les primes d'assurance-dépôts exigées par la Société de l'assurance-dépôts du Canada ont diminué de 36 millions de dollars pour s'établir à 33 millions de dollars en 2000.

Les autres formes d'impôts indirects, comme les charges sociales et les taxes d'affaires, ont continué d'augmenter. Les impôts directs et indirects perçus par les différents paliers

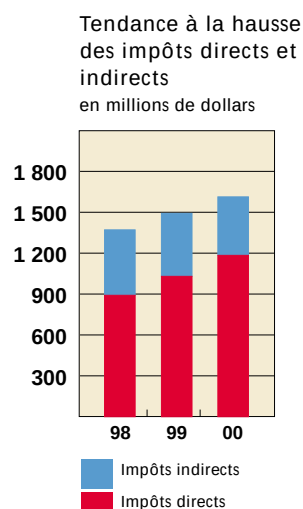


Tableau 5 Frais autres que d'intérêts

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2000	1999	1998	1997	1996	2000 par rapport à 1999
Salaires	2 594 \$	2 297 \$	2 193 \$	1 973 \$	1 702 \$	13 %
Charges sociales	350	330	308	229	208	6
Locaux et technologie						
Charges locatives	419	425	404	334	307	(2)
Technologie	309	328	329	259	195	(6)
Amortissement	267	254	225	185	162	5
	995	1 007	958	778	664	(1)
Autres frais						
Communications et marketing	428	407	366	320	272	5
Impôts sur le capital, taxes d'affaires et primes d'assurance-dépôts	176	206	238	192	174	(15)
Frais divers	610	529	383	291	217	15
	1 214	1 142	987	803	663	6
Total des montants précédents	5 153	4 776	4 446	3 783	3 237	8
Provision pour frais de restructuration – acquisitions	(34)	(20)	–	250	(20)	70
Radiation de l'écart d'acquisition	–	–	–	26	–	s.o.
Total des frais autres que d'intérêts	5 119 \$	4 756 \$	4 446 \$	4 059 \$	3 217 \$	8 %
Ratio de productivité	56,5 %	59,3 %	60,4 %	62,4 %	58,8 %	

Tableau 6 Impôts sur le revenu et autres taxes et impôts

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2000	1999	1998	1997	1996	2000 par rapport à 1999
Impôts sur le revenu						
Provision pour impôts sur le revenu	990 \$	867 \$	762 \$	758 \$	665 \$	14 %
Redressement pour mise en équivalence fiscale	194	163	129	103	105	19
Provision pour mise en équivalence fiscale	1 184	1 030	891	861	770	15
Autres taxes et impôts						
Charges sociales	146	143	133	107	98	2
Impôts fonciers	55	61	55	33	34	(10)
Impôts sur le capital	93	91	97	81	68	2
Taxes d'affaires	50	46	43	36	37	9
Taxe sur les produits et services	52	52	54	48	38	–
Primes d'assurance-dépôts	33	69	98	75	69	(52)
Total des impôts indirects	429	462	480	380	344	(7)
Total des impôts et taxes	1 613¹⁾\$	1 492 ¹⁾ \$	1 371 ¹⁾ \$	1 241 \$	1 114 \$	8 %

1) Ce montant se compose d'une tranche de 1 175 millions de dollars en impôts et taxes canadiens (1 017 millions de dollars en 1999; 940 millions de dollars en 1998) et d'une tranche de 438 millions de dollars en impôts étrangers (475 millions de dollars en 1999; 431 millions de dollars en 1998).

d'administration publique ont totalisé 1,6 milliard de dollars en 2000, soit environ 45 % du revenu net de la Banque avant impôts directs et indirects.

PERSPECTIVES

La hausse des bénéfices tirés par la Banque des activités qu'elle exerce à l'étranger, combinée aux baisses des taux d'imposition au Canada, devrait à nouveau faire baisser le taux réel d'imposition de la Banque en 2001.

QUALITÉ DU CRÉDIT

Prêts douteux

Au 31 octobre 2000, la provision pour pertes sur prêts dépassait de 61 millions de dollars le montant brut des prêts douteux. Cela représente une modeste augmentation de 95 millions de dollars du montant net des prêts douteux depuis la fin du dernier exercice.

Comme l'indique le graphique ci-contre, le montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations s'établit maintenant à -0,03 % et reste près du plus bas niveau enregistré au cours de la dernière décennie.

À la fin de l'exercice, le montant brut des prêts douteux se situait à 2,8 milliards de dollars, soit 360 millions de dollars de plus qu'il y a un an.

Au Canada, l'activité économique a été soutenue tout au long de l'exercice. En conséquence, la situation des portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux au Canada s'est améliorée, le montant brut des prêts et des prêts hypothécaires douteux ayant diminué de 115 millions de dollars au total durant l'exercice.

Aux États-Unis, les conditions de crédit se sont détériorées. Le montant brut des prêts douteux a donc augmenté de 171 millions de dollars pour atteindre 865 millions de dollars à la fin de l'exercice.

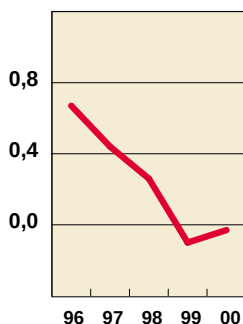
Sur la scène internationale, le montant brut des prêts douteux ressortait à 1,1 milliard de dollars au 31 octobre 2000, une hausse de 283 millions de dollars. De cette augmentation, une somme de 97 millions de dollars provient de la consolidation initiale du montant brut des prêts douteux de BSA du Chili. Le reste est principalement attribuable à quelques comptes bien garantis.

Provisions spécifiques pour pertes sur prêts

Au cours de l'exercice 2000, la Banque a constitué des provisions spécifiques pour pertes sur prêts de 765 millions de dollars, contre 485 millions de dollars en 1999.

La qualité du crédit sur les prêts aux particuliers et sur les prêts commerciaux au Canada était excellente. En 2000, les provisions pour pertes sur prêts au Canada se dégageaient à 168 millions de dollars, soit une nette amélioration par rapport aux 234 millions de dollars de l'exercice précédent; la tendance à la baisse des derniers exercices se poursuit donc.

Le coefficient des prêts douteux nets près des planchers historiques en pourcentage des prêts et acceptations, au 31 octobre



Du côté des Opérations internationales, la Banque a relevé de 28 millions de dollars sa provision dans les Antilles, à cause surtout de la croissance importante du portefeuille au cours des derniers exercices. Le portefeuille des prêts en Asie est demeuré stable en 2000, et le niveau des provisions est normal. En Amérique latine, les provisions ont été relevées afin d'inclure les pertes sur prêts de 18 millions de dollars de BSA du Chili, dont les résultats ont été consolidés à partir de l'exercice écoulé.

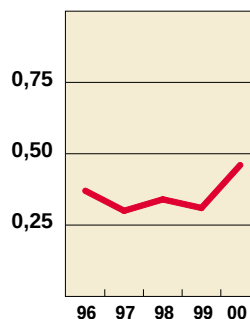
Dans le cas des activités de prêts de gros de la Banque au sein de Scotia Capitaux, les provisions pour pertes sur prêts ont augmenté de 276 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Au Canada, elles sont revenues à un niveau normal en 2000, un certain nombre de comptes ayant fait l'objet de recouvrements substantiels en 1999. L'accroissement des provisions s'explique surtout par le portefeuille des États-Unis, à la suite de la détérioration des conditions de crédit, conformément aux tendances du marché.

Provision générale

En 2000, la provision générale pour pertes sur prêts est restée à 1,3 milliard de dollars, représentant 0,83 % de l'actif rajusté en fonction du risque à la clôture de l'exercice. L'incidence de la détérioration des conditions de crédit aux États-Unis sur la provision générale a été neutralisée par la disparition des craintes relatives au passage à l'an 2000.

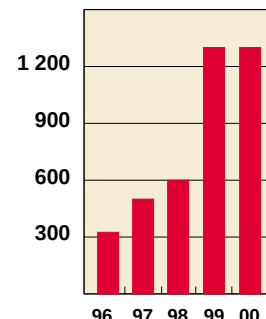
Faible niveau des pertes sur prêts

provisions spécifiques en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations



Provision générale appréciable

en millions de dollars, au 31 octobre



PERSPECTIVES

La Banque s'attend à une hausse modeste des provisions spécifiques pour pertes sur prêts en 2001.

Tableau 7 Prêts douteux par secteur d'activité ^{1) 3)}

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2000			1999	1998	1997	1996
	Montant net	Provision pour créances irrécouvrables ²⁾	Montant brut				
Opérations canadiennes							
Clientèle privée	102 \$	168 \$	270 \$	332 \$	356 \$	436 \$	320 \$
Clientèle commerciale	162	181	343	396	534	493	442
Total partiel	264	349	613	728	890	929	762
Opérations internationales ²⁾	452	648	1 100	817	776	534	358
Scotia Capitaux							
Canada	61	50	111	127	247	270	445
États-Unis et autres pays	462	479	941	733	403	460	589
Total partiel	523	529	1 052	860	650	730	1 034
Montant brut des prêts douteux			2 765	2 405	2 316	2 193	2 154
Provision pour créances irrécouvrables							
– provisions spécifiques et pour risques-pays ²⁾		(1 526)		(1 261)	(1 295)	(1 100)	(1 086)
– provision générale	(1 300)	(1 300)		(1 300)	(600)	(500)	(325)
Total partiel	(1 300)	(2 826)		(2 561)	(1 895)	(1 600)	(1 411)
Total du montant net des prêts douteux	(61)\$			(156)\$	421 \$	593 \$	743 \$
Total du montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	(0,03)%			(0,10) %	0,26 %	0,44 %	0,67 %
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du montant brut des prêts douteux		102 %		107 %	82 %	73 %	66 %

- 1) Ne sont pas considérés comme douteux les prêts en souffrance entièrement garantis dont les paiements d'intérêt ou de capital sont en retard de 90 à 180 jours aux termes du contrat. Ces montants s'élevaient à 3 millions de dollars au 31 octobre 2000 (66 millions de dollars en 1999; 21 millions de dollars en 1998; 2 millions de dollars en 1997; 12 millions de dollars en 1996).
- 2) Comprend le montant brut des prêts douteux consentis à des pays désignés à marché naissant ainsi que la provision pour risques-pays correspondante qui se chiffrait à 24 millions de dollars au 31 octobre 2000 (25 millions de dollars en 1999; 25 millions de dollars en 1998; 56 millions de dollars en 1997; 133 millions de dollars en 1996).
- 3) Les intérêts comptabilisés à titre de revenu sur prêts douteux ont totalisé 62 millions de dollars (28 millions de dollars en 1999; 29 millions de dollars en 1998; 27 millions de dollars en 1997). Ce montant a trait aux portefeuilles étrangers.

Tableau 8 Provisions pour pertes sur prêts

Pour les exercices (en millions de dollars)	2000	1999	1998	1997	1996
Provisions spécifiques pour pertes sur prêts					
Provisions spécifiques nettes	878 \$	623 \$	552 \$	430 \$	418 \$
Recouvrements	(113)	(138)	(57)	(70)	(38)
Provisions spécifiques nettes pour pertes sur prêts	765	485	495	360	380
Autres provisions					
Provision générale	–	150 ¹⁾	100	175	–
Provision pour risques-pays	–	–	–	(500)	–
Provisions nettes pour pertes sur prêts	765 \$	635 \$	595 \$	35 \$	380 \$

- 1) Voir la note 22 afférente aux états financiers consolidés.

GESTION DU CAPITAL

La Banque Scotia, qui a toujours maintenu un capital de base solide, l'a encore raffermi en 2000.

La solidité du capital de base de la Banque Scotia vaut à celle-ci la confiance de sa clientèle et lui permet de conserver une cote de solvabilité élevée et de pouvoir saisir les occasions de croissance tout en procurant aux actionnaires un excellent rendement.

Le capital, qui est une ressource essentielle, est géré activement par la Banque. Les processus de gestion du capital tiennent compte des facteurs suivants : les éléments d'actif du bilan et ceux rajustés en fonction du risque, la composition et le coût du capital, les plans d'investissement et le rendement aux actionnaires; de plus, ils satisfont aux exigences d'autres intervenants, notamment les organismes de réglementation, les agences d'évaluation du crédit, les marchés de capitaux et les déposants.

LES COMPOSANTES DU CAPITAL

La suffisance du capital des banques canadiennes est régie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Les exigences du BSIF sont conformes aux normes internationales établies par la Banque des règlements internationaux (BRI). En vertu de ces normes, le capital de la Banque est constitué du capital de catégorie 1 et du capital de catégorie 2. Le capital de catégorie 1 se compose essentiellement de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et des actions privilégiées à dividende non cumulatif. Quant au capital de catégorie 2, il se compose surtout de débentures subordonnées ou d'actions privilégiées à dividende cumulatif et de la provision générale. Si les deux catégories de capital fournissent un soutien important aux opérations bancaires – et une protection aux déposants – le capital de catégorie 1 joue néanmoins un rôle particulièrement important aussi bien pour les marchés que pour les organismes de réglementation.

En 2000, le capital réglementaire total de la Banque a augmenté de plus de 2,1 milliards de dollars pour s'établir à 19,0 milliards de dollars. La croissance du capital de catégorie 1 représentait 91 % de la hausse, ou 1,9 milliard de dollars. De cette somme, 1,5 milliard de dollars s'expliquent par l'augmentation des bénéfices non répartis tirés de la croissance considérable du revenu net réalisé par la Banque. D'ailleurs, au cours des cinq derniers exercices, 4,7 milliards de dollars de capital ont été générés à l'interne par le biais de niveaux records de revenu net et d'ajouts subséquents aux bénéfices non répartis.

La Banque Scotia, afin d'accroître son capital de base d'une manière rentable, s'emploie à mettre au point de nouveaux instruments qui répondent aux exigences du BSIF pour le capital de catégorie 1. En 2000, la Banque a émis des Titres fiduciaires de la Banque Scotia (TFB) d'une valeur de 500 millions de dollars, favorisant du même coup la croissance du capital de catégorie 1.

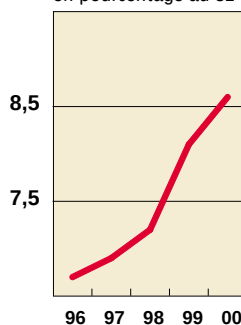
Le capital de catégorie 2 a légèrement diminué, surtout en raison de l'amortissement accru de débentures subordonnées. Les déductions de capital au titre de sociétés associées étaient bien plus basses en fin d'exercice, à la suite de la vente de certaines participations. De plus, la Banque a profité d'occasions qui se sont présentées pour rembourser certaines de ses débentures au cours de l'exercice.

COEFFICIENTS DE CAPITAL

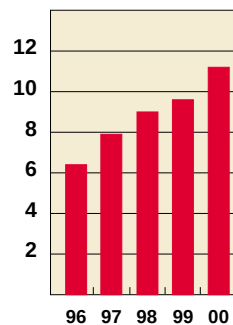
On mesure la suffisance de capital par des coefficients qu'on obtient en divisant les composantes du capital par l'actif rajusté en fonction du risque. Une bonne gestion du capital suppose qu'on gère activement l'actif rajusté en fonction du risque aussi bien que le capital de base.

Le coefficient du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia a connu une hausse marquée pour s'établir à 8,6 % au 31 octobre 2000, soit une augmentation de 50 points de base par rapport à l'exercice précédent. Le coefficient du capital total a augmenté de 30 points de base, atteignant 12,2 %. Les deux coefficients sont nettement supérieurs aux seuils définis par le BSIF comme étant les seuils d'une banque « bien capitalisée » – soit 10 % du capital total et 7 % du capital de catégorie 1.

Renforcement du coefficient du capital de catégorie 1...
en pourcentage au 31 octobre



...grâce à la croissance des actions ordinaires
en milliards de dollars, au 31 octobre



Ces coefficients de capital bonifiés sont attribuables à des seuils plus élevés du capital et à une gestion attentive de la croissance de l'actif rajusté en fonction du risque. Au cours de l'exercice, un portefeuille de prêts Ligne de crédit Scotia de 1,3 milliard de dollars a été titrisé au Canada. De plus, la Banque a pris d'autres mesures pour réduire l'actif rajusté en fonction du risque.

PERSPECTIVES

Il est à prévoir que les coefficients de capital de la Banque resteront solides, à des niveaux de loin supérieurs aux exigences réglementaires.

Tableau 9 Capital réglementaire

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2000	1999	1998	1997	1996
Capital de catégorie 1					
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	11 200 \$	9 631 \$	9 039 \$	7 930 \$	6 424 \$
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	1 775	1 775	1 775	1 468	1 325
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales ¹⁾	729	198	173	137	101
Moins : Écart d'acquisition	(297)	(138)	(148)	(123)	(11)
Total partiel	13 407	11 466	10 839	9 412	7 839
Capital de catégorie 2					
Déventures subordonnées (après l'amortissement)	4 990	5 114	5 139	4 616	2 851
Montant admissible de la provision générale ²⁾	1 171	1 067	600	500	–
Total partiel	6 161	6 181	5 739	5 116	2 851
Moins : Participations dans des sociétés associées et autres éléments	(539)	(742)	(575)	(323)	(318)
Total du capital	19 029 \$	16 905 \$	16 003 \$	14 205 \$	10 372 \$
Total de l'actif rajusté en fonction du risque (en milliards de dollars)	156,1 \$	142,3 \$	150,8 \$	136,4 \$	117,2 \$
Coefficients du capital					
Coefficient du capital de catégorie 1	8,6 %	8,1 %	7,2 %	6,9 %	6,7 %
Coefficient du capital total	12,2 %	11,9 %	10,6 %	10,4 %	8,9 %

1) Comprend les Titres fiduciaires de la Banque Scotia (TFB), un instrument innovateur du capital.

2) Selon les directives du BSIF, les provisions générales peuvent être incluses dans le capital de catégorie 2 jusqu'à concurrence de 0,75 % de l'actif rajusté en fonction du risque.

Tableau 10 Capital généré

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2000	1999	1998	1997	1996
Capital autogénéré					
Revenu net	1 926 \$	1 551 ¹⁾ \$	1 394 \$	1 514 \$	1 069 \$
Autres montants crédités (imputés) aux bénéfices non répartis	160	(475) ¹⁾	147	40	(139)
Liquidités provenant de l'exploitation	2 086	1 076	1 541	1 554	930
Dividendes	(604)	(537)	(490)	(454)	(418)
	1 482	539	1 051	1 100	512
Financement externe					
Dettes subordonnées	(124)	(25)	523	1 765	(188)
Actions privilégiées	–	–	307	(107)	(299)
Instruments innovateurs du capital de catégorie 1 ²⁾	500	–	–	250	–
Actions ordinaires	87	53	58	406	167
	463	28	888	2 314	(320)
Autres ³⁾	179	335	(141)	419	(9)
Total du capital généré	2 124	902	1 798	3 833	183
Total du capital au début de l'exercice	16 905	16 003	14 205	10 372	10 189
Total du capital à la fin de l'exercice	19 029 \$	16 905 \$	16 003 \$	14 205 \$	10 372 \$

1) Voir la note 22 afférente aux états financiers consolidés.

2) Instruments innovateurs du capital de catégorie 1 émis par Fiducie de Capital Scotia (TFB Scotia) et la Société de placement hypothécaire Scotia.

3) Représente les provisions générales admissibles et les ajustements au capital réglementaire tels que l'inclusion de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, déduction faite de l'écart d'acquisition, des montants afférents aux titrisations et aux placements dans des sociétés associées.

POINTS SAILLANTS



- Toujours au premier rang parmi les banques canadiennes au chapitre du service à la clientèle (*selon les données de Market Facts du Canada Ltée*)
- Adoption d'une méthodologie d'évaluation par points du crédit au détail à l'avant-garde du secteur bancaire, qui permet d'offrir aux clients une limite de crédit « globale » et de mieux mesurer le risque
- Croissance du programme Crédit intégré^{MC} Scotia au cours de l'exercice nettement au-delà des attentes
- Meilleure gestion des relations avec la clientèle, qui se traduit par d'importantes améliorations des taux de réponse et de renouvellement de nos produits et services tels que les prêts hypothécaires, les CPG et la Ligne de crédit VISA Scotia
- Lancement de la carte Ligne de crédit VISA Scotia pour la petite entreprise, une solution d'emprunt novatrice qui allie une ligne de crédit à la carte VISA
- Négociation d'ententes exclusives de prestation de services financiers aux membres de trois associations de gens d'affaires bien en vue : la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, l'Association canadienne des professionnels de la vente et le Conseil canadien du commerce de détail

« Le nouveau programme Vente et service implanté dans nos succursales – nous avons mis l'accent sur la vente et l'établissement de relations avec nos clients basées sur l'offre de produits multiples, en reléguant au second plan le traitement des opérations et l'administration générale – est le changement le plus important auquel il m'a été donné d'assister en plus de 30 ans de carrière à la Banque. » – John Young, vice-président à la direction, Réseau canadien

CLIENTÈLE PRIVÉE

S'appuyant sur ses points forts, solide orientation clientèle, aptitude confirmée à proposer des produits et services à valeur ajoutée et volonté inébranlable de diminuer les coûts, la Clientèle privée a enregistré des résultats sans précédent au cours de l'exercice.

Force est de constater que les Canadiens et les clients de la Banque Scotia veulent plus de choix en matière de services bancaires. Aussi élargissons-nous continuellement la gamme des services offerts par les succursales, centres d'appels, guichets automatiques et services bancaires en ligne. Nous avons apporté un certain nombre de changements importants à notre réseau de succursales durant l'exercice, révisé nos processus de vente et de service, et instauré un système avancé de gestion des prises de contact et de suivi des ventes. Ces mesures ainsi qu'un programme complet de formation et la réorganisation de notre effectif ont permis à nos employés de première ligne de faire vivre une expérience nettement plus riche à nos clients.

Des investissements semblables réalisés dans nos centres d'appels ont permis à nos employés d'être plus proactifs avec les clients, de déceler leurs besoins éventuels lors d'activités de service clientèle ou d'appels de sollicitation et de conclure de plus en plus de ventes au bout du fil.

En nous inspirant du fruit de nos efforts antérieurs, nous continuons de créer de nouveaux produits et services axés sur le client qui, de par leur souplesse, leur commodité et leur pertinence, répondent mieux à ses besoins. En voici quelques exemples :

- l'expansion de notre programme Crédit intégré Scotia^{MC}, programme de crédit pratique et complet, accessible aux propriétaires admissibles, a donné des résultats plus de deux fois supérieurs à ceux attendus au cours de l'exercice;
- les soldes de notre Ligne de crédit VISA Scotia, qui allie la souplesse d'une ligne de crédit à la commodité d'une carte de crédit, ont connu un essor prodigieux depuis le lancement du produit à la fin de 1999;
- notre famille de CPG boursiers, à l'avant-garde de l'industrie, continue de s'élargir avec l'ajout d'un produit lié au marché américain, fondé sur l'indice S&P 500;
- notre nouveau plan financier CAP donne à nos employés la possibilité d'aider les clients à évaluer leur situation financière actuelle et à instaurer un plan d'action.

Nos investissements dans la gestion des relations avec la clientèle nous permettent de mieux cibler nos rapports avec les clients, ainsi que d'améliorer la productivité de nos activités de vente et de marketing. Grâce à notre base de données sur la clientèle, nous élaborons des campagnes ciblées de vente et de marketing, tandis qu'avec nos logiciels d'évaluation automatisée, nous pouvons connaître rapidement les réactions des clients. Cette approche se traduit par des taux de réponse sensiblement plus élevés.

Nous sommes en train d'améliorer la productivité de nos succursales par diverses mesures, comme la vente à la Banque Laurentienne de 43 succursales en région rurale au Québec, le programme pilote, réalisé en collaboration avec la Société canadienne des postes à Terre-Neuve, visant à fournir des services bancaires de base par le truchement des bureaux de poste locaux, et la mise en œuvre réussie de programmes amorcés au cours des exercices précédents, notamment les Opérations de caisse sans papier.

CLIENTÈLE COMMERCIALE ET PETITE ENTREPRISE

En ce qui concerne la clientèle des petites entreprises, nous avons mis l'accent sur le lancement de produits et de services novateurs et aisément accessibles pour aider les chefs d'entreprise à gagner du temps dans la gestion de leurs affaires.

Nous avons lancé la Ligne de crédit VISA Scotia pour entreprises, élargi le programme Crédit intégré Scotia^{MC} pour y inclure les prêts aux entreprises, et lancé le révolutionnaire Cybermagasin Scotia pour que les petites entreprises puissent se doter rapidement d'une vitrine sur Internet et commencer à y faire des affaires. Nous avons également ouvert un centre d'information pilote pour les petites entreprises, qui offre conseils et renseignements susceptibles d'aider les chefs d'entreprise à prendre des décisions d'affaires courantes. Le centre contribue aussi à améliorer la diffusion des produits par divers moyens électroniques.

Nous avons amélioré l'efficacité de notre souscription et de nos services administratifs en établissant un centre de prêts à la petite entreprise dans la région de Toronto, projet appelé à connaître une expansion à l'échelle du Canada au cours du prochain exercice. Le centre réunit des professionnels du crédit qui desservent exclusivement des petites entreprises pour des prêts jusqu'à concurrence de 250 000 \$. En combinant les responsabilités de la souscription, de la préparation et du traitement des documents, et de la perception, nous pouvons rationaliser le fonctionnement et fournir un meilleur appui aux succursales – et à nos clients.

Du côté de la clientèle commerciale de moyenne importance, nous continuons de privilégier l'acquisition de comptes rentables, de grande qualité, dans divers secteurs d'activité. La rentabilité du portefeuille, plutôt que la croissance de l'actif, reste notre objectif principal. À l'aide d'outils analytiques mis à niveau, nos directeurs de compte s'emploient à élargir la relation avec le client et à répondre à toute la gamme de leurs besoins au lieu de se limiter à la vente de produits et services à la pièce. Ils font aussi de la vente croisée en matière de produits et de services spécialisés liés aux marchés financiers et au financement des opérations commerciales.

Notre filiale RoyNat, principal investisseur du secteur privé dans le financement à terme pour la PME, a connu un autre exercice solide, marqué par la mise sur pied d'une nouvelle division de capital de risque dans le secteur de la haute technologie, Investissements en technologie RoyNat.

RÉSULTATS FINANCIERS (GESTION DE PATRIMOINE Y COMPRIS)

En 2000, le revenu net du Réseau canadien s'est établi à 882 millions de dollars, une hausse de 233 millions de dollars ou de 36 % par rapport à l'exercice précédent. Ce bénéfice représentait 46 % du revenu net total de la Banque.

Les revenus ont augmenté de 9 % pour se chiffrer à 4,6 milliards de dollars, par suite de l'accroissement des revenus de commission – surtout dans la Gestion de patrimoine, de la marge sur intérêts et de l'actif. Nous avons tiré une forte croissance de notre programme novateur Crédit intégré Scotia et de la Ligne de crédit VISA Scotia. Tous nos circuits de vente ont contribué à cette expansion (y compris les succursales), une part de plus en plus grande revenant aux centres d'appels et aux services Internet.

La division Clientèle commerciale a connu, elle aussi, un exercice très prospère, malgré le transfert de certains comptes à Scotia Capitaux, compte tenu des besoins spécialisés de ces clients. On notera, en particulier, la forte croissance des dépôts commerciaux, qui ont grimpé de 11 %, poursuivant ainsi la tendance à la hausse amorcée il y a quelques années.

Les autres revenus ont enregistré une hausse substantielle de 234 millions de dollars ou de 16 %, grâce à la montée exceptionnelle des revenus de courtage et des commissions sur les fonds communs de placement, et à l'augmentation constante des services de dépôts et de paiement. La vente du secteur voué au transfert des actions a généré des revenus de 61 millions de dollars.

La provision pour pertes sur prêts s'est sensiblement améliorée aussi bien du côté de la clientèle commerciale que de celui de la clientèle privée, baissant de 59 millions de dollars pour s'établir à 210 millions de dollars en 2000.

Les dépenses ont progressé de 2,4 % en 2000, surtout à cause de la rémunération plus élevée liée au rendement et des investissements consacrés à plusieurs mesures de gestion clés. Les gains de productivité constants se sont traduits par une baisse de l'effectif, qui s'est opérée principalement par attrition.

PERSPECTIVES

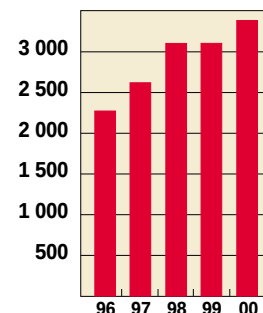
Les secteurs Clientèle privée et Clientèle commerciale devraient connaître une croissance soutenue. Nos activités de vente et de service continueront de privilégier la bonification des relations avec les clients, ce qui fera progresser actifs, dépôts et revenus. Nous allons restructurer les fonctions de soutien aux succursales, mettre l'accent sur le soutien à la vente et centraliser certaines fonctions administratives en les groupant dans une unité de services partagés. De plus, nous poursuivrons sans relâche nos efforts en vue de diminuer nos coûts et d'améliorer notre productivité.

Résultats financiers, Réseau canadien

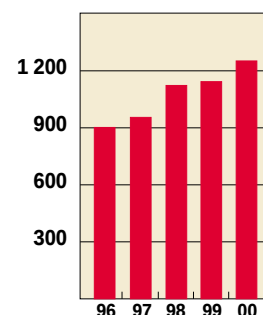
en millions de dollars	2000	1999	1998
Revenu d'intérêts net	2 932 \$	2 778 \$	2 800 \$
Autres revenus	1 706	1 472	1 354
Provision pour pertes sur prêts	(210)	(269)	(303)
Frais autres que d'intérêts	(2 972)	(2 903)	(2 771)
Impôts sur le revenu	(574)	(429)	(439)
Revenu net	882 \$	649 \$	641 \$
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	89	86	80
Ratio de productivité (%)	64,1	68,3	66,7
Nombre d'employés	23 299	24 886	25 914
Nombre de succursales	1 131	1 178	1 274
Nombre de GAB	2 136	2 021	2 002

Total des revenus

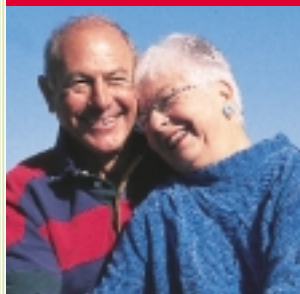
Clientèle privée
en millions de dollars



Clientèle commerciale
en millions de dollars



POINTS SAILLANTS



- Lancement de *i:PARTENAIRE*, nouveau compte de courtage au détail à honoraires forfaitaires, qui allie les meilleurs aspects d'une relation étroite avec un conseiller aux avantages de la négociation et de la recherche, entre autres
- Hausse de 97 % des biens sous administration productifs d'honoraires forfaitaires dans le courtage au détail
- Amélioration du service de courtage réduit par l'accroissement substantiel de la capacité de négociation et par le doublement de l'effectif affecté au service à la clientèle et à la négociation
- Ajout de nouvelles fonctionnalités en ligne à la plateforme de courtage réduit, notamment par l'amélioration de la navigation, de l'accès aux comptes, des relevés en ligne, des données de marché et des fonctions de recherche
- Consécration du Fonds Scotia d'Amérique latine comme fonds latino-américain le plus performant du monde au cours des cinq dernières années
- Alliance avec Gestion de l'actif international Capital en vue de fournir des services de gestion de portefeuille pour une nouvelle série de fonds communs de placement américains et internationaux
- Lancement de quatre Portefeuilles Partenaires Scotia, comportant 14 nouveaux fonds de tiers
- Hausse de 38 % des comptes de services fiduciaires aux particuliers par rapport à l'exercice précédent

La Gestion de patrimoine a déclaré des revenus records au cours de l'exercice, grâce à la solide performance de la division de courtage au détail. Nous avons réalisé d'importants progrès en matière de stratégie, d'exploitation et de produits pour consolider nos trois grands secteurs d'activité et pour intégrer nos activités d'exploitation plus étroitement avec celles de la division Clientèle privée.

COURTAGE AU DÉTAIL

Notre division de courtage au détail a enregistré une croissance sans précédent, les biens sous administration s'étant hissés à un nouveau sommet de 46,5 milliards de dollars.

ScotiaMcLeod, notre service de courtage de plein exercice, continue de privilégier les activités à honoraires forfaitaires. Nos programmes à honoraires forfaitaires – les comptes Sommet, Apogée et Partenaires*plus* – ont enregistré une croissance globale de 97 % par rapport à l'exercice précédent et comptent désormais 3,0 milliards de dollars de biens sous administration. Mais le clou est sans conteste le lancement de *i:PARTENAIRE*, un produit novateur à honoraires forfaitaires. Premier produit du genre au Canada, *i:PARTENAIRE* combine les avantages d'une relation traditionnelle avec un courtier de plein exercice avec la souplesse des services en ligne : négociation, recherche, données de marché, information sur les comptes et services bancaires.

ScotiaMcLeod a également mis sur pied de nouveaux systèmes automatisés de saisie des ordres et de gestion des prix, qui réduiront sensiblement les coûts globaux de négociation et qui se traduiront par des gains d'efficience.

La vigueur soutenue des marchés boursiers a suscité un essor prodigieux des volumes de négociation du côté de notre courtage réduit, dont le volume de négociation en ligne a triplé. Pour soutenir cet essor, nous avons considérablement accru la capacité et plus que doublé le nombre de représentants affectés au service à la clientèle et à la négociation. Nous avons également réorganisé les procédés et les fonctions administratives de notre courtage réduit, les intégrant avec les ressources de ScotiaMcLeod et des centres d'appels de la Banque, et nous avons utilisé nos infrastructures existantes pour améliorer l'efficacité et le service à la clientèle.

Nous avons réalisé des progrès substantiels pour satisfaire la demande croissante et créer une connexion intégrée entre comptes bancaires et comptes de courtage. Nous avons étoffé la gamme des services en ligne et rendu notre site Web plus convivial.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

L'actif des Fonds communs de placement Scotia a dépassé 10 milliards de dollars, grâce à plusieurs mesures destinées à ajouter de nouveaux fonds et à mobiliser plus efficacement les vastes réseaux de distribution de la Banque. De plus, le rendement de nos fonds a continué de s'améliorer, 74 % d'entre eux ayant surpassé la moyenne de l'industrie sur un an.

Nous avons lancé les Portefeuilles Partenaires Scotia, qui facilitent la vente de 14 fonds de tiers, dans quatre nouveaux portefeuilles de fonds communs de placement, pour satisfaire à divers objectifs de placement et seuils de tolérance au risque. Nous lançons aussi 12 nouveaux fonds, notamment des fonds « clones » aux fins de l'admissibilité aux REER, proposant ainsi une gamme plus complète de fonds canadiens et internationaux. Parmi ceux-ci, mentionnons le Fonds Scotia des jeunes investisseurs – fonds d'actions international unique dont l'actif est investi dans des entreprises qui influencent la vie des enfants.

Nous avons conclu une alliance avec Capital International Asset Management, l'une des grandes sociétés du monde en matière de recherche et de gestion d'actif. Cette alliance élargira sensiblement l'éventail de produits que nous offrons, ajoutant au départ dix fonds dans la nouvelle série Fonds communs Scotia Capital International. Gestion de l'actif international Capital a fait ses preuves aux États-Unis et sur les marchés mondiaux, gérant quelque 800 milliards de dollars d'actifs pour 11 millions de clients dans le monde entier. L'alliance vient consolider la famille des gestionnaires de fonds sur le marché canadien, dont fait partie Scotia Cassels.

Reconnaissant l'importance du réseau des succursales dans la distribution des fonds, nous rebâtissons la plateforme de vente des succursales pour améliorer le processus de commercialisation des fonds communs de placement et ajoutons des spécialistes de la distribution des produits qui assureront un soutien aux succursales en vendant des fonds et d'autres instruments.

SERVICES FIDUCIAIRES, GESTION DE PLACEMENTS ET GESTION DE PATRIMOINE PRIVÉ

Nous prenons de l'expansion du côté de nos services fiduciaires, de gestion de placements et de gestion de patrimoine privé. En août, nous avons lancé 11 caisses en gestion commune qui proposent à nos épargnants d'autres occasions de diversification. Nous avons également restructuré nos comptes de gestion de placements afin d'harmoniser les particularités, les avantages et les prix pour tous nos clients bénéficiant d'une gestion de portefeuille privée.

Des efforts considérables sont en cours pour rationaliser et mettre à niveau nos systèmes. Nous intégrons les plateformes de Trust Scotia et de Scotia Cassels afin d'améliorer l'efficacité de notre exploitation et de fournir à nos clients des relevés plus clairs et un sommaire plus complet du rendement de leurs placements. Nous harmonisons aussi les canaux de distribution de Trust Scotia, de Scotia Cassels et de la Gestion de patrimoine privé, profitant des points forts de chacun pour assurer un service et un soutien uniformes à nos clients fortunés.

RÉSULTATS FINANCIERS

En 2000, la Gestion de patrimoine a réalisé des revenus records de 858 millions de dollars, en hausse de 29 % par rapport à l'exercice précédent. (Ces revenus sont compris dans les résultats financiers du Réseau canadien.) Ce secteur a bénéficié des conditions très favorables du marché et d'un volume de négociation plus élevé, en particulier durant les six premiers mois de l'exercice, conjugués à une progression substantielle de l'actif des clients.

Tous les champs d'activité de la Gestion de patrimoine ont contribué à l'excellence des résultats. Nos revenus de courtage au détail ont grimpé à un niveau record de 538 millions de dollars, un bond de 43 % sur 12 mois. L'activité a été nettement plus fébrile dans nos trois réseaux de courtage : courtage de plein exercice, courtage réduit et courtage en ligne. Les honoraires sur les fonds communs de placement ont également enregistré une forte croissance, grâce surtout à nos fonds d'actions et à la hausse de 47 % des comptes de répartition de l'actif. En outre, les revenus de services fiduciaires, de gestion de placements et de gestion de patrimoine ont tous augmenté, les nouveaux comptes de services fiduciaires aux particuliers ayant crû de 38 %.

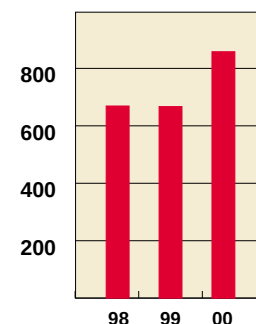
Les biens sous administration sont passés à 97 milliards de dollars à la fin de l'exercice, en hausse de 18 % par rapport à 1999; tous les grands segments d'activité – courtage de plein exercice, courtage réduit, fonds communs de placement et services fiduciaires aux particuliers – ayant enregistré une augmentation dans les deux chiffres.

Chez Scotia Cassels, deuxième fournisseur en importance au Canada de services de gestion de placements privés, les biens sous administration se sont établis à 19 milliards de dollars, une progression de plus de 14 %.

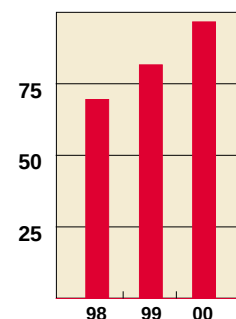
PERSPECTIVES

Nous prévoyons que la croissance des revenus se poursuivra au sein de la Gestion de patrimoine. Notre division de courtage au détail en sera une composante clé, car on continuera d'y mettre l'accent sur une politique de tarification disciplinée et sur l'expansion de nos services à honoraires forfaitaires. L'enrichissement de la gamme des fonds canadiens et étrangers et les efforts accrus visant à maximiser les capacités de distribution auront des répercussions très bénéfiques sur les ventes de fonds communs de placement. Au sein des services fiduciaires, de gestion de placements et de gestion de patrimoine privé, nous créerons des équipes de professionnels pour offrir sans cloisonnement notre gamme complète de services à des clients fortunés.

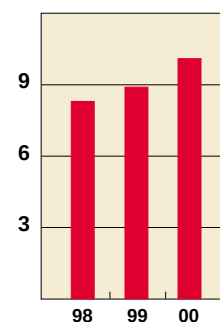
Total des revenus
en millions de dollars



Biens sous administration
en milliards de dollars



Actifs des fonds communs de placement
en milliards de dollars



Résultats financiers, Gestion de patrimoine

en millions de dollars	2000	1999	1998
Total des revenus			
Courtages de plein exercice et réduit	538 \$	377 \$	394 \$
Fonds communs de placement	116	105	100
Services fiduciaires et bancaires aux particuliers	124	116	111
Gestion de placements/autres	80	69	64
	858 \$	667 \$	669 \$
 Biens sous administration ¹⁾	 96 647	 81 627	 69 528
Biens sous gestion ¹⁾	18 539	16 232	13 535
Nombre d'employés	2 833	2 526	2 429
Nombre de directeurs de placement	791	789	776

1) Au 30 septembre

POINTS SAILLANTS



- Prix « Projet de financement de l'année » décerné par l'*Investment Dealer Digest* pour Calpine Construction Finance Corporation
- Arrangeur principal pour le Hollywood Hotel de Trizec-Hahn, premier développement hôtelier à être financé par syndication en près de deux ans
- Au nombre des dix premières institutions de syndication de prêts aux États-Unis. *Source : Loan Pricing Corporation*
- Arrangement par Scotia Capitaux Europe d'une série de titrisations totalisant 1,1 milliard de dollars US pour financer des contrats de construction navale en Finlande
- Première banque canadienne pour la recherche sur les devises et pour les stratégies de négociation. *Source : Euromoney*
- Dix analystes boursiers canadiens vedettes, avec un classement de premier ou de deuxième rang. *Source : Brendan Wood*
- Première *ex æquo* au Canada pour la qualité de sa recherche sur les actions. *Source : Brendan Wood*
- Première pour le volume de négociation d'obligations de sociétés canadiennes. *Source : Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières*
- Première au Canada pour la pénétration de marché dans les programmes d'émission de billets à moyen terme. *Source : Sedar*
- Chef de file de l'émission d'un billet à moyen terme (cinq ans) la plus importante de l'histoire canadienne – 750 millions de dollars – pour Daimler Chrysler

Scotia Capitaux a vu le jour en novembre 1999 par suite de l'intégration des groupes prêts aux grandes entreprises et marchés des capitaux. Nous voulions offrir à nos clients un guichet unique pour tous leurs besoins financiers. Au cours de son premier exercice, Scotia Capitaux a obtenu des succès remarquables en proposant une gamme de produits et de services financiers taillés sur mesure et capables de combler les besoins de nos clients. Nous continuerons sans doute de profiter de l'intégration au fur et à mesure que nous améliorerons notre capacité de desservir notre clientèle composée de grandes entreprises, d'institutions et d'administrations publiques.

CANADA

Au Canada, Scotia Capitaux a été organisée autour de trois grandes unités : Direction relationnelle – Canada, Structuration des capitaux – Canada et Négociation internationale.

Le groupe Direction relationnelle – Canada (DRC) propose une gamme complète de produits à un groupe sélect de gros clients qui ont des besoins complexes exigeant des produits multiples. La DRC est organisée en neuf secteurs industriels. Les gestionnaires expérimentés qui y sont affectés conseillent leurs clients dans chacun des secteurs.

Structuration des capitaux – Canada (SCC), pour sa part, offre son savoir-faire dans les prêts, le financement de grandes entreprises, le financement spécialisé, les fusions et acquisitions, les ventes de titres aux investisseurs institutionnels et les marchés boursiers. Les professionnels de cette unité assurent également un soutien aux clients dont les besoins se limitent à un produit. Par ailleurs, le groupe Négociation internationale propose à ses clients, au Canada et à l'étranger, une vaste gamme de produits liés aux marchés financiers.

Le succès de notre approche intégrée de la gestion des relations avec la clientèle au sein de la division canadienne s'est reflété dans nos résultats. Au cours de l'exercice, nous avons conseillé, à divers titres, plusieurs grandes entreprises canadiennes sur des opérations d'envergure. À notre crédit, nous avons été :

- chef de file d'une opération de financement de 1,15 milliard de dollars pour Rogers Communications Inc. et créateur d'un produit unique : une action privilégiée à échéance prorogeable;
- coexécuteur du plus gros contrat à livrer sur actions de l'histoire canadienne, qui a permis à BCE de couvrir sa participation de 4,2 milliards de dollars dans Nortel Networks;
- co-chef de file de la première émission de titres de créance totalisant 1 milliard de dollars pour Hydro One Inc.;
- co-chef de file du financement de 1,3 milliard de dollars pour l'acquisition de CanWest Global Communications Corp.;
- seul preneur ferme et arrangeur du financement de 1 milliard de dollars pour l'acquisition de Alberta Energy Company.

Nous avons également continué à obtenir du succès dans la syndication de prêts. Nous nous sommes classés au deuxième rang dans les mandats réalisés à titre de mandataire ou de comandataire au Canada.

ÉTATS-UNIS

Aux États-Unis, Scotia Capitaux demeure au premier rang des banques canadiennes sur le marché très concurrentiel de la syndication de prêts bancaires, se classant cette année encore parmi les dix plus grands prêteurs en qualité de mandataire ou de comandataire. Nos directeurs relationnels aux États-Unis couvrent une vaste gamme de clients et de secteurs.

L'expansion continue de notre secteur voué à la titrisation et au crédit-bail se poursuit et est très encourageante. De plus, les bureaux américains ont été particulièrement actifs et ont excellé dans la vente croisée de divers produits – billets à moyen terme, papier commercial, titres de créance à haut rendement, gestion de la trésorerie, opérations de change, produits dérivés et, par le truchement de ScotiaMocatta, métaux communs et métaux précieux – à nos clients des marchés américain, international et canadien. Reconnaissant la portée mondiale du secteur de l'énergie, nous avons mis sur pied un groupe transfrontalier chargé des fusions et acquisitions pour mieux servir nos clients dans ce domaine.

Nous avons continué de mettre l'accent sur l'amélioration du rendement de nos capitaux propres rajusté en fonction du risque, grâce à la rigueur dont nous avons fait preuve dans l'établissement des prix et la répartition des capitaux, à l'élargissement de nos revenus de commission et à la gestion active de notre bilan. Comme les conditions du crédit se sont quelque peu détériorées, la Banque veille scrupuleusement sur la qualité du crédit.

EUROPE

En Europe, Scotia Capitaux est principalement actif sur le marché de la syndication des prêts. Nos directeurs relationnels accordent une attention particulière aux occasions qui se présentent en Europe de l'Ouest, utilisant le modèle qui a obtenu tant de succès aux États-Unis.

Établi à Londres, un nouveau groupe voué au financement des acquisitions cible hardiment les entreprises du Royaume-Uni et du continent européen pour profiter des occasions sur la scène des fusions et acquisitions. Tout comme aux États-Unis, notre nouvelle structure intégrée nous a aidés à commercialiser une vaste gamme de produits.

NÉGOCIATION INTERNATIONALE

Le groupe Négociation internationale, qui comprend les activités de Scotia Capitaux liées aux titres à revenu fixe, aux produits dérivés, aux opérations de change, aux métaux communs, aux métaux précieux et au marché monétaire, a continué sur sa lancée. Grâce à des produits novateurs, le groupe a joué un rôle de premier plan dans plusieurs opérations d'envergure au cours de l'exercice, notamment le financement de Rogers Communications, le contrat à livrer sur actions de BCE et la couverture du financement pour l'acquisition de CanWest Global. De plus, les mesures visant à centraliser le soutien à l'exploitation se sont traduites par une rentabilité accrue et par une meilleure gestion du risque.

Négociation internationale a innové dans le commerce électronique en lançant ScotiaFX et ScotiaLive. ScotiaFX est une application commerciale Internet qui permet aux grandes entreprises, aux institutions et aux commerçants d'exécuter, de régler et de surveiller rapidement leurs opérations de change sur leurs terminaux. ScotiaLive, quant à elle, permet d'accéder en ligne à une information très complète sur les nouvelles émissions de titres de créance canadiens, et propose aussi des méthodes permettant de manifester son intérêt en ligne.

RÉSULTATS FINANCIERS

Le bénéfice réalisé par Scotia Capitaux en 2000 s'est chiffré à 650 millions de dollars, en baisse de 13 % par rapport à l'exercice précédent. Si presque tous les secteurs d'activité ont marqué une hausse des revenus, la détérioration des conditions du crédit aux États-Unis s'est traduite par un relèvement des provisions pour pertes sur prêts.

Structuration des capitaux – Canada a produit près de la moitié du bénéfice de l'exercice. Les activités de prêts ont donné lieu à une augmentation substantielle des revenus d'intérêts et d'honoraires, conforme à la croissance des actifs; cependant, ce résultat a été plus que neutralisé par le retour à un niveau plus normal des provisions pour pertes sur prêts après des recouvrements substantiels en 1999. Le bénéfice des Titres institutionnels a grimpé de 43 % durant l'exercice, la volatilité des marchés et les volumes élevés de négociation ayant débouché sur un exercice record aussi bien pour les revenus de commission que pour les revenus de négociation.

Si nous avons atteint des records pour les commissions de montage et pour les écarts sur taux d'intérêt, la performance de nos prêts aux États-Unis et en Europe a été assombrie par les provisions plus élevées pour pertes sur prêts.

Négociation internationale a déclaré des revenus sans précédent en 2000 à la faveur d'une solide performance dans presque tous les champs d'activité. Le Groupe Marché des capitaux, qui chapeaute les produits dérivés et les titres à revenu fixe, a déclaré un bénéfice record pour un quatrième exercice d'affilée grâce à l'essor des affaires que nous ont confiées nos clients et à plusieurs opérations novatrices. Les opérations de change ont connu un autre exercice solide, car la volatilité des grandes monnaies et les flux intenses de clientèle se sont traduits par d'excellentes occasions de négociation.

PERSPECTIVES

Nous prévoyons une hausse soutenue des revenus pour Scotia Capitaux en 2001, qui proviendra de l'accroissement des actifs, des honoraires et des volumes de négociation. Nous nous attendons à des pertes sur prêts modérément plus lourdes, surtout en raison de la détérioration des conditions de crédit sur le marché américain.

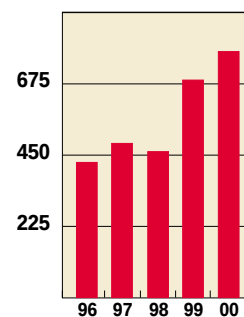
Résultats financiers, Scotia Capitaux

en millions de dollars	2000	1999 ¹⁾	1998
Revenu d'intérêts net	1 385 \$	1 200 \$	859 \$
Autres revenus	1 001	974	840
Provision pour pertes sur prêts	(412)	(136)	(44)
Frais autres que d'intérêts	(909)	(796)	(858)
Impôts sur le revenu	(415)	(497)	(314)
Revenu net	650 \$	745 \$	483 \$
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	101	97	89
Ratio de productivité (%)	38,1	36,6	50,5
Nombre d'employés	1 526	1 577	1 610

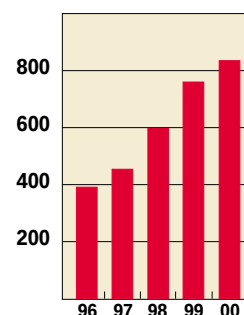
1) Exclut les services aux grandes entreprises.

Total des revenus

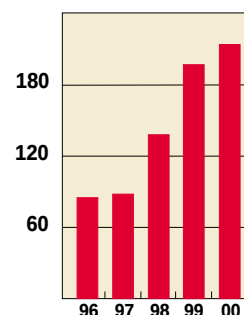
Canada
en millions de dollars



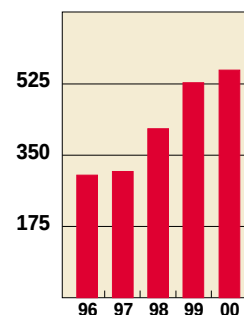
États-Unis
en millions de dollars



Europe
en millions de dollars



Négociation internationale
en millions de dollars



OPÉRATIONS INTERNATIONALES

La division Opérations internationales a encore connu un exercice faste, caractérisé par une forte croissance et une rentabilité inégalée. Nous avons fait des investissements considérables au cours des quatre dernières années – dans les ressources humaines, les processus et les technologies – dans des marchés où nous prévoyons une croissance économique supérieure et l'utilisation de plus en plus répandue de produits et de services bancaires. Nous recourons à de nouvelles initiatives pour améliorer la vente et le service, à des services bancaires électroniques et à des plateformes de service pour augmenter rapidement nos revenus, tout en continuant à contrôler nos coûts.

Antilles et Amérique centrale – 25 pays



• Jamaïque	BNS Jamaica (participation de 70 %)	
• Trinité – et – Tobago	Scotiabank Trinidad and Tobago (participation de 47 %)	
• Costa Rica	Scotiabank de Costa Rica (participation de 80 %)	
• Salvador	Ahorromet Scotiabank (participation de 81 %)	
• Antilles néerlandaises	Maduro & Curiel's Bank (participation de 49 %)	
• Anguilla	• Antigua	• Bahamas
• Barbade	• Belize	• Îles Vierges britanniques
• Îles Caïmans	• Dominique	• République dominicaine
• Grenada	• Guyane	• Haïti
• Panama	• Porto Rico	• Saint-Kitts
• Sainte-Lucie	• Saint-Martin	• Saint-Vincent
• Turks et Caïques	• Îles Vierges américaines	

Amérique latine – 6 pays



• Mexique	Grupo Financiero Inverlat (participation de 10 %; 55 % au 30 novembre 2000)
• Argentine	Scotiabank Quilmes (participation de 100 %)
• Chili	Banco Sud Americano (participation de 88 %; 98 % au 30 novembre 2000)
• Pérou	Banco Sudamericano (participation de 30 %)
• Venezuela	Banco del Caribe (participation de 27 %)
• Brésil	Bureau de représentation

Asie – 9 pays



• Inde	5 succursales et Scotiafinance (participation de 75 %)	
• Malaysia	Bank of Nova Scotia Berhad (participation de 100 %)	
• Chine	• Hong-Kong	• Japon
• Singapour	• Corée du Sud	• Taïwan
• Thaïlande	• Vietnam	

En tout, à travers ses différents secteurs d'activité, le groupe Banque Scotia est présent dans plus de 50 pays.

ANTILLES ET AMÉRIQUE CENTRALE

Nos activités dans la région des Antilles et de l'Amérique centrale se sont traduites, encore une fois cette année, par un bénéfice très vigoureux. Nous avons continué d'augmenter notre part du marché et maintenu notre position dominante dans la région.

Nous avons mis au point de nouveaux systèmes d'information de gestion pour mieux comprendre le comportement de notre clientèle et les facteurs de rentabilité. Forts de ces nouvelles ressources, nous avons lancé plusieurs programmes d'amélioration des ventes et du service. La formation du personnel a également joué un rôle clé dans l'établissement de meilleures relations avec nos clients. Ces initiatives sont toutes destinées à accroître la satisfaction des clients, à les fidéliser et à favoriser la croissance des revenus.

De nouveaux produits et services, tels que la famille des produits de dépôt ScotiaMax, la Ligne de crédit Scotia ainsi que l'assurance sur les emprunts hypothécaires et sur les soldes de carte de crédit, ont été lancés partout dans la région. Nous avons poursuivi notre implantation dynamique de guichets automatiques (GAB). En Jamaïque, les services bancaires téléphoniques ont été mis sur pied, et nous avons acquis et converti le portefeuille des cartes de crédit VISA de la Citibank, y compris le programme réputé de grands voyageurs American Airlines AAdvantage^{MC} que nous pourrions étendre à d'autres pays. Nous avons conclu des alliances stratégiques avec American Express et First Data Merchant Services pour étendre et améliorer nos services aux commerçants.

Nous avons réussi à mettre en œuvre plusieurs mesures visant à accroître l'efficacité, dont la centralisation des services administratifs et du traitement électronique des données. Nous avons également centralisé nos centres de perception pour les prêts aux particuliers, ce qui nous aidera à long terme à rehausser la qualité du crédit.

Nous avons poursuivi nos investissements dans les technologies et la formation partout dans la région, ciblant les marchés clés du Costa Rica et de la République dominicaine ainsi que d'autres secteurs de croissance dans la région pour y prendre de l'expansion.

AMÉRIQUE LATINE

Les activités de la Banque Scotia en Amérique latine se concentrent au Mexique, en Argentine et au Chili; nous comptons aussi des sociétés affiliées au Venezuela et au Pérou. Nous sommes très bien positionnés pour profiter de l'expansion économique et de la demande accrue de services bancaires prévues dans ces marchés.

En novembre 2000, nous avons porté à 55 % notre participation dans Grupo Financiero Inverlat, au Mexique. Inverlat est une grande banque mexicaine, doublée d'un courtier en valeurs mobilières et d'un cambiste; elle compte plus de 400 succursales et bureaux et au-delà de 920 GAB. Au cours de l'exercice, nous avons lancé un produit qui a fait d'Inverlat un leader sur le marché mexicain des prêts hypothécaires consentis aux particuliers. Un nouveau prêt automobile à taux fixe a fait passer la banque du cinquième au deuxième rang dans le secteur des prêts automobiles. Nous avons accru nos capacités de distribution électronique, lancé nos services bancaires par Internet et amélioré nettement les capacités de notre centre bancaire téléphonique. En outre, nous sommes à transformer 55 succursales qui auront désormais pour vocation les services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Inverlat est bien placée pour voir ses bénéfices croître rapidement, car nous avons réalisé de nets progrès dans la rationalisation de nos activités, dans la modernisation des technologies et dans l'ajout de nouveaux produits et services.

Scotiabank Quilmes, filiale en propriété exclusive forte d'un réseau de 92 succursales et de 137 GAB, a fait des progrès considérables pour intégrer les compétences de base de la Banque en matière de gestion du risque et d'efficacité de l'exploitation. Nous concentrons nos efforts à Buenos Aires et dans le centre de l'Argentine. La vente de multiservices bancaires a plus que doublé, et la part de marché des prêts hypothécaires résidentiels a augmenté grâce aux efforts déployés dans des créneaux précis. De nouveaux produits, comme un prêt hypothécaire résidentiel novateur et un programme de fidélisation de la clientèle, ont été lancés avec succès. Les services bancaires par téléphone et par Internet ont pris de l'expansion dans l'optique d'améliorer le service à la clientèle et de réduire le coût des opérations.

En novembre 2000, la Banque Scotia a augmenté sa participation dans Banco Sud Americano (BSA), au Chili, la faisant passer de 61 % à 98 % grâce à une offre publique d'achat. Le réseau de BSA compte 75 succursales et bureaux concentrés à Santiago et dans le centre du Chili. Depuis qu'elle a pris le contrôle de cette banque en décembre 1999, la Banque Scotia s'est surtout employée à accroître l'efficacité des activités d'exploitation et à améliorer la gestion du risque.

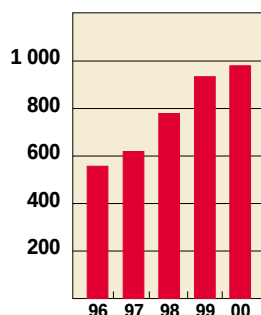
POINTS SAILLANTS



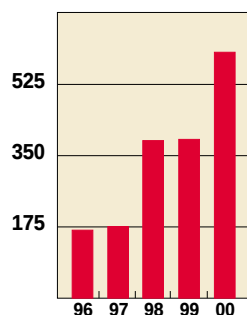
- Croissance de 23 % des revenus, qui ont atteint 1,8 milliard de dollars et fait grimper de 23 % le revenu net des Opérations internationales
- Lancement de la famille de produits de dépôt ScotiaMax, d'une ligne de crédit et d'une assurance hypothécaire pour accroître la rentabilité de la région Antilles et Amérique centrale
- Attribution, par Ernst & Young, du titre de « banque la plus performante » et de « société la plus performante » des Antilles en 1999 à Scotiabank Trinidad & Tobago
- Acquisition et conversion du portefeuille d'American Airlines AAdvantage^{MC} VISA de Citibank, en Jamaïque
- Accent maintenu sur le financement du commerce dans les Antilles, l'Amérique centrale et l'Amérique latine grâce au lancement de Scotia Amériques – Programme d'achat de biens d'équipement et des Services de comptes clients Scotia au Canada
- Participation dans Grupo Financiero Inverlat portée à 55 % en novembre 2000
- Lancement du service bancaire téléphonique Inverlat au Mexique, auquel 190 000 clients ont adhéré
- Prise de contrôle de Banco Sud Americano, au Chili, après avoir porté notre participation à 98 % en novembre 2000
- Part de marché dominante de ScotiaMocatta dans la négociation des métaux précieux en Inde, avec des ventes d'or et d'argent d'une valeur de près de 1 milliard de dollars

Total des revenus

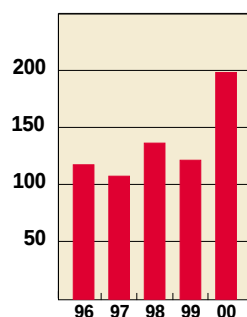
Antilles et
Amérique latine
en millions de dollars



Amérique latine
en millions de dollars



Asie
en millions de dollars



ASIE

Comme les économies d'Asie continuent de se rétablir, il s'est produit une hausse importante du volume d'activité et des résultats financiers tirés de nos activités d'exploitation partout dans la région. La clientèle commerciale reste un secteur d'intérêt primordial grâce à l'accroissement des activités, au cours de l'exercice, sur le marché des titres de créance et sur celui de la syndication des prêts. De plus, nous avons intensifié encore une fois notre présence dans le financement des navires en Asie et dans les marchés régionaux de l'or, où ScotiaMocatta a traité plus de 1 milliard de dollars US de volumes d'or. Nous avons réussi à profiter des flux commerciaux mondiaux et régionaux pour accroître de plus de 25 % nos volumes de financement commercial aussi bien à l'importation qu'à l'exportation dans la région.

Au cours de l'exercice, nous avons vendu notre participation dans Solidbank, aux Philippines. Nous avons aussi annoncé la fermeture de nos succursales au Sri Lanka et au Bangladesh, ainsi que la vente de nos activités d'exploitation dans les marchés méditerranéens de l'Égypte et de la Grèce. Nous concentrons maintenant nos efforts dans les marchés à plus fort potentiel, notamment l'Inde, la Malaysia, Hong-Kong et Singapour, et nous sommes bien positionnés pour prendre de l'expansion à mesure que ces marchés gagneront de l'ampleur.

RÉSULTATS FINANCIERS

La division Opérations internationales a rapporté 364 millions de dollars de bénéfices à la Banque au cours de l'exercice, ce qui représente une hausse de 23 % par rapport à 1999 et 19 % du revenu net de la Banque.

Les Antilles et l'Amérique centrale continuent de dominer l'apport de la division, avec un revenu net de 221 millions de dollars pour l'exercice, solide résultat à peu près égal à celui de 1999. La majorité des 25 pays de la région ont réalisé un bénéfice plus élevé; la croissance de l'actif et des revenus a cependant été contrebalancée par des pertes sur prêts et des frais d'exploitation plus élevés.

En Amérique latine, le bénéfice a été nettement supérieur à celui de l'exercice précédent et à notre objectif. Scotiabank Quilmes, en Argentine, et BSA, au Chili, ont toutes deux amélioré leurs résultats, les investissements réalisés ces dernières années ayant commencé à porter leurs fruits. En outre, les revenus d'investissement ont progressé par rapport à 1999.

En Asie, où la reprise économique se poursuit, le bénéfice a augmenté sur 12 mois. Nous avons enregistré une croissance modérée du revenu tiré des actifs et des honoraires, reflet partiel des efforts que nous avons déployés dans le secteur du financement des opérations commerciales. Les pertes sur prêts sont revenues à la normale après une provision pratiquement nulle en 1999. De plus, nous avons réalisé un gain sur la vente de Solidbank, une banque affiliée située aux Philippines.

PERSPECTIVES

Nous prévoyons un revenu net plus élevé en 2001 dans les Opérations internationales. Aux Antilles et en Amérique centrale, nous comptons poursuivre notre croissance. Nous tablons aussi sur une hausse substantielle en Amérique latine, avec l'ajout du bénéfice tiré d'Inverlat au Mexique et les meilleurs résultats obtenus par nos filiales en Argentine et au Chili. En Asie, nous nous attendons à une croissance raisonnable des bénéfices.

Résultats financiers, Opérations internationales

en millions de dollars	2000	1999	1998
Revenu d'intérêts net	1 371 \$	1 083 \$	1 003 \$
Autres revenus	451	402	335
Provision pour pertes sur prêts	(185)	(115)	(155)
Frais autres que d'intérêts	(1 057)	(870)	(714)
Impôts sur le revenu/part des actionnaires sans contrôle	(216)	(204)	(221)
Revenu net	364 \$	296 \$	248 \$
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	31	26	23
Ratio de productivité (%)	58,0	58,6	53,4
Nombre d'employés ¹⁾	10 596	8 622	8 590
Nombre de succursales ¹⁾	455	345	333
Nombre de GAB ¹⁾	533	370	245

1) Exclut les sociétés affiliées.

À la Banque Scotia, nous utilisons la technologie à deux fins : enrichir l'expérience du client et améliorer notre efficacité et notre productivité.

Soucieux de participer pleinement à la révolution du commerce électronique, nous avons mis sur pied e-Scotia l'an dernier en lui confiant deux mandats. Le premier consiste à permettre à nos clients et à nos employés d'avoir accès, par voie électronique, aux produits et services financiers les plus récents. Le deuxième vise à explorer les alliances, les coentreprises et les investissements dans les sociétés de commerce électronique à l'aide des technologies que nous pouvons mettre à profit à l'échelle du Groupe de la Banque Scotia.

Nous avons équipé l'ensemble de nos succursales et bureaux au Canada d'un accès Internet à haute vitesse. Cela nous permet de tirer pleinement parti des outils et processus accessibles sur Internet et d'améliorer nos communications avec les clients.

COMMERCE AVEC LE CONSOMMATEUR

Les particuliers et les petites entreprises avec lesquels nous faisons affaire veulent davantage de choix et de commodité dans leurs services bancaires et de négociation. Nous avons répondu à ce besoin en nous alliant à des entreprises canadiennes et avons entrepris une vaste expansion de nos services financiers novateurs dispensés par la téléphonie sans fil. Nos clients ont ainsi un accès direct à leurs comptes bancaires et de courtage grâce à un téléphone cellulaire Internet et avec le concours du réseau de téléphonie sans fil Bell Mobilité. Nous avons également lancé des services avec transmission sans fil sur les agendas électroniques BlackBerry au moyen des réseaux Rogers AT&T, ClearNET et Telus Mobility.

En outre, nos services bancaires en ligne continuent d'évoluer. Nos nouvelles capacités ont d'ailleurs suscité un intérêt sans précédent de la part de notre clientèle.

Nous avons apporté des améliorations à TéléScotia, notre service bancaire par téléphone, dont l'accès sur demande à des profils de crédit, à des sommaires de placement et à des opérations en attente. En septembre, la Banque Scotia est devenue la première institution financière canadienne à lancer, pour le grand public, un projet pilote de services bancaires téléphoniques par reconnaissance vocale. Cette technologie offre aux clients la possibilité de faire leurs opérations bancaires à l'aide de simples commandes vocales. Les membres de l'Institut national canadien pour les aveugles ont été parmi les premiers consommateurs au pays à en bénéficier.

La Banque Scotia a aussi été la première banque à joindre Epost et e-route Inc. Les deux consortiums faciliteront la tâche des Canadiens pour la réception et le paiement de leurs comptes en ligne.

COMMERCE INTERENTREPRISES

La filiale e-Scotia a formé un partenariat avec plusieurs entreprises pour aider nos PME clientes à profiter du commerce électronique. Nous avons conclu une alliance avec Microsoft pour lancer le Cybermagasin Scotia, un outil pour aider les petites entreprises à monter, en moins d'une heure, une vitrine Internet à un coût très raisonnable. Nous avons également fait équipe avec d'autres grandes entreprises canadiennes pour former Procuron, un marché d'approvisionnement électronique. Ce marché permettra à la Banque et à nos PME clientes de réaliser des économies substantielles en achetant des produits et des services en ligne.

Nous avons annoncé un partenariat stratégique avec Creditwave, société canadienne de commerce électronique spécialisée dans les prêts aux points de vente par Internet, pour faciliter aux entreprises l'octroi de crédit en ligne à leurs clients. De plus, nous travaillons avec un autre fournisseur pour offrir aux concessionnaires d'automobiles du Canada un système de demande de crédit et d'autorisation sur Internet qui peut s'intégrer aisément à leur système informatique existant.

Par ailleurs, en collaboration avec d'importants groupes du domaine médical au pays, e-Scotia participe au Réseau médical canadien, premier portail du genre au Canada, qui permettra à des milliers de médecins d'avoir accès, par Internet, à un ensemble de produits et de services financiers conçus expressément pour eux. La Banque Scotia créera la composante du portail vouée aux services financiers et en assurera la mise à jour. Dans les mois qui viennent, nous fournirons un accès aux fournisseurs et faciliterons le règlement sécuritaire des opérations effectuées par carte de crédit afin que les médecins puissent acheter sans difficulté du matériel et des fournitures médicales en ligne.

POINTS SAILLANTS



- Expansion importante de nos services financiers assurés par téléphonie sans fil dans le cadre d'un partenariat avec Bell, Rogers AT&T, ClearNET et Telus
- Expansion de nos services bancaires en ligne, en réponse à l'accroissement de la demande
- Première banque canadienne à offrir des services bancaires téléphoniques par reconnaissance vocale dans le cadre d'un projet pilote
- Lancement du Cybermagasin Scotia en partenariat avec Microsoft pour aider les petites entreprises à vendre en ligne
- Alliance avec d'autres grandes entreprises canadiennes pour former Procuron, un cyber-marché d'approvisionnement
- Dans le cadre d'un partenariat stratégique avec Creditwave, lancement du premier service au Canada qui jumelle instantanément le client à diverses options de prêt dans un point de vente, en magasin ou en ligne
- Partenariat avec WebMD Canada, le Collège des médecins de famille du Canada et le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada afin de créer le Réseau médical canadien, premier portail en ligne du genre offert au pays, et de lui fournir des services financiers

SURVOL DE LA GESTION DU RISQUE

La gestion du risque est la pierre angulaire de toute pratique bancaire prudente. Une solide culture de gestion du risque à l'échelle de la Banque lui permet de bien asseoir son programme de gestion du risque.

La Banque assume des risques de crédit et de marché dans le but de dégager un rendement intéressant pour son capital. Le processus de gestion du risque a pour objet de rendre intelligible le rapport entre le risque et le rendement, de l'évaluer et de le gérer, de fixer des plafonds et des contrôles appropriés et de garantir que les activités sont menées d'une manière prudente et judicieuse.

Il appartient au conseil d'administration d'approuver les politiques de gestion du risque et les principaux plafonds fixés aux risques assumés par la Banque; il lui incombe aussi d'en déléguer la mise en application et la surveillance quotidienne à la haute direction. Dans l'exécution de ce mandat, la haute direction collabore étroitement avec chaque unité d'exploitation et participe activement à l'évaluation et à la gestion de tous les risques. Ses analyses de l'exploitation et des résultats en matière de risque sont soumises périodiquement au conseil d'administration.

La Banque applique des politiques et des plafonds prudents à la gestion du profil de risque de chaque unité d'exploitation. Pour y arriver, elle compte sur des processus rigoureux de contrôle, d'analyse, d'examen et de présentation de l'information qui assurent la conformité des activités existantes et proposées avec les objectifs de la Banque en matière de risque et de rendement. Ces processus se déroulent indépendamment des unités d'exploitation.

RISQUE DE CRÉDIT

La gestion du risque de crédit de la Banque Scotia se fonde sur des stratégies bien définies en matière de contrôle du risque, notamment les processus d'octroi de crédits, la diversification des portefeuilles, les techniques de pointe d'analyse de crédit et la surveillance rigoureuse exercée par le conseil d'administration.

PROCESSUS D'OCTROI DE CRÉDITS

La Banque Scotia fait appel à un processus hautement centralisé d'octroi de crédits qui garantit que toutes les grandes décisions en matière de prêt sont soumises aux Comités de crédit principaux ou, s'il y a lieu, au Comité des politiques en matière de crédit. Les directeurs relationnels des divers secteurs d'activité soumettent directement au service de crédit les propositions de crédit concernant les grandes entreprises et les comptes commerciaux. Les propositions sont ensuite analysées par des spécialistes du crédit, qui exercent leurs fonctions indépendamment du secteur d'activité. La Banque a recours à un système de cotation du risque pour quantifier et préciser le risque et pour déterminer si le rendement est approprié au risque qu'elle accepte.

Une fois le crédit autorisé, les membres du personnel du secteur d'activité et du service du crédit suivent de près la situation financière de l'entreprise, à la recherche des signes de détérioration précurseurs de l'incapacité de l'emprunteur à respecter ses engagements envers la Banque. De plus, on procède au moins une fois l'an à un examen complet de chaque dossier client et à une analyse du risque qu'il comporte. L'examen porte sur le risque de crédit global, et plus particulièrement sur les swaps, les lettres de crédit et les autres instruments hors bilan. Les examens sont plus fréquents lorsque le prêt comporte un niveau de risque supérieur.

Les décisions touchant les crédits aux PME et la plupart des crédits aux particuliers sont prises soit dans les succursales, soit dans les centres de service à la clientèle, à l'aide de modèles perfectionnés de cotation. Les portefeuilles de crédit de détail font l'objet d'examens mensuels qui servent à mieux circonscrire les

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Examine et approuve les politiques, les normes et les principaux plafonds en matière de gestion du risque

COMITÉS DE LA HAUTE DIRECTION

Le **Comité des politiques en matière de crédit** examine les principaux risques et les politiques adoptées pour les atténuer, puis règle les problèmes relatifs aux risques que lui présentent les Comités de crédit principaux et le Comité de gestion du risque de marché.

Les **Comités de crédit principaux** sont responsables des décisions touchant l'octroi de prêts à l'intérieur des limites prescrites, ainsi que de l'élaboration de règles de fonctionnement et de lignes directrices touchant la mise en application des politiques de crédit. Ils couvrent les contreparties relatives aux secteurs d'activité suivants : crédit commercial, opérations internationales, clientèle grandes entreprises et banque d'investissement.

Le **Comité de gestion du risque de marché et d'application des politiques** supervise et fixe les normes des procédés de gestion du risque de marché au sein de la Banque, notamment en ce qui concerne l'examen et l'approbation des nouveautés au chapitre des produits, plafonds, pratiques et politiques se rattachant aux activités principales de négociation et de trésorerie de la Banque.

Le **Comité de gestion du passif** fournit une orientation stratégique en ce qui concerne la gestion du risque global de taux d'intérêt, du risque de change, du risque de liquidité et des décisions liées aux portefeuilles détenus à des fins de négociation et de placement.

Le **Comité du risque de négociation de Scotia Capitaux** évalue et surveille le risque de marché global et les mécanismes de contrôle du risque, de même que les questions de risque de crédit et de conformité liées aux activités de négociation.

tendances naissantes en ce qui concerne la qualité du crédit. En outre, on les soumet périodiquement à une analyse détaillée en vue de confirmer la validité des paramètres utilisés dans les modèles de cotation.

DIVERSIFICATION DES PORTEFEUILLES

Lorsqu'elle gère le risque de crédit, la Banque cherche avant tout à atténuer l'incidence négative d'un seul événement ou d'une série d'incidents. Aussi s'emploie-t-elle à maintenir un profil de risque de crédit qui soit diversifié sur le plan de la nature des produits, de la concentration sectorielle, de la répartition géographique et de la concentration des contreparties. Les risques sont en outre atténués par les plafonds d'exposition aux risques liés à la contrepartie, au secteur d'activité et aux produits, et par le fait qu'il y a une grande diversification dans les secteurs d'activité de la Banque.

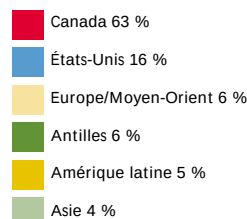
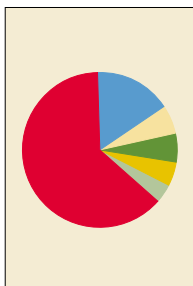
TECHNIQUES DE POINTE D'ANALYSE DE CRÉDIT

La Banque Scotia continue de faire des recherches et de mettre au point de nouveaux outils analytiques dans le but de mieux gérer le risque de ses portefeuilles de crédit. Elle ajoute, à l'analyse financière de base qu'elle applique à l'évaluation des prêts commerciaux et des prêts aux grandes entreprises, un certain nombre de techniques analytiques de pointe fondées sur des données obtenues de divers marchés de valeurs mobilières. Ces techniques sont également mises à profit dans les examens périodiques des portefeuilles individuels pour détecter dès le départ les problèmes éventuels. Dès que le risque semble augmenter dans un segment donné du portefeuille, des mesures peuvent être prises pour l'atténuer. Ces techniques sont utilisées de concert avec des données historiques sur l'évolution de divers portefeuilles, de façon à permettre l'évaluation des tendances probables de la qualité des prêts sur une longue période.

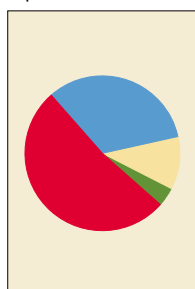
SURVEILLANCE EXERCÉE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les prêts individuels importants sont portés à l'attention du conseil d'administration au moins une fois l'an, et la haute direction informe régulièrement le conseil de la composition et des tendances des portefeuilles de la Banque, ainsi que des tendances observées dans la qualité du crédit. Par ailleurs, la haute direction examine périodiquement les plafonds de risque sectoriels avec le conseil d'administration; à partir de ces examens, le conseil autorise les plafonds admis par la Banque.

Assises canadiennes, diversification internationale
prêts et acceptations, à l'exclusion des conventions de revente, septembre 2000



Équilibre entre les prêts aux ménages et les prêts aux entreprises
prêts et acceptations, à l'exclusion des conventions de revente, septembre 2000



RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché désigne le risque de perte qui découle de l'évolution des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que des cours du marché et de leur degré de volatilité; il est attribuable aux activités de financement, de placement et de négociation de la Banque.

RISQUE DE MARCHÉ

Financement	Placement	Négociation
- risque de taux d'intérêt	- risque de taux d'intérêt	- risque de taux d'intérêt
- risque de change	- risque de change	- risque de change
	- risque lié aux actions	- risque lié aux actions
		- risque lié aux marchandises

Le Comité de gestion du passif (CGP) et le Comité de gestion du risque de marché et d'application des politiques (CGRMAP) assurent la surveillance, par la haute direction, des diverses activités qui exposent la Banque au risque de marché. Le CGP s'intéresse surtout au processus de gestion de l'actif et du passif, qui porte sur les activités de prêt, de financement et de placement. Il revient au CGRMAP d'approuver les nouveaux produits et plafonds ainsi que les nouvelles pratiques de négociation, de financement et de placement. Tous les plafonds relatifs au risque de marché sont passés en revue au moins une fois l'an. Les principales composantes du risque de marché sont décrites ci-dessous.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt survient lorsqu'il n'y a pas de concordance entre des positions susceptibles d'être touchées par un redressement des taux d'intérêt au cours d'une période donnée. Pour les activités de prêt, de financement et de placement de la Banque, l'incidence des variations des taux d'intérêt se reflète dans le revenu d'intérêts net. Pour les activités de négociation, les fluctuations de taux se reflètent dans les autres revenus.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change de la Banque découle des activités de négociation, des activités de change et des investissements dans les filiales étrangères. Dans ses activités de négociation, la Banque achète et vend des devises sur les marchés au comptant, les marchés à terme et les marchés des options, autant pour les besoins de ses clients que pour son propre compte. Les activités quotidiennes de la Banque sur la scène internationale sont menées dans un vaste panier de devises; les gains et pertes de change provenant de ces activités sont portés aux autres revenus. Les investissements dans des filiales étrangères sont libellés dans la devise du compte et convertis en dollars canadiens, et les gains et pertes de change sont imputés aux bénéfices non répartis.

RISQUE LIÉ AUX ACTIONS

La Banque Scotia négocie des actions pour ses clients et pour son propre compte. Le risque lié aux actions découle des changements dans la valeur des placements dans un titre donné ou des fluctuations globales du marché boursier.

RISQUE LIÉ AUX MARCHANDISES

Les opérations sur marchandises de la Banque portent surtout sur les métaux précieux et communs, de même que sur les contrats d'options et les contrats à terme qui s'y rattachent. Si les risques découlant de ces activités sont semblables aux risques de change sur le marché au comptant, le marché à terme et le marché des options, la nature même des marchandises négociées peut entraîner des risques supplémentaires.

MESURE DES RISQUES

La Banque recourt à diverses techniques pour cerner, mesurer et contrôler les risques qu'elle assume dans ses différentes activités. Pour chaque type d'activité, elle a déterminé les mesures principales du risque, et les plafonds de ces mesures ont été approuvés par le conseil d'administration. À la lumière des politiques et des plafonds établis par le conseil, le CGRMAP autorise les plafonds en se fondant notamment sur les techniques de mesure qui suivent.

Valeur à risque

La valeur à risque (VAR) est une estimation de la perte éventuelle qui pourrait, à un seuil de confiance donné, découler du maintien d'une position pendant une période déterminée.

Dans le système adopté par la Banque pour évaluer la VAR, celle-ci est calculée chaque jour, pour l'ensemble des principaux portefeuilles de valeurs détenues aux fins de négociation, à un seuil de confiance de 99 %, pour des périodes de détention d'un jour et de dix jours, à l'aide d'une simulation historique fondée sur 300 jours de données du marché. La VAR sert également à évaluer les risques découlant de certains portefeuilles de financement et de placement. La Banque procède régulièrement à des analyses structurées en vue de garantir l'exactitude et la qualité de la VAR.

Tests de résistance au stress

Alors que la VAR permet de mesurer les pertes éventuelles sur des marchés normalement animés, les tests de résistance au stress servent à évaluer l'incidence, sur les portefeuilles de valeurs détenues à des fins de négociation, de mouvements anormalement amples sur le marché et des périodes d'inactivité prolongées. Le programme de tests de résistance au stress est conçu pour mettre en lumière les principaux risques et pour veiller à ce que le capital de la Banque puisse facilement absorber les pertes éventuelles résultant d'un stress donné. La Banque soumet chaque mois ses portefeuilles à plus de 200 scénarios de stress. Elle procède aussi à certains tests de résistance au stress sur une base quotidienne.

Analyse de sensibilité et modèles de simulation

L'analyse de sensibilité évalue l'effet de l'évolution des taux d'intérêt sur le bénéfice courant et sur la valeur économique de l'actif et du passif. On l'applique à l'échelle mondiale aux activités d'exploitation que la Banque mène dans les principales monnaies. Les modèles de simulation permettent à la Banque d'évaluer le risque de taux d'intérêt de façon dynamique. Ils tiennent compte d'hypothèses relatives à la croissance, à la composition des affaires nouvelles, à l'évolution des taux d'intérêt, à la courbe de rendement, aux options rattachées aux produits, aux échéances et à d'autres facteurs. Les modèles de simulation en vertu des différents scénarios sont particulièrement importants pour gérer le risque inhérent aux produits de dépôt, de prêt et de placement que la Banque offre à sa clientèle privée.

Analyse des écarts

L'écart de taux d'intérêt est une mesure courante de la sensibilité aux taux d'intérêt. Un écart sensible au passif existe lorsque davantage d'éléments de passif que d'éléments d'actif sont soumis à des fluctuations de taux dans une période donnée. La Banque se sert de l'analyse des écarts dans ses activités bancaires de gros et de détail.

GESTION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

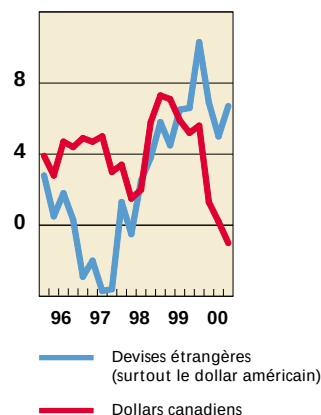
Le programme de gestion de l'actif et du passif (GAP) de la Banque Scotia porte sur la mesure, la gestion et le contrôle du risque de marché et du risque de liquidité découlant des activités de prêt, de financement et de placement de la Banque. Il est conçu pour tenir en équilibre la volonté d'améliorer le revenu d'intérêts et l'impératif de maintenir une forte liquidité dans un cadre de pratiques prudentes et judicieuses. Le Comité de gestion du passif se réunit chaque semaine pour passer en revue les risques et évaluer la performance.

GESTION DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt découlant de la gestion de l'actif et du passif est contrôlé par les plafonds de sensibilité globaux autorisés chaque année par le conseil d'administration. Ces plafonds servent à contrôler le risque auquel sont assujettis le revenu et la valeur économique. La Banque utilise des plafonds d'écart pour gérer le risque de taux d'intérêt lié aux diverses devises. Par ailleurs, l'évaluation des écarts, les modèles de simulation, l'analyse de sensibilité et la VAR servent à l'évaluation des risques et à la planification. La Banque a recours à des swaps de taux d'intérêt, à des contrats à terme, à des contrats à livrer et à des options pour couvrir et gérer le risque de taux d'intérêt lié à ses activités de financement et de placement.

Écart de taux d'intérêt

en milliards de dollars, écart sensible au passif sur un an



Le graphique ci-dessus présente les tendances qui se dégagent de l'écart entre les taux d'intérêt. Pendant la plus grande partie de l'exercice écoulé, la Banque a pris des mesures en vue de réduire son écart sensible au passif sur un an (en dollars canadiens), car les taux d'intérêt à court terme évoluaient à la hausse. De plus, le risque d'écart sensible au passif en monnaies étrangères (surtout en dollars américains) a également été atténué par rapport aux sommets atteints au début de 2000.

D'après les positions de la Banque en matière de taux d'intérêt en fin d'exercice, une hausse immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt, pour toutes les devises et toutes les échéances, ferait baisser le revenu net après impôts d'environ 21 millions de dollars au cours des 12 prochains mois. Pendant l'exercice écoulé, ce chiffre a varié entre 21 millions et 69 millions de dollars. Le même choc réduirait la valeur actuelle de l'actif net de la Banque d'environ 371 millions de dollars (contre 433 millions de dollars en 1999 et 385 millions de dollars en 1998).

GESTION DU RISQUE DE CHANGE

Le risque de change découlant des investissements de la Banque dans des filiales étrangères et de ses opérations de change est assujéti aux plafonds autorisés par le conseil d'administration. Le CGP examine et gère l'exposition à ce risque.

GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité découle de la non-concordance des flux de trésorerie. Le processus de gestion de la liquidité a pour but d'aider la Banque à honorer toutes ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance. À cette fin, la Banque évalue et prévoit ses engagements de trésorerie, exerce des

Tableau 11 Écart de taux d'intérêt

	Échéant à moins de 3 mois	Échéant entre 3 et 12 mois	Échéant à plus d'un an	Éléments non sensibles aux taux d'intérêt	Total
<i>Sensibilité aux taux d'intérêt ¹⁾</i>					
<i>Au 31 octobre 2000 (en milliards de dollars)</i>					
Dollars canadiens					
Actif	69,2 \$	16,0 \$	41,2 \$	6,6 \$	133,0 \$
Passif	59,5	24,7	25,0	23,8	133,0
Écart	9,7	(8,7)	16,2	(17,2)	–
Écart cumulatif	9,7	1,0	17,2	–	–
Devises					
Actif	85,5	11,5	14,0	9,2	120,2
Passif	96,9	6,8	6,1	10,4	120,2
Écart	(11,4)	4,7	7,9	(1,2)	–
Écart cumulatif	(11,4)	(6,7)	1,2	–	–
Total					
Écart	(1,7)\$	(4,0)\$	24,1 \$	(18,4)\$	– \$
Écart cumulatif	(1,7)	(5,7)	18,4	–	–
Au 31 octobre 1999					
Écart	(9,4)\$	(2,4)\$	28,6 \$	(16,8)\$	– \$
Écart cumulatif	(9,4)	(11,8)	16,8	–	–

1) Compte tenu de l'inclusion des instruments hors bilan et du montant estimatif des remboursements anticipés de prêts aux particuliers et de prêts hypothécaires. L'écart hors bilan est porté au passif.

Tableau 12 Liquidité

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2000	1999	1998	1997	1996
Actifs liquides en dollars canadiens					
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	648 \$	642 \$	680 \$	404 \$	826 \$
Dépôts à d'autres banques	1 131	1 327	1 399	2 769	1 177
Valeurs mobilières	22 129	16 571	15 109	14 417	14 392
Prêts à vue et à moins d'un an	–	–	–	25	–
	23 908	18 540	17 188	17 615	16 395
Actifs liquides en devises					
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	1 598	1 302	1 680	654	659
Dépôts à d'autres banques	15 368	13 844	19 141	14 347	12 075
Valeurs mobilières	12 058	10 229	7 531	7 200	5 994
Prêts à vue et à moins d'un an	–	–	86	–	72
	29 024	25 375	28 438	22 201	18 800
Total des actifs liquides					
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	2 246	1 944	2 360	1 058	1 485
Dépôts à d'autres banques	16 499	15 171	20 540	17 116	13 252
Valeurs mobilières	34 187	26 800	22 640	21 617	20 386
Prêts à vue et à moins d'un an	–	–	86	25	72
	52 932 \$	43 915 \$	45 626 \$	39 816 \$	35 195 \$
Actifs liquides en pourcentage de l'actif total	20,9 %	19,7 %	19,5 %	20,4 %	21,3 %

contrôles sur ses écarts de trésorerie, fait appel à diverses sources de financement, fixe des plafonds prudents et s'assure d'un accès immédiat à des actifs liquides. Le maintien d'une cote de solvabilité élevée lui garantit aussi l'accès rapide à des capitaux moyennant des taux et des conditions favorables. La Banque effectue des essais qui lui permettent d'évaluer ses hypothèses en matière de liquidité ainsi que son aptitude à maintenir son exploitation sous la contrainte. Des mesures d'intervention pour contrer le risque de liquidité font partie intégrante des plans généraux de la Banque pour la reprise de ses activités (voir la rubrique « Risque d'exploitation »).

Le conseil d'administration approuve chaque année les plafonds destinés à contrôler l'écart cumulé mondial entre les mouvements nets de trésorerie sensibles au passif de la Banque, ainsi que les actifs liquides minimaux à maintenir pour les principales monnaies. Le CGP évalue chaque semaine le profil de liquidité de la Banque.

Financement

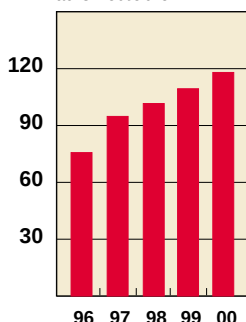
La Banque Scotia mise sur une vaste gamme de sources de financement et se fixe des plafonds prudents afin d'éviter la concentration indue. Ses principales sources de financement sont les capitaux propres, les dépôts de base des clientèles privée et commerciale et les dépôts de gros recueillis sur les marchés interbancaires et commerciaux. L'important réseau de succursales de la Banque Scotia au Canada et à l'étranger constitue un puissant atout dans la diversification des sources de financement de la Banque et dans le relèvement du niveau de ses dépôts de base. En outre, la titrisation de l'actif et l'émission de billets dans le public diversifient davantage les sources de financement. Au cours de 2000, la Banque a titrisé des marges de crédit personnelles d'une valeur de 1,3 milliard de dollars et a émis pour 637 millions de dollars de billets européens à moyen terme, pour 336 millions de dollars de billets canadiens à moyen terme et pour 500 millions de dollars de Titres fiduciaires de la Banque Scotia (TFB).

La Banque profite largement de son financement de base considérable, qui représente maintenant la moitié de son financement total. En 2000, le financement de base a continué de croître, atteignant 118 milliards de dollars au 31 octobre 2000 (109 milliards de dollars en 1999).

Actifs liquides

La Banque maintient d'importants avoirs en actifs liquides dont elle peut se servir pour continuer ses activités en cas de perturbations imprévues. Au 31 octobre 2000, les actifs liquides s'élevaient à 52,9 milliards de dollars (43,9 milliards de dollars en 1999), soit 21 % du total de l'actif (20 % en 1999). Ils se composaient de titres à hauteur de 65 % (61 % en 1999) ainsi que d'espèces et de dépôts à hauteur de 35 % (39 % en 1999). Les actifs définis comme hautement liquides doivent correspondre à une proportion minimale prescrite de l'écart entre les flux nets de trésorerie. La Banque remet une partie de ses actifs liquides en garantie de sa participation à certains marchés et à certaines activités. Au 31 octobre 2000, l'actif total qui avait été donné en nantissement s'élevait à 31,1 milliards de dollars (23,7 milliards de dollars en 1999). Ce montant provient surtout des activités de rachat de titres et d'emprunt de la Banque.

Financement de base important
en milliards de dollars,
au 31 octobre



ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

Les politiques, processus et contrôles de la Banque Scotia relatifs à ses activités de négociation visent à établir un équilibre entre l'exploitation rentable des occasions et la gestion de la volatilité des gains, dans un cadre de pratiques prudentes et judicieuses. La gestion des portefeuilles de valeurs détenues aux fins de négociation privilégie l'achat et la vente des instruments financiers à courte échéance, plutôt que leur conservation à des fins de placement à long terme. Les activités de négociation sont axées sur le client, mais prévoient aussi les besoins en capitaux propres de la Banque.

MESURE ET CONTRÔLE

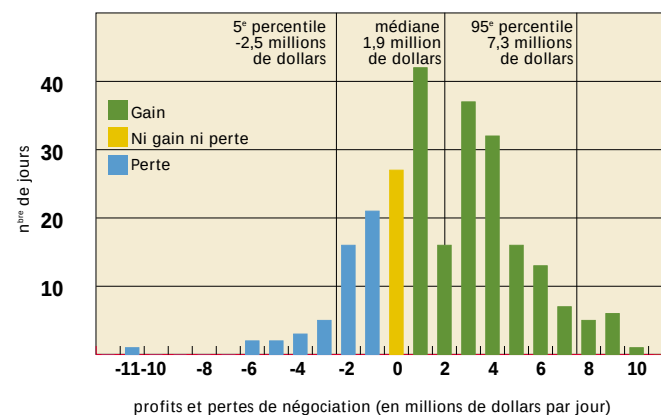
Dans son évaluation quotidienne des activités de négociation, la haute direction s'en remet à une gamme complète de systèmes de mesures et de contrôle. Toutes les activités de négociation sont assujetties à des plafonds explicites, fixés selon la devise, le type d'instrument, la position et l'échéance. Les portefeuilles sont évalués au moins une fois par jour à la valeur du marché, et les évaluations font l'objet d'un examen périodique par des spécialistes indépendants. Le personnel affecté au service administratif et les unités de gestion du risque procèdent à des examens indépendants et présentent des comptes rendus sur tous les aspects des activités de négociation, soumettant à l'évaluation des services compétents et de la haute direction des rapports quotidiens sur les profits et pertes, la VAR et la conformité aux plafonds établis.

Les unités indépendantes de gestion du risque se chargent d'examiner périodiquement les modèles et les évaluations utilisés par les négociateurs, d'exécuter et d'analyser les tests de résistance au stress, les analyses de sensibilité et les calculs de la VAR, de revoir l'élaboration des nouveaux produits et d'y participer.

L'histogramme ci-dessous illustre le faible risque associé aux portefeuilles de négociation de la Banque durant l'exercice écoulé. La moyenne quotidienne des revenus de négociation s'est établie à 1,9 million de dollars. La perte la plus importante, soit 11,3 millions de dollars, a été subie lors de la correction qui a frappé les marchés boursiers le 14 avril 2000.

Faible variabilité des revenus nets de négociation

période se terminant le 31 octobre 2000



Le conseil d'administration approuve chaque année les plafonds globaux de la VAR et des tests de résistance au stress pour les portefeuilles de négociation de la Banque, et il revoit ces mesures tous les trimestres. Le CGRMAP fixe aussi les plafonds de la VAR par secteur d'activité et examine cette composante mensuellement. Pour l'exercice 2000, la moyenne globale de la VAR sur dix jours s'est élevée à 23 millions de dollars, variant entre 13 millions et 43 millions de dollars. En 1999, elle s'était établie à 26 millions de dollars.

PRODUITS DÉRIVÉS

Les produits dérivés constituent d'importants outils de gestion du risque, tant pour la Banque Scotia que pour ses clients. La Banque y recourt pour gérer le risque de marché lié à ses activités de financement et de placement et pour réduire le coût de son capital. Comme on l'a vu à la page 44, la Banque fait appel à plusieurs types de produits dérivés pour atténuer le risque de taux d'intérêt. Elle a aussi recours aux swaps, aux contrats à livrer et aux options pour gérer le risque de change. En qualité de courtier, la Banque offre des produits dérivés à sa clientèle et négocie des positions pour son propre compte.

La plupart des opérations sur produits dérivés portent sur des instruments d'usage courant bien compris des intervenants sur les marchés de capitaux, mais la Banque en commercialise aussi de plus complexes. Bien que les produits dérivés soient assujettis aux processus de contrôle, de présentation de l'information et d'analyse qui s'appliquent en règle générale aux activités de négociation de la Banque, celle-ci fait appel à d'autres contrôles et à d'autres techniques analytiques pour atténuer certains risques de marché propres aux produits dérivés.

Pour contrôler le risque de crédit, la Banque établit des plafonds pour chaque contrepartie, mesure le risque à sa juste valeur actuelle (majorée pour tenir compte du risque futur) et fait appel à des techniques d'atténuation du risque comme la compensation et le nantissement en garantie. Le portefeuille de produits dérivés de la Banque comprend principalement des instruments à court terme conclus avec des contreparties de grande qualité. Plus de 88 % de la valeur du risque de crédit découlant des opérations de la Banque sur produits dérivés se rapporte à des contreparties de grande qualité, soit à peu près la même proportion qu'en 1999.

RISQUE D'EXPLOITATION

Le risque d'exploitation est le risque de perte directe ou indirecte découlant de l'insuffisance ou de la défaillance des processus, des ressources humaines et des systèmes à l'interne, ou encore, d'événements externes. Bien que les efforts visant à mesurer ce risque aient pris de l'importance dernièrement, le risque d'exploitation n'est pas nouveau pour le secteur bancaire.

Étant donné la diversification des activités commerciales de la Banque Scotia et l'ampleur de ses opérations internationales, nous avons élaboré une grande diversité de freins et de contre-poids destinés à atténuer le risque d'exploitation et nous les avons intégrés dans notre culture de gestion du risque. L'engagement soutenu des dirigeants et des membres de la haute direction à l'égard de ces contrôles, y compris la vérification périodique des processus d'exploitation afférents, garantit le maintien du cadre voulu pour contrôler ces risques. Parmi les mesures de protection mises sur pied en vue de réduire au minimum la possibilité que ces risques aient une incidence négative importante sur la Banque, on trouve les suivantes :

- définition, évaluation, mesure et gestion continues des risques d'exploitation auxquels la Banque est exposée;
- personnel compétent et bien formé, y compris une équipe de direction avertie, expérimentée et vouée à la gestion du risque;
- systèmes adéquats d'infrastructure et d'information conçus pour garantir la mise en place des contrôles prudents appropriés;
- séparation des tâches et délégation de pouvoir;
- production rapide d'une information de gestion exacte;
- processus complet de planification de la reprise des activités, y compris des plans d'action pour tous les secteurs d'activité importants et de nombreuses installations de secours, sur place et à l'extérieur, qui garantissent la continuité de la prestation des services;
- examens périodiques par des vérificateurs internes indépendants chevronnés qui étudient en profondeur la conception et le fonctionnement des systèmes de contrôle interne de tous les groupes commerciaux et de soutien, les nouveaux produits et systèmes, ainsi que la fiabilité et l'intégrité des opérations de traitement des données, pour s'assurer que les risques ont été minutieusement évalués.

Sensible à la nécessité d'une approche coordonnée pour suivre les progrès et l'évolution des méthodes dans ce domaine, la Banque a mis sur pied une unité chargée de la gestion du risque d'exploitation à l'échelle mondiale.

DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES*

RISQUE DE CRÉDIT

Tableau 13 Répartition géographique de l'actif productif

	2000					
	Solde	% de l'actif productif				
Au 30 septembre (en milliards de dollars)			1999	1998	1997	1996
Amérique du Nord						
Canada	133,0 \$	58,1 %	122,7 \$	119,2 \$	111,9 \$	92,7 \$
États-Unis	44,0	19,2	38,9	38,9	28,2	22,5
Total partiel	177,0	77,3	161,6	158,1	140,1	115,2
Europe						
Royaume-Uni	9,2	4,0	8,1	8,8	6,5	5,4
France	1,9	0,8	1,7	2,4	2,2	2,0
Allemagne	3,3	1,4	2,4	2,3	1,6	2,2
Autres pays d'Europe	5,9	2,7	6,4	7,6	5,5	4,9
Total partiel	20,3	8,9	18,6	21,1	15,8	14,5
Asie						
Japon	1,3	0,6	1,3	2,6	4,6	4,2
Hong Kong	2,0	0,9	1,6	1,7	1,4	1,1
Corée du Sud	1,4	0,6	1,4	1,2	0,9	0,7
Autres pays d'Asie	3,7	1,6	3,5	3,9	3,8	3,4
Total partiel	8,4	3,7	7,8	9,4	10,7	9,4
Antilles						
Jamaïque	2,8	1,2	2,7	2,4	1,8	1,4
Porto Rico	2,1	0,9	2,0	2,0	1,5	1,5
Bahamas	1,5	0,7	1,4	1,3	0,9	0,8
Trinité-et-Tobago	1,5	0,7	1,3	1,2	0,8	0,7
Autres pays des Antilles	4,6	2,0	4,2	4,0	3,0	2,5
Total partiel	12,5	5,5	11,6	10,9	8,0	6,9
Amérique latine						
Argentine	3,7	1,6	3,3	3,4	0,4	0,2
Chili	3,1	1,3	0,4	0,4	0,2	0,3
Mexique	1,5	0,6	1,2	1,4	1,0	1,2
Autres pays d'Amérique latine	3,3	1,5	2,8	2,9	1,4	0,9
Total partiel	11,6	5,0	7,7	8,1	3,0	2,6
Moyen-Orient et Afrique	0,4	0,2	0,6	0,6	0,2	0,2
Provision générale ¹⁾	(1,3)	(0,6)	(1,3)	(0,6)	(0,5)	(0,3)
Total	228,9 \$	100,0 %	206,6 \$	207,6 \$	177,3 \$	148,5 \$

1) Au 31 octobre

* Certains chiffres correspondants du présent rapport annuel ont été reclassés pour qu'ils soient conformes au mode de présentation de l'exercice écoulé.

Tableau 14 Créances à risque outre-frontière de secteurs géographiques choisis ¹⁾

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	Prêts	Dépôts inter- bancaires	Opérations	Titres d'État	Participation dans les filiales et sociétés affiliées	Autres	2000 Total	1999 Total
Asie								
Thaïlande	89 \$	– \$	19 \$	– \$	– \$	– \$	108 \$	179 \$
Indonésie	182	–	–	–	–	–	182	186
Malaysia	576	–	35	–	104	–	715	717
Philippines	202	–	1	110	–	–	313	421
	1 049	–	55	110	104	–	1 318	1 503
Corée du Sud	662	–	572	158	–	33	1 425	1 634
Hong Kong	773	70	23	–	–	6	872	306
Autres pays d'Asie ²⁾	226	6	87	–	–	25	344	433
Total partiel	2 710	76	737	268	104	64	3 959	3 876
Amérique latine								
Mexique	267	–	247	891	48	7	1 460	1 316
Brésil	66	–	472	532	–	–	1 070	1 154
Argentine	343	3	68	188	303	–	905	894
Venezuela	18	–	3	212	127	3	363	394
Chili	242	–	8	–	190	5	445	331
Autres pays d'Amérique latine ³⁾	575	13	159	122	114	–	983	922
Total partiel	1 511	16	957	1 945	782	15	5 226	5 011
Europe centrale et Europe de l'Est	–	–	2	5	–	1	8	12
Total	4 221 \$	92 \$	1 696 \$	2 218 \$	886 \$	80 \$	9 193 \$	8 899 \$

1) Les créances à risque outre-frontière sont les créances sur un prêteur situé dans un pays étranger; elles sont libellées dans une monnaie autre que la monnaie locale et sont établies en fonction du risque ultime.

2) Incluant la Chine, Singapour et Taïwan.

3) Incluant la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Salvador, le Panama, le Pérou et l'Uruguay.

Tableau 15 Prêts et acceptations par secteur géographique

<i>À l'exclusion des conventions de revente</i>						Pourcentage du total	
<i>Au 30 septembre (en milliards de dollars)</i>	2000	1999	1998	1997	1996	2000	1996
Canada							
Provinces de l'Atlantique	9,2 \$	9,1 \$	9,0 \$	8,4 \$	8,1 \$	6,1 %	8,1 %
Québec	8,1	7,5	7,6	7,2	6,1	5,4	6,2
Ontario	50,7	48,3	48,1	46,6	33,9	33,7	34,0
Manitoba et Saskatchewan	4,4	4,2	4,1	3,9	3,6	2,9	3,6
Alberta	11,0	10,0	9,9	8,7	6,8	7,3	6,8
Colombie-Britannique	12,4	12,1	12,2	11,2	9,3	8,3	9,4
Total partiel	95,8	91,2	90,9	86,0	67,8	63,7	68,1
Étranger							
États-Unis	23,5	22,0	25,5	18,0	15,2	15,6	15,2
Europe	9,3	7,9	9,1	6,7	5,7	6,2	5,7
Antilles	9,4	8,7	8,4	6,3	5,7	6,3	5,7
Asie	5,8	5,7	5,9	5,3	4,6	3,9	4,6
Amérique latine	7,6	4,4	4,7	0,9	0,8	5,0	0,8
Moyen-Orient et Afrique	0,3	0,4	0,4	0,1	0,2	0,2	0,2
Total partiel	55,9	49,1	54,0	37,3	32,2	37,2	32,2
Provision générale ¹⁾	(1,3)	(1,3)	(0,6)	(0,5)	(0,3)	(0,9)	(0,3)
Total des prêts et acceptations	150,4 \$	139,0 \$	144,3 \$	122,8 \$	99,7 \$	100,0 %	100,0 %

1) Au 31 octobre

Tableau 16 Prêts et acceptations par catégorie d'emprunteur

À l'exclusion des conventions de revente Au 30 septembre (en milliards de dollars)	2000		1999	1998	1997
	Solde	% du total			
Prêts aux ménages					
Prêts hypothécaires à l'habitation	49,8 \$	33,2 %	47,6 \$	45,2 \$	41,7 \$
Prêts aux particuliers	17,7	11,7	16,5	19,7	19,0
Total partiel	67,5	44,9	64,1	64,9	60,7
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques					
Ressources et transformation sauf l'industrie de l'automobile					
Pétrole et gaz	4,3	2,9	3,3	3,7	3,4
Aliments et boissons	3,0	2,0	2,5	2,8	2,5
Matériel électrique et autre matériel	2,9	1,9	2,7	2,5	2,1
Agriculture	2,2	1,4	2,0	1,8	1,6
Métaux de première fusion	2,1	1,4	2,0	2,0	1,4
Produits forestiers	2,1	1,4	2,2	2,4	2,2
Produits chimiques	2,0	1,4	1,8	2,0	1,5
Exploitation minière	1,5	1,0	1,8	1,6	0,7
Divers	5,4	3,6	4,4	4,7	3,6
	25,5	17,0	22,7	23,5	19,0
Distribution en gros et au détail sauf l'industrie de l'automobile	6,8	4,6	6,7	6,7	5,6
Fabrication et distribution dans le secteur de l'automobile	6,0	4,0	5,8	6,0	4,4
Transports	5,3	3,5	4,6	4,7	3,5
Banques et autres services financiers	4,7	3,1	4,4	5,1	3,1
Secteur immobilier	4,5	3,0	4,1	4,3	3,7
Télécommunications et câble	4,1	2,7	2,4	3,1	2,5
Médias	3,6	2,4	2,9	3,2	2,8
Construction	3,1	2,1	2,8	2,4	2,0
Hôtels	2,7	1,8	2,5	2,3	2,0
Services publics	2,6	1,7	2,3	2,7	2,6
Sociétés de portefeuille	2,2	1,4	2,6	3,7	2,0
Hypothèques commerciales	1,7	1,1	1,6	1,8	1,9
Services de santé	1,6	1,1	1,9	2,3	1,4
Administrations publiques	0,9	0,6	0,9	1,0	0,8
Autres services	8,9	5,9	8,0	7,2	5,3
Total partiel	84,2	56,0	76,2	80,0	62,6
Provision générale ¹⁾	(1,3)	(0,9)	(1,3)	(0,6)	(0,5)
Total des prêts et acceptations	150,4 \$	100,0 %	139,0 \$	144,3 \$	122,8 \$

1) Au 31 octobre

Tableau 17 Instruments de crédit hors bilan

Au 31 octobre (en milliards de dollars)	2000	1999	1998	1997	1996
Garanties et lettres de crédit	12,0 \$	11,5 \$	11,5 \$	10,1 \$	8,3 \$
Engagements de crédit	127,7	115,0	101,5	88,9	79,7
Opérations de prêt sur titres	4,8	3,0	3,1	4,6	5,4
Total	144,5 \$	129,5 \$	116,1 \$	103,6 \$	93,4 \$

Tableau 18 Évolution du montant net des prêts douteux ¹⁾

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2000	1999	1998	1997	1996
Montant brut des prêts douteux					
Solde au début de l'exercice	2 380 \$	2 291 \$	2 137 \$	2 021 \$	3 416 \$
Filiales nouvellement acquises, solde à la date d'acquisition	121	—	237	280	—
Montant net des nouveaux prêts douteux	965	809	368	311	(91)
Radiations	(781)	(658)	(552)	(519)	(1 306)
Redressement de change et autres	56	(62)	101	44	2
Solde à la fin de l'exercice	2 741	2 380	2 291	2 137	2 021
Provision pour créances irrécouvrables ²⁾					
Solde au début de l'exercice	2 536	1 870	1 544	1 278	1 969
Adoption de la nouvelle convention comptable relative aux prêts douteux	—	—	—	—	202
Filiales nouvellement acquises, solde à la date d'acquisition	153	—	160	138	—
Provision pour pertes sur prêts imputée					
Aux revenus	765	635	595	535	380
Aux bénéfices non répartis	—	550 ³⁾	—	—	—
Radiations	(781)	(658)	(552)	(519)	(1 306)
Recouvrements	113	138	57	70	38
Redressement de change et autres	16	1	66	42	(5)
Solde à la fin de l'exercice	2 802	2 536	1 870	1 544	1 278
Montant net des prêts douteux					
Solde au début de l'exercice	(156)	421	593	743	1 447
Variation nette du montant brut des prêts douteux	361	89	154	116	(1 395)
Variation nette de la provision pour créances irrécouvrables	(266)	(666)	(326)	(266)	691
Solde à la fin de l'exercice	(61) \$	(156) \$	421 \$	593 \$	743 \$

1) *Compte non tenu des prêts douteux à des pays désignés à marché naissant.*

2) *Compte tenu des provisions spécifiques et générales.*

3) *Voir la note 22 afférente aux états financiers consolidés.*

Tableau 19 Provisions spécifiques pour pertes sur prêts par secteur d'activité

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2000	1999	1998	1997	1996
Opérations canadiennes					
Clientèle privée	140 \$	150 \$	216 \$	172 \$	138 \$
Clientèle commerciale	28	84	80	60	102
Total partiel	168	234	296	232	240
Opérations internationales					
Amérique latine	99	73	26	—	—
Antilles	61	33	29	37	36
Asie	16	—	97	134	16
Europe	9	9	3	3	1
Total partiel	185	115	155	174	53
Scotia Capitaux					
Canada	33	(87)	2	(22)	61
États-Unis et autres pays	379	223	42	(24)	26
Total partiel	412	136	44	(46)	87
Total	765 \$	485 \$	495 \$	360 \$	380 \$

Tableau 20 Provisions pour pertes sur prêts en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations

<i>Pour les exercices (en pourcentage)</i>	2000	1999	1998	1997	1996
Canada					
Prêts hypothécaires à l'habitation, prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	0,23 %	0,25 %	0,37 %	0,35 %	0,32 %
Prêts aux entreprises	0,15	(0,01)	0,22	0,12	0,60
États-Unis et étranger	0,87	0,57	0,40	0,37	0,24
Total partiel pondéré – provisions spécifiques	0,46	0,31	0,34	0,30	0,37
Provision générale	—	0,10 ¹⁾	0,07	0,14	—
Provision pour risques-pays	—	—	—	s.o.	—
Total pondéré	0,46 %	0,41 %	0,41 %	0,03 %	0,37 %

1) *Voir la note 22 afférente aux états financiers consolidés.*

CAPITAL

Tableau 21 *Activité de financement des immobilisations*

Émissions		Échéances/rachats	
		Rachats de débiteures subordonnées	
4 avril 2000 :	500 millions de dollars de titres fiduciaires de la Banque Scotia – série 2000-1 émis par la Fiducie de Capital Scotia		
		24 février 2000 :	15 millions de dollars US de débiteures à taux variable échéant en 2085
		13 juin 2000 :	29,45 millions de dollars US de débiteures à taux variable échéant en 2085

Tableau 22 *Actif rajusté en fonction du risque*

Au 31 octobre (en milliards de dollars)			2000		1999	
Facteur de conversion	Facteur de pondération		Brut	Rajusté en fonction du risque	Brut	Rajusté en fonction du risque
Au bilan						
–	0 – 20 %	Liquidités	18,8 \$	3,3 \$	17,1 \$	2,9 \$
–	0 – 100 %	Valeurs mobilières ¹⁾	41,4	7,4	34,0	7,0
–	0 – 50 %	Prêts hypothécaires à l'habitation	50,0	13,0	47,9	11,1
–	0 – 100 %	Prêts et acceptations	125,7	95,8	107,1	85,6
–	0 – 100 %	Autres éléments d'actif	17,3	5,5	16,6	5,9
Total au bilan			253,2	125,0	222,7	112,5
Hors bilan						
Instruments de crédit indirect						
0 %	–	Engagements de crédit à un an et moins	84,6	–	71,9	–
20 %	0 – 100 %	Lettres de crédit commercial à court terme	0,8	0,1	0,7	0,1
50 %	0 – 100 %	Engagements de crédit à long terme	43,1	19,2	43,1	19,5
50 %	0 – 100 %	Garanties non financières, lettres de crédit de soutien, facilités d'émission d'effets et facilités renouvelables à prise ferme	4,4	2,2	4,0	2,0
100 %	0 – 100 %	Garanties financières, lettres de crédit de soutien et prêts sur titres	11,6	4,2	9,8	3,6
Total partiel			144,5	25,7	129,5	25,2
Instruments relatifs aux taux d'intérêt						
0 – 1,5 %	0 – 50 %	Contrats à terme et contrats de garantie de taux d'intérêt	221,3	0,1	215,6	0,1
0 – 1,5 %	0 – 50 %	Swaps de taux d'intérêt	451,8	1,3	484,4	1,2
0 – 1,5 %	0 – 50 %	Options sur taux d'intérêt	145,0	0,1	71,9	0,1
Total partiel			818,1	1,5	771,9	1,4
Instruments relatifs aux devises						
1 – 7,5 %	0 – 50 %	Contrats à terme et contrats sur devises	160,2	1,3	177,5	1,2
1 – 7,5 %	0 – 50 %	Swaps de devises	42,0	0,6	40,9	0,5
1 – 7,5 %	0 – 50 %	Options sur devises	11,7	0,1	10,3	0,1
Total partiel			213,9	2,0	228,7	1,8
6 – 15 %	0 – 50 %	Autres instruments dérivés	25,8	0,8	17,5	0,6
Total hors bilan			1 202,3	30,0	1 147,6	29,0
Total de l'actif brut et de l'actif rajusté en fonction du risque			1 455,5	155,0	1 370,3	141,5
Incidence des accords généraux de compensation			–	(1,2)	–	(1,2)
Risque de marché – équivalent de l'actif à risque ¹⁾			–	2,3	–	2,0
Total			1 455,5 \$	156,1 \$	1 370,3 \$	142,3 \$

1) Inclut les éléments d'actif sujets au risque de marché. La pondération du risque lié à ces éléments d'actif est comprise dans « Risque de marché – équivalent de l'actif à risque ».

AUTRES INFORMATIONS

Tableau 23 Composantes du revenu net en pourcentage de l'actif total moyen ¹⁾

<i>Base de mise en équivalence fiscale Pour les exercices (en pourcentage)</i>	2000	1999 ²⁾	1998	1997	1996
Revenu d'intérêts net	2,26 %	2,11 %	2,11 %	2,13 %	2,18 %
Provision pour pertes sur prêts	(0,32)	(0,28)	(0,28)	(0,02)	(0,24)
Autres revenus	1,54	1,39	1,33	1,50	1,26
Revenu d'intérêts net et autres revenus	3,48	3,22	3,16	3,61	3,20
Frais autres que d'intérêts	(2,16)	(2,08)	(2,08)	(2,11)	(2,03)
Provision pour frais de restructuration et radiation de l'écart d'acquisition	0,01	0,01	–	(0,15)	0,01
Revenu net avant les éléments ci-dessous :	1,33	1,15	1,08	1,35	1,18
Provision pour impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle	(0,52)	(0,47)	(0,43)	(0,50)	(0,51)
Revenu net	0,81 %	0,68 %	0,65 %	0,85 %	0,67 %
Actif total moyen (en milliards de dollars)	238,7 \$	229,0 \$	214,0 \$	179,2 \$	158,8 \$

1) Le revenu provenant de valeurs mobilières non assujetties à l'impôt est indiqué sur une base de mise en équivalence fiscale, avant impôts. La provision pour impôts sur le revenu a été redressée en conséquence : 194 millions de dollars en 2000; 163 millions de dollars en 1999; 129 millions de dollars en 1998; 103 millions de dollars en 1997; 105 millions de dollars en 1996.

2) Voir la note 22 afférente aux états financiers consolidés.

Tableau 24 Provision générale et gains (pertes) non réalisées sur valeurs détenues aux fins de placement

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2000	1999	1998	1997	1996
Provision générale	1 300 \$	1 300 \$	600 \$	500 \$	325 \$
Valeurs détenues aux fins de placement					
Actions privilégiées et ordinaires	466 \$	244 \$	50 \$	225 \$	222 \$
Obligations de pays désignés à marché naissant	283	201	139	372	530
Autres titres à revenu fixe	114	(145)	(108)	220	304
	863 \$	300 \$	81 \$	817 \$	1 056 \$

Tableau 25 Biens sous administration et biens sous gestion

<i>Au 30 septembre (en milliards de dollars)</i>	2000	1999	1998	1997	1996
Biens sous administration					
Services de fiducie et de garde aux institutions	44,7 \$	45,8 \$	37,7 \$	35,2 \$	160,6 \$
Services de fiducie et de garde aux particuliers	93,8	82,9	69,1	66,2	34,4
Fonds communs de placement au détail	10,2	8,8	8,0	7,9	4,7
Prêts hypothécaires gérés par des tiers	3,1	3,9	2,6	3,1	1,4
Total	151,8 \$	141,4 \$	117,4 \$	112,4 \$	201,1 \$
Biens sous gestion					
Institutions	2,0 \$	1,6 \$	2,0 \$	2,0 \$	6,6 \$
Particuliers	8,7	7,5	6,8	7,1	2,4
Fonds communs de placement au détail	7,8	7,1	4,7	5,0	4,7
Total	18,5 \$	16,2 \$	13,5 \$	14,1 \$	13,7 \$

Tableau 26 Honoraires des vérificateurs des actionnaires ¹⁾

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2000	1999
Vérification (et services connexes)	7,2 \$	6,6 \$
Autres services	3,7	4,4
Total	10,9 \$	11,0 \$

1) Exclut les honoraires payés par la Banque à titre de mandataire et qui, par conséquent, ne sont pas des dépenses de la Banque.

Tableau 27 Informations choisies par trimestre

	2000				1999			
	T4	T3	T2	T1	T4 ¹⁾	T3	T2	T1
Résultats d'exploitation (en millions de dollars)								
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 258	2 375	2 251	1 980	2 012	1 942	1 912	1 989
Provision pour pertes sur prêts	226	227	177	135	159	108	109	259
Frais autres que d'intérêts	1 291	1 310	1 332	1 186	1 236	1 196	1 188	1 136
Impôts sur le revenu	223	272	263	232	206	228	218	215
Revenu net	497	548	465	416	402	397	384	368
Dividendes versés sur actions privilégiées	27	27	27	27	27	27	27	27
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	470	521	438	389	375	370	357	341
Mesures d'exploitation (en pourcentage)								
Marge nette sur intérêts	2,32	2,37	2,25	2,08	2,15	2,12	2,13	2,04
Ratio de productivité	55,9	54,0	58,0	58,6	59,8	60,4	61,0	56,1
Rendement des capitaux propres	17,0	19,8	17,7	15,9	15,3	15,3	15,7	14,8
Données du bilan et hors bilan (en milliards de dollars)								
Liquidités et valeurs mobilières	60,1	55,9	59,1	54,8	51,1	53,0	49,5	51,6
Prêts et acceptations	175,7	170,7	168,5	160,3	155,0	157,1	153,1	160,5
Total de l'actif	253,2	243,1	244,8	232,4	222,7	227,4	221,5	232,5
Dépôts	173,9	167,7	169,1	162,6	156,6	156,5	152,6	165,2
Déventures subordonnées	5,4	5,3	5,4	5,3	5,4	5,5	5,0	5,2
Actions privilégiées	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	11,2	10,7	10,3	9,9	9,6	9,8	9,4	9,2
Biens sous administration	151,8	149,7	155,1	147,8	141,4	138,6	136,4	125,3
Biens sous gestion	18,5	17,8	17,6	16,8	16,2	16,3	16,9	16,1
Mesures du bilan (en pourcentage)								
Coefficient du capital de catégorie 1	8,6	8,5	8,4	8,0	8,1	8,0	7,8	7,2
Coefficient du capital total	12,2	12,1	12,0	11,7	11,9	11,5	11,2	10,6
Coefficient du capital-actions ordinaire par rapport à l'actif rajusté en fonction du risque	7,3	7,2	7,0	6,9	6,9	6,9	6,7	6,1
Provision spécifique pour pertes sur prêts en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations	0,52	0,54	0,44	0,34	0,41	0,28	0,28	0,29
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	(0,03)	(0,10)	(0,08)	(0,11)	(0,10)	0,22	0,20	0,18
Données sur les actions ordinaires								
Par action (en dollars)								
– Bénéfice non dilué	0,95	1,05	0,88	0,79	0,76	0,75	0,73	0,69
– Bénéfice dilué	0,93	1,03	0,88	0,78	0,75	0,75	0,72	0,69
– Dividendes	0,28	0,24	0,24	0,24	0,24	0,21	0,21	0,21
– Valeur comptable	22,49	21,60	20,71	19,92	19,49	19,78	19,01	18,71
Cours de l'action (en dollars) – Haut	45,65	39,05	34,15	34,10	34,25	35,10	36,90	36,30
– Bas	36,40	33,15	26,05	26,80	28,60	30,00	30,10	29,75
– Clôture	43,50	37,55	33,75	29,55	33,60	31,35	34,65	32,50
Actions en circulation (en millions)								
– Moyenne	497,0	495,8	494,8	494,3	493,9	493,4	492,9	492,3
– Fin du trimestre	498,0	496,4	495,2	494,7	494,3	493,8	493,3	492,8
Valeur boursière (en milliards de dollars)	21,7	18,6	16,7	14,6	16,6	15,5	17,1	16,0
Mesures d'évaluation								
Taux de rendement des actions (en %)	2,7	2,7	3,2	3,2	3,1	2,6	2,5	2,5
Ratio de distribution (en %)	29,7	22,9	27,1	30,5	31,6	28,0	29,0	30,3
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	1,9	1,7	1,6	1,5	1,7	1,6	1,8	1,7
Ratio cours-bénéfice	11,9	10,8	10,6	9,8	11,5	11,0	12,5	12,0

1) Les informations par trimestre sont établies selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada et les exigences du surintendant des institutions financières du Canada, sauf en ce qui concerne la comptabilisation de l'augmentation non récurrente de la provision générale pour pertes sur prêts, constatée comme une charge directe sur les bénéfices non répartis au quatrième trimestre de 1999, conformément aux exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada en vertu de la Loi sur les banques tel qu'il est décrit à la note 22 afférente aux états financiers consolidés. Si cette augmentation non récurrente avait été imputée aux résultats consolidés, la provision pour pertes sur prêts se serait élevée à 709 millions de dollars au quatrième trimestre de 1999; la provision pour impôts sur le revenu, à (30) millions de dollars; le bénéfice net, à 88 millions de dollars; le rendement de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires, à 2,5 %; le bénéfice net par action ordinaire avant dilution, à 0,12 \$; le bénéfice net par action ordinaire après dilution, à 0,12 dollars et le ratio des dividendes au bénéfice, à 195,7 %.

2000 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Table des matières

	<i>Page</i>
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière	56
Rapport des vérificateurs	56
Bilan consolidé	57
État consolidé des revenus	58
État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires	59
État consolidé des flux de trésorerie	60
Table des matières des notes afférentes aux états financiers consolidés	61
Principales filiales	88
Statistiques des onze derniers exercices	90

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La direction de la Banque de Nouvelle-Écosse répond de l'intégrité et de l'objectivité de l'information financière figurant dans le présent rapport annuel. Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada et les exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada, sauf en ce qui concerne l'inscription de la provision générale pour pertes sur prêts dans le cas de laquelle l'augmentation a été imputée directement aux bénéfices non répartis de 1999, conformément aux exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada en vertu de la *Loi sur les banques*, ainsi qu'il en est fait mention à la note 22.

Les états financiers consolidés présentent des montants qui sont, par nécessité, établis selon les meilleures estimations et au meilleur jugement de la direction en tenant dûment compte de leur importance relative. L'information financière présentée ailleurs dans le présent document est conforme à celle des états financiers consolidés.

La direction reconnaît depuis toujours qu'il est important que la Banque maintienne et renforce les normes de conduite les plus élevées dans toutes ses activités, y compris la préparation et la diffusion d'états qui présentent fidèlement la situation financière de la Banque. À cet égard, la Banque a mis au point et maintient un système de comptabilité et de présentation de l'information qui prévoit les contrôles internes nécessaires, de sorte que les opérations sont correctement autorisées et comptabilisées, les biens protégés contre les pertes attribuables à un usage ou à une cession non autorisés et les passifs dûment comptabilisés. Le système comporte aussi des politiques et des procédés écrits, le choix judicieux et la formation appropriée d'employés qualifiés, la mise en place de structures organisationnelles assurant une division précise et appropriée des responsabilités ainsi que la communication de politiques et de directives sur les opérations à l'échelle de la Banque.

Peter C. Godsoe
Président du conseil
et chef de la direction

Bruce R. Birmingham
Président

Sarabjit S. Marwah
Vice-président à la direction et
chef des affaires financières

Toronto, le 6 décembre 2000

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de la Banque de Nouvelle-Écosse

Nous avons vérifié les bilans consolidés de La Banque de Nouvelle-Écosse aux 31 octobre 2000 et 1999 et les états consolidés des revenus, des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2000. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations

Le système de contrôle interne est renforcé par une équipe professionnelle de vérificateurs internes qui examine périodiquement tous les aspects des activités de la Banque. De plus, l'inspecteur général de la Banque a pleinement et librement accès au comité de vérification du conseil d'administration et le rencontre périodiquement.

Le surintendant des institutions financières du Canada effectue l'examen des affaires de la Banque ainsi que toute enquête à leur sujet qu'il peut juger nécessaire, pour s'assurer que les dispositions de la *Loi sur les banques* relatives à la sécurité des intérêts des déposants, des créanciers et des actionnaires de la Banque sont dûment observées et que la situation financière de la Banque est saine.

Le comité de vérification, entièrement composé d'administrateurs externes, examine les états financiers consolidés, de concert avec la direction et les vérificateurs indépendants, avant qu'ils soient approuvés par le conseil d'administration et soumis aux actionnaires de la Banque.

Le comité de révision du conseil d'administration, entièrement composé d'administrateurs externes, examine toutes les opérations entre apparentés ayant une incidence importante sur la Banque et fait état de ses conclusions au conseil d'administration.

KPMG s.r.l. et PricewaterhouseCoopers s.r.l., les vérificateurs indépendants nommés par les actionnaires de la Banque, ont vérifié les états financiers consolidés de la Banque conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada et ont exprimé leur opinion dans le rapport ci-après adressé aux actionnaires. Les vérificateurs communiquent librement avec le comité de vérification, qu'ils rencontrent périodiquement afin de discuter de leur vérification et de leurs conclusions en ce qui a trait à l'intégrité de l'information financière et comptable de la Banque et à l'adéquation des contrôles internes.

importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque aux 31 octobre 2000 et 1999 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2000 selon les principes comptables généralement reconnus au Canada et les exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada, sauf en ce qui concerne l'inscription de la provision générale pour pertes sur prêts, dans le cas de laquelle l'augmentation a été imputée directement aux bénéfices non répartis de 1999, conformément aux exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada en vertu de la *Loi sur les banques*, ainsi qu'il en est fait mention à la note 22.

KPMG s.r.l.
Comptables agréés

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Toronto, le 6 décembre 2000

BILAN CONSOLIDÉ

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2000	1999
Actif		
Liquidités		
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	1 191 \$	948 \$
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	16 250	15 065
Métaux précieux	1 303	1 102
	18 744	17 115
Valeurs mobilières (note 3)		
Placement	19 565	20 030
Négociation	21 821	13 939
	41 386	33 969
Prêts (note 4)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	49 994	47 861
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	17 704	16 396
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	75 646	67 681
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	23 559	13 921
	166 903	145 859
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 807	9 163
Terrains, bâtiments et matériel (note 6)	1 631	1 681
Autres éléments d'actif (note 7)	15 700	14 904
	26 138	25 748
	253 171 \$	222 691 \$
Passif et avoir des actionnaires		
Dépôts (note 8)		
Particuliers	68 972 \$	65 715 \$
Entreprises et administrations publiques	76 980	64 070
Banques	27 948	26 833
	173 900	156 618
Autres		
Acceptations	8 807	9 163
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	23 792	16 781
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	4 297	2 833
Autres engagements (note 9)	23 301	20 318
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (note 10)	729	198
	60 926	49 293
Débiteures subordonnées (note 11)	5 370	5 374
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 12)		
Actions privilégiées	1 775	1 775
Actions ordinaires	2 765	2 678
Bénéfices non répartis	8 435	6 953
	12 975	11 406
	253 171 \$	222 691 \$

Peter C. Godsoe
Président du conseil et chef de la direction

Bruce R. Birmingham
Président

ÉTAT CONSOLIDÉ DES REVENUS

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars, sauf les données par action)	2000	1999	1998
Revenu d'intérêts			
Prêts	12 129 \$	10 654 \$	10 269 \$
Valeurs mobilières	2 286	1 874	1 815
Dépôts à d'autres banques	916	943	1 007
	15 331	13 471	13 091
Frais d'intérêts			
Dépôts	8 192	7 284	7 303
Débitures subordonnées	324	314	354
Autres	1 616	1 201	1 057
	10 132	8 799	8 714
Revenu d'intérêts net	5 199	4 672	4 377
Provision pour pertes sur prêts (note 5) ¹⁾	765	635	595
Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur prêts ¹⁾	4 434	4 037	3 782
Autres revenus			
Services de dépôt et de paiement	624	602	619
Services de placement, de courtage et de fiducie	733	604	596
Commissions de crédit	632	543	472
Services de banque d'investissement	756	706	512
Gains nets sur valeurs détenues à des fins de placement	379	343	322
Revenus de titrisation	206	155	38
Autres	335	230	299
	3 665	3 183	2 858
Revenu d'intérêts net et autres revenus ¹⁾	8 099	7 220	6 640
Frais autres que d'intérêts			
Salaires	2 594	2 297	2 193
Cotisations aux régimes de retraite et autres prestations au personnel	350	330	308
Frais de locaux et matériel, amortissement compris	995	1 007	958
Autres frais	1 214	1 142	987
Provision pour frais de restructuration de Trustco National inc. (note 21)	(34)	(20)	–
	5 119	4 756	4 446
Revenu avant les éléments ci-dessous ¹⁾	2 980	2 464	2 194
Provision pour impôts sur le revenu (note 14) ¹⁾	990	867	762
Quote-part du revenu net des filiales dévolue aux actionnaires sans contrôle	64	46	38
Revenu net ¹⁾	1 926 \$	1 551 \$	1 394 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	108 \$	108 \$	97 \$
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires ¹⁾ :	1 818 \$	1 443 \$	1 297 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers) :			
Non dilué	495 472	493 136	490 914
Dilué	520 969	514 161	506 819
Revenu net par action ordinaire ¹⁾			
Non dilué	3,67 \$	2,93 \$	2,64 \$
Dilué	3,62 \$	2,91 \$	2,63 \$
Dividendes par action ordinaire	1,00 \$	0,87 \$	0,80 \$

1) Se reporter à la note 22 pour ce qui est de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts, qui a été imputée directement aux bénéfices non répartis en 1999.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS L'AVOIR DES ACTIONNAIRES

<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2000	1999	1998
Actions privilégiées (note 12)			
Banque :			
Solde au début de l'exercice	1 525 \$	1 525 \$	1 218 \$
Émission d'actions	—	—	311
Rachat d'actions	—	—	(4)
Solde à la fin de l'exercice	1 525	1 525	1 525
Société de placement hypothécaire Scotia	250	250	250
Total des actions privilégiées	1 775 \$	1 775 \$	1 775 \$
Actions ordinaires (note 12)			
Solde au début de l'exercice	2 678 \$	2 625 \$	2 567 \$
Actions émises aux termes du Régime d'options d'achat d'actions ainsi que du Régime de dividendes et d'achat d'actions	87	53	58
Solde à la fin de l'exercice	2 765 \$	2 678 \$	2 625 \$
Bénéfices non répartis			
Solde au début de l'exercice	6 953 \$	6 414 \$	5 363 \$
Revenu net (note 22)	1 926	1 551	1 394
Dividendes : Actions privilégiées	(108)	(108)	(97)
Actions ordinaires	(496)	(429)	(393)
Gains (pertes) de change non réalisés, montant net	163	(160)	152
Frais nets d'émission et de rachat d'actions et autres frais	(3)	(1)	(5)
Augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts, déduction faite des impôts sur le revenu (note 22)	—	(314)	—
Solde à la fin de l'exercice	8 435 \$	6 953 \$	6 414 \$

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)	2000	1999	1998
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Revenu net (note 22)	1 926 \$	1 551 \$	1 394 \$
Ajustements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation			
Amortissement	295	277	248
Provision pour pertes sur prêts	765	635	595
Impôts reportés	34	(26)	(89)
Provision pour frais de restructuration de Trustco National inc. (note 21)	(34)	(20)	—
Intérêts courus à recevoir	(619)	149	(307)
Intérêts courus à payer	59	710	(64)
Valeurs détenues à des fins de négociation	(7 406)	(1 908)	(1 064)
Gains nets sur valeurs détenues à des fins de placement	(379)	(343)	(322)
Autres, montant net	631	1 200	(207)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(4 728)	2 225	184
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Dépôts	14 215	(5 201)	19 837
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	6 434	2 642	2 552
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	1 445	(260)	(646)
Débetures subordonnées :			
Produits	—	350	1 025
Rachats	(66)	(360)	(132)
Capital-actions :			
Produit tiré de l'émission d'actions privilégiées	—	—	307
Produit tiré des actions émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions ainsi que du Régime de dividendes et d'achat d'actions	52	22	24
Dividendes versés en espèces	(568)	(507)	(456)
Autres, montant net	1 013	(254)	(277)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	22 525	(3 568)	22 234
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	(1 001)	4 104	(1 974)
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(19 108)	(9 727)	(21 520)
Titrisation de prêts	1 299	9 144	1 000
Valeurs détenues à des fins de placement			
Achats	(28 472)	(22 713)	(15 811)
Échéances	15 609	11 442	7 834
Ventes	13 884	9 159	8 807
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(100)	(216)	(259)
Autres, montant net ¹⁾	(60)	—	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(17 949)	1 193	(21 923)
Incidence des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(2)	(50)	58
(Diminution) augmentation des espèces et quasi-espèces	(154)	(200)	553
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	888	1 088	535
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice ²⁾	734 \$	888 \$	1 088 \$
Représentées par :			
Encaisse et dépôts à d'autres banques ne portant pas intérêt	1 191 \$	948 \$	1 392 \$
Chèques et autres effets en circulation, montant net (note 9)	(457)	(60)	(304)
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice ²⁾	734 \$	888 \$	1 088 \$
Décaissements effectués pour :			
Intérêts	10 073 \$	8 089 \$	8 778 \$
Impôts sur le revenu	831	779	743

- 1) Comprend les acquisitions des parts des actionnaires sans contrôle dans des filiales au montant de 249 millions de dollars (déduction faite des espèces et quasi-espèces à la date d'acquisition) et autres activités d'investissement, déduction faite du produit de la cession d'entités commerciales.
- 2) Avant l'exercice 2000, les espèces et quasi-espèces se composaient de l'encaisse, de dépôts d'exploitation auprès d'autres banques avec et sans intérêts, et, sur une base nette, de chèques non compensés et d'autres éléments en circulation. Les chiffres correspondants ont été retraités.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Table des matières

<i>Note</i>	<i>Description</i>	<i>Page</i>
1.	Principales conventions comptables	62
2.	Futurs changements en matière de comptabilisation	65
3.	Valeurs mobilières	66
4.	Prêts	67
5.	Prêts douteux et provision pour créances irrécouvrables	67
6.	Terrains, bâtiments et matériel	68
7.	Autres éléments d'actif	68
8.	Dépôts	69
9.	Autres engagements	69
10.	Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	69
11.	Déventures subordonnées	70
12.	Capital-actions	71
13.	Rémunération à base d'actions	73
14.	Impôts sur le revenu	74
15.	Régimes de retraite	75
16.	Opérations entre apparentés	75
17.	Résultats d'exploitation sectoriels	75
18.	Engagements et passif éventuel	77
19.	Instruments financiers	79
20.	Instruments dérivés	82
21.	Acquisition de filiales	86
22.	Provision générale	86

1. Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés de la Banque de Nouvelle-Écosse ont été préparés conformément à la *Loi sur les banques*, qui dispose que, à moins d'avis contraire du surintendant des institutions financières du Canada (le surintendant), les états financiers doivent être préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada. Les principales conventions comptables ayant servi à la préparation des présents états financiers consolidés, y compris les exigences comptables du surintendant, sont résumées dans les pages qui suivent. Le surintendant a prescrit que l'accroissement extraordinaire de la provision pour pertes sur prêts de 1999 doit être traité comme une charge directe imputée aux bénéfices non répartis, ce qui n'est pas conforme aux PCGR comme il est indiqué à la note 22. Les conventions comptables s'appliquant à l'ensemble des autres postes des états financiers sont conformes, à tous égards importants, aux PCGR. La préparation d'états financiers conformément aux PCGR exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés au titre des revenus et des frais de l'exercice. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice écoulé.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés reflètent l'actif, le passif et les résultats d'exploitation de la Banque ainsi que de toutes ses filiales et sociétés associées sous contrôle effectif après l'élimination des opérations et des soldes intersociétés. Les filiales sont définies comme des sociétés contrôlées par la Banque, qui sont normalement des sociétés dont la Banque détient plus de 50 % des actions comportant droit de vote. Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple.

L'excédent du coût des placements dans des filiales sur la juste valeur des éléments identifiables de l'actif net acquis est amorti sur les périodes estimatives au cours desquelles il procure un avantage, sans toutefois dépasser 20 ans. Le solde non amorti est porté au poste Autres éléments d'actif comme écart d'acquisition. La valeur de l'écart d'acquisition fait l'objet d'une évaluation régulière qui consiste à examiner les rendements des activités touchées, compte tenu du risque lié au placement. Toute réduction permanente de la valeur de l'écart d'acquisition est radiée et imputée au revenu. Les éléments identifiables de l'actif incorporel sont amortis sur les périodes estimatives au cours desquelles ils devraient procurer un avantage et le solde non amorti est porté au poste Autres éléments d'actif. Les éléments identifiables de l'actif incorporel font régulièrement l'objet d'une évaluation consistant en un examen des flux monétaires net futurs estimatifs en vue de déterminer s'il y a eu baisse de valeur.

Les placements dans les sociétés associées, c'est-à-dire les sociétés sur lesquelles la Banque exerce une influence notable, représentée par une participation directe ou indirecte de 20 % à 50 % dans les actions comportant droit de vote, sont comptabilisés à la valeur de consolidation et sont portés dans les Valeurs détenues à des fins de placement au bilan consolidé. La quote-part du revenu de ces sociétés revenant à la Banque est portée dans le revenu d'intérêts tiré de valeurs mobilières à l'état consolidé des revenus.

Conversion des monnaies étrangères

Les éléments d'actif et de passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la fin de l'exercice, à l'exception des éléments ci-après, qui sont comptabilisés au coût d'origine en dollars canadiens : terrains, bâtiments, matériel et titres de participation en monnaies étrangères financés dans une devise autre que celle du placement. Tous les revenus et les frais libellés en devises sont convertis aux cours du change moyens, à l'exception de la dotation aux amortissements, qui est fondée sur le coût d'origine en dollars canadiens des éléments d'actif en cause.

Les gains et les pertes de change non réalisés qui résultent de la consolidation des positions nettes des placements en devises dans les succursales, les filiales et les sociétés associées, déduction faite des impôts sur le revenu y afférents, sont imputés au débit ou au crédit des bénéfices non répartis; il en va de même pour les gains ou les pertes découlant de la couverture de ces positions nettes des placements, à l'exception de ce qui suit. À la vente ou à la liquidation d'une partie importante d'une position d'un placement, les gains ou les pertes non réalisés comptabilisés précédemment à cet égard sont virés des bénéfices non répartis à l'état consolidé des revenus.

Le cas échéant, les gains et les pertes de change découlant des filiales et succursales autonomes oeuvrant dans un contexte hautement inflationniste sont constatés au poste Services de banque d'investissement, sous la rubrique Autres revenus.

Métaux précieux

Les stocks de métaux précieux sont comptabilisés à la valeur du marché et portés dans le compte Liquidités au bilan consolidé. L'obligation découlant de certificats en cours est également constatée à la valeur du marché et inscrite dans Autres engagements au bilan consolidé.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont détenues dans le portefeuille de placement ou dans le portefeuille de négociation.

Les valeurs détenues à des fins de placement comprennent les titres de créance et les actions détenus à des fins de liquidités et de placements à long terme. Lorsque la Banque détient moins de 20 % des actions comportant droit de vote d'une entité, elle comptabilise ces actions au coût, sauf s'il est établi qu'elle exerce une influence notable sur l'entité. Les titres de créance détenus dans le compte de placement sont comptabilisés au coût non amorti, les primes et les escomptes étant amortis sur la durée à courir jusqu'à l'échéance. Lorsqu'il y a moins-value permanente, la valeur de ces titres de créance et actions est réduite en conséquence. Le cas échéant, ces moins-values, ainsi que les gains et pertes sur cession, sont constatés dans les Autres revenus, au poste Gains nets sur valeurs détenues à des fins de placement à l'état consolidé des revenus.

Le portefeuille de placement comprend des obligations découlant de la conversion de prêts à des pays désignés à marché naissant; ces obligations sont constatées à la valeur nominale, déduction faite de la provision pour risques-pays s'y rattachant. Les titres substitués de prêts sont des instruments de financement de clients, qui ont été restructurés comme des placements après impôts plutôt que comme des prêts conventionnels, pour permettre à la Banque de consentir un taux d'emprunt plus bas aux émetteurs. Le traitement comptable de ces titres correspond à celui des prêts.

Les valeurs détenues à des fins de négociation sont acquises en vue de leur revente à court terme et sont constatées à la valeur marchande. Les gains et les pertes sur cession de ces valeurs de même que les redressements de la valeur marchande sont inscrits dans les Autres revenus, au poste Services de banque d'investissement à l'état consolidé des revenus.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés déduction faite de tout revenu non gagné et d'une provision pour créances irrécouvrables. Le revenu d'intérêt provenant des prêts autres que les prêts douteux est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les intérêts courus sont portés aux Autres éléments d'actif au bilan consolidé.

Un prêt est classé comme étant douteux lorsque, de l'avis de la direction, la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que la Banque n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer la totalité du capital et des intérêts à la date prévue. S'il ne l'est pas déjà, le prêt sera classé comme douteux si un paiement exigible en vertu du contrat de prêt est en retard de 90 jours, à moins que le prêt ne soit entièrement garanti, que la créance ne soit en voie de recouvrement et que les efforts

en vue de recouvrer les sommes dues ne permettent, selon toute probabilité, d'obtenir le remboursement de la créance ou de rétablir la qualité du titre dans les 180 jours suivant le premier jour de retard du paiement, selon les dispositions du contrat. Finalement, un prêt est classé comme douteux dans toutes les circonstances où un paiement exigible en vertu du contrat est en retard de 180 jours, à moins que le prêt ne soit garanti ou assuré par un gouvernement du Canada (provincial ou fédéral) ou un organisme du gouvernement du Canada, auquel cas il est classé comme douteux après un retard de 365 jours, selon les dispositions du contrat. Un prêt sur carte de crédit est radié lorsqu'un paiement y afférent est en retard de 180 jours, selon les dispositions du contrat.

Lorsqu'un prêt est classé comme douteux, la constatation des intérêts créditeurs conformément aux dispositions du contrat du prêt original cesse. Les intérêts sont toujours comptabilisés dans les revenus en ce qui concerne les prêts à risque souverain pour lesquels une provision pour risques-pays a été établie, sauf si les prêts sont classés comme prêts douteux. Les intérêts reçus sur des prêts douteux sont portés au crédit de la valeur comptable du prêt.

Les prêts sont généralement ramenés à leur valeur comptable lorsque le recouvrement du capital et des intérêts est raisonnablement assuré et que tous les paiements de capital et d'intérêt en retard ont été effectués.

Les commissions sur prêts sont portées dans le revenu de la période correspondant à la durée du prêt ou de l'engagement. Les frais de syndication de prêts sont compris dans les Commissions de crédit sous la rubrique Autres revenus lorsque la syndication est terminée.

Actifs acquis ou vendus en vertu d'ententes de revente ou d'achat

L'achat et la vente de valeurs mobilières en vertu d'ententes de revente et de rachat sont traités comme des opérations de prêt et d'emprunt assorties de garanties. Les intérêts créditeurs et débiteurs connexes sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Provision pour créances irrécouvrables

De l'avis de la direction, la provision pour créances irrécouvrables constituée par la Banque est suffisante pour couvrir toutes les créances irrécouvrables touchant à la fois les postes du bilan et les postes hors bilan, y compris les dépôts à d'autres banques, les titres substitués de prêts, les actifs acquis en vertu d'ententes de revente, les prêts, les acceptations, les instruments dérivés et autres engagements de crédit indirects, comme les lettres de crédit et les garanties. La provision pour créances irrécouvrables comprend des provisions spécifiques, une provision générale et une provision pour risques-pays, chaque type de provision faisant l'objet d'un examen régulier. Les provisions touchant les postes du bilan sont portées en déduction de l'élément d'actif correspondant et les provisions touchant des postes hors bilan sont imputées aux Autres engagements au bilan consolidé.

Les provisions spécifiques, à l'exception de celles qui touchent les prêts sur cartes de crédit et certains prêts à des particuliers, sont constituées à la suite d'un examen des prêts individuels, compte tenu de la créance irrécouvrable estimative connexe. Dans le cas des prêts, la provision spécifique correspond au montant requis pour ramener la valeur comptable d'un prêt douteux à sa valeur de réalisation estimative. Généralement, la valeur de réalisation estimative est obtenue par l'actualisation des flux monétaires futurs prévus au taux d'intérêt réel inhérent au prêt, à la date où celui-ci devient douteux. Lorsque les montants et le calendrier des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative est réputée être soit la juste valeur de tout bien donné en garantie du prêt, déduction faite des coûts de réalisation prévus et de tous les montants légalement dus à l'emprunteur, soit le prix du marché observable pour ce prêt. Les variations qui surviennent dans la valeur de réalisation estimative attribuables au passage du temps sont reflétées dans l'état consolidé des revenus en déduction de la provision pour pertes sur prêts. Les provisions spécifiques constituées pour les prêts sur cartes de crédit et certains prêts aux particuliers sont calculées selon une méthode fondée sur l'historique des prêts.

La Banque constitue une provision générale à l'égard du portefeuille de prêts de ses principaux secteurs d'activité lorsqu'elle juge, à la suite d'un examen prudent fondé sur l'expérience, la conjoncture économique actuelle et l'état du portefeuille, que des pertes sont survenues mais que celles-ci ne peuvent être reliées à un prêt en particulier. La provision générale est établie en tenant compte des tendances passées au chapitre des pertes, après une certaine pondération pour accorder davantage d'intérêt aux pertes des dernières périodes, à l'état actuel du portefeuille de prêts ainsi qu'à l'évaluation de la direction quant aux autres conditions qui prévalent à la date du bilan mais dont les tendances passées ne tiennent pas compte. Conformément à une exigence du surintendant, la Banque a imputé une tranche de l'augmentation de la provision générale de 1999, déduction faite des impôts sur le revenu, aux bénéfices non répartis, comme il est indiqué à la note 22.

La Banque constitue également une provision pour risques-pays conformément aux lignes directrices du surintendant, en tenant compte du risque global outre-frontières lié aux créances sur un groupe désigné de pays. Conformément à ces lignes directrices, les nouveaux risques que présentent ces pays désignés à marché naissant après le 31 octobre 1995 sont assujettis aux mêmes procédés que ceux qui sont appliqués aux fins de l'établissement des provisions spécifiques dont il est question ci-dessus.

Titrisation de prêts

Lorsque la Banque conclut une opération dans le but de céder des prêts à un tiers non apparenté, elle traite la cession comme une vente, dans la mesure où il y a transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété et où la mesure de la contrepartie de la cession est raisonnablement certaine. Si les conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la cession sera traitée comme une opération de financement. Si toutefois l'opération est traitée comme une vente, les prêts sont retirés du bilan consolidé. Le produit de la vente est inscrit à la juste valeur des prêts vendus. Pour déterminer le gain ou la perte résultant de la vente, les frais d'émission sont déduits du produit de la vente. La perte résultant de la vente est constatée immédiatement. Le gain sur la vente est également constaté immédiatement, sauf s'il y a un recours auprès de la Banque en excédent des pertes prévues, auquel cas le gain sur la vente est constaté comme n'ayant pas été réalisé et est reporté jusqu'à ce qu'il soit recouvré et dans la mesure où il n'y a pas de recours sur la somme touchée. Tant que la Banque continue de gérer les prêts cédés, les frais de gestion normaux sont constatés à mesure que les services de gestion sont rendus. Les gains nets et les pertes découlant de titrisations et d'honoraires d'agents sont portés dans le poste Revenu de titrisation sous la rubrique Autres revenus, à l'état consolidé des revenus.

Acceptations

Les engagements éventuels de la Banque en vertu des acceptations figurent à titre d'engagements au bilan consolidé. La Banque a une créance égale de compensation contre son client dans le cas d'un appel de fonds relatif à ces engagements, laquelle est comptabilisée comme un élément d'actif. Les commissions qui lui sont versées figurent au poste Commissions de crédit sous la rubrique Autres revenus, à l'état consolidé des résultats.

Terrains, bâtiments et matériel

Les terrains sont comptabilisés au coût. Les bâtiments, le matériel et les améliorations locatives sont comptabilisés au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue d'utilisation des éléments d'actif correspondants comme suit : bâtiments – 40 ans; matériel – de 3 à 10 ans; améliorations locatives – durée du bail plus une période de renouvellement.

Les gains nets et les pertes découlant de la cession d'immobilisations sont comptabilisés dans le poste Autres sous la rubrique Autres revenus à l'état consolidé des revenus de l'exercice au cours duquel les immobilisations sont vendues.

Impôts sur le revenu

La Banque comptabilise les impôts sur le revenu selon la méthode du report d'impôt, suivant laquelle les provisions pour impôts ou les recouvrements d'impôts sur le revenu sont comptabilisés au cours de l'exercice où les revenus et les frais sont constatés à des fins comptables, sans égard au moment du paiement ou du recouvrement effectif de ces impôts.

Ces provisions ou recouvrements comprennent les impôts applicables au revenu figurant à l'état consolidé des revenus et les montants imputés directement au débit ou au crédit des bénéfices non répartis. Les impôts sur le revenu reportés accumulés en raison des écarts temporaires, sont reportés au bilan consolidé dans les Autres éléments d'actif ou les Autres engagements, selon le cas.

Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée des taux d'intérêt, des taux de change ou d'autres indices financiers ou de marchandises. La plupart des instruments dérivés peuvent être regroupés sous les appellations suivantes : contrats de taux d'intérêt, contrats de change, contrats de marchandises et contrats sur actions. Les instruments dérivés sont soit des contrats négociés en bourse, soit des contrats négociés hors bourse. Les instruments dérivés négociés en bourse comprennent les contrats à terme et les contrats d'options. Les instruments dérivés négociés hors bourse incluent les swaps, les contrats à terme de gré à gré et les options.

La Banque contracte ces instruments dérivés aux fins de la gestion du risque de ses clients, de ses propres besoins en matière de négociation de capitaux propres et de sa gestion de l'actif et du passif.

Les instruments dérivés désignés aux fins de négociation comprennent les instruments dérivés conclus avec des clients pour leurs besoins de gestion du risque de même que les contrats contractés pour générer un profit à partir des positions de négociation de capitaux propres de la Banque. Les instruments dérivés de négociation sont inscrits à leur juste valeur [voir la note 20 d)]. Les gains ou pertes découlant de la variation des justes valeurs sont inclus dans le poste Services de banque d'investissement sous la rubrique Autres Revenus à l'état consolidé des revenus. Les gains et les pertes non réalisés sur les instruments dérivés de négociation sont portés respectivement au poste Autres éléments d'actif et Autres engagements, au bilan consolidé.

Les instruments dérivés désignés aux fins de gestion de l'actif et du passif sont utilisés pour gérer la vulnérabilité de la Banque face aux risques de taux d'intérêt et de change et comprennent des instruments désignés aux fins de couverture. Lorsque les instruments dérivés sont désignés aux fins de couverture et servent effectivement à cette fin, les revenus et les frais ayant trait à ces instruments dérivés sont constatés sur la durée de la position connexe à titre de redressement du revenu d'intérêt net. Les gains et les pertes réalisés sur les contrats résiliés sont reportés et amortis sur la durée restante de la position. Les revenus à recevoir et les charges à payer de même que les gains et les pertes reportés sont constatés dans le poste Autres éléments d'actif ou Autres engagements, selon le cas.

Régimes de retraite et autres charges complémentaires de retraite

La Banque offre des régimes de retraite à ses employés au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays où elle exerce ses activités. L'actif de la caisse de retraite est évalué selon une méthode qui

répartit la totalité des gains et des pertes en capital réalisés et non réalisés sur une période de cinq ans. Une évaluation actuarielle annuelle est effectuée dans le but de déterminer la valeur actualisée des obligations de retraite constituées, d'après les meilleures estimations de la direction quant à diverses hypothèses, telles que les niveaux de rémunération prévus des employés et les taux de rendement prévus des placements.

L'écart cumulé entre la charge de retraite et les cotisations destinées à la capitalisation des régimes figure au bilan consolidé au poste Autres éléments d'actif ou Autres engagements, selon le cas.

La charge de retraite est constituée de ce qui suit : a) les prestations de retraite pour les services rendus pendant l'année en cours, calculées selon la méthode actuarielle; b) les intérêts théoriques sur le montant net de l'excédent ou du déficit actuariel du régime; c) l'amortissement de certains éléments sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés. Les éléments amortis sont les suivants : gains et pertes actuariels, montants résultant de modifications apportées aux hypothèses et au régime, excédent actuariel net du régime existant à la date de mise en application de la convention comptable actuelle.

La Banque assure également aux retraités des avantages complémentaires de retraite qui comprennent des avantages au titre des soins de santé, des soins dentaires et de l'assurance-vie, dont le coût, lorsqu'il est engagé, est porté au poste Cotisations aux régimes de retraite et autres prestations au personnel, à l'état consolidé des revenus.

Rémunération à base d'actions

La Banque offre un régime d'options d'achat d'actions ainsi que d'autres régimes de rémunération à base d'actions à certains employés admissibles.

La Banque suit la méthode de la valeur intrinsèque pour comptabiliser ses régimes d'options d'achat d'actions. Étant donné que le prix de levée est fixé à un montant équivalant au cours de clôture le dernier jour précédant l'octroi des options, aucune charge de rémunération n'est constatée le jour de l'octroi. Lorsque les options sont levées, le produit que la Banque reçoit est imputé au crédit des actions ordinaires au bilan consolidé.

L'accroissement de la valeur des droits à la plus value des actions et des unités sous forme d'actions à dividende différé, qui découle de la hausse sur le marché du cours des actions ordinaires de la Banque qui sous-tendent ces régimes de rémunération est constaté au poste Salaires, à l'état consolidé des revenus avec une charge correspondante au poste Autres engagements au bilan consolidé.

Les cotisations que la Banque doit verser aux régimes d'actionnariat des employés sont constatées au poste Cotisations aux régimes de retraite et autres prestations au personnel, à l'état consolidé des revenus.

Revenu net par action ordinaire

Le revenu net non dilué par action ordinaire est calculé en divisant le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires indiqué à l'état consolidé des revenus par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le revenu net dilué par action ordinaire reflète l'effet de dilution éventuel des options d'achat d'actions octroyées en vertu du régime d'options d'achat d'actions.

2. Futurs changements en matière de comptabilisation

a) Impôts sur les sociétés

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié une nouvelle norme comptable en matière d'impôts sur le revenu qui doit s'appliquer aux exercices ouverts à compter de 2001.

Cette norme exige l'adoption de la méthode du report d'impôts variable, selon laquelle les actifs et passifs d'impôts futurs sont mesurés à l'aide des taux d'imposition devant s'appliquer au moment où l'actif sera réalisé ou le passif acquitté.

La Banque entend appliquer la nouvelle norme avec effet rétroactif mais sans retraitements toutefois des éléments des exercices antérieurs. Par conséquent, un montant de 39 millions de dollars sera imputé au solde d'ouverture des bénéfices non répartis au bilan consolidé de l'exercice 2001 avec une charge correspondante en réduction de l'actif net d'impôts futurs.

b) Avantages sociaux futurs

En matière d'avantages sociaux futurs, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable qui doit s'appliquer aux exercices ouverts à compter de 2001.

Pour le calcul des avantages de retraite, la nouvelle norme exige que l'on recoure aux taux courants du marché pour calculer la valeur actuarielle du passif au titre des prestations constituées.

Pour ce qui est des avantages sociaux futurs autres que des prestations de retraite, la nouvelle norme exige que l'employeur constate les coûts et obligations prévus devant découler des avantages postérieurs à la retraite, soit essentiellement les coûts des soins de santé et d'assurance-vie, à mesure que les employés acquièrent le droit à ces avantages. Le calcul de l'obligation est le même que dans le cas des régimes de retraite, en ce sens qu'il se fonde sur des données actuarielles.

La Banque entend appliquer cette nouvelle norme sur une base prospective en fixant la date de transition au 1^{er} novembre 2000. Le montant net de l'actif de transition qui devrait être de 169 millions de dollars, sera amorti à l'état consolidé des revenus, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés, qui est d'environ 14 à 18 ans.

3. Valeurs mobilières

Au 31 octobre (en millions de dollars)	Période à courir jusqu'à l'échéance					2000	1999
	Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance précise	Valeur comptable	Valeur comptable
Valeurs détenues à des fins de placement							
Titres d'emprunt du gouvernement du Canada	188 \$	2 402 \$	832 \$	44 \$	– \$	3 466 \$	4 668 \$
Titres d'emprunt d'administrations publiques provinciales et municipales	39	211	559	146	–	955	1 608
Titres d'emprunt d'administrations publiques étrangères	671	487	1 732	3 933	–	6 823	5 557
Obligations de pays désignés à marché naissant ¹⁾	–	1	–	1 224	–	1 225	1 257
Autres titres d'emprunt	158	247	1 872	770	–	3 047	2 958
Actions privilégiées	–	9	69	135	1 029 ²⁾	1 242	1 415
Actions ordinaires	–	–	–	–	2 378	2 378	1 889
Sociétés associées	–	–	219	–	184 ³⁾	403	550
Titres substituts de prêts	15	–	11	–	–	26	128
Total	1 071	3 357	5 294	6 252	3 591	19 565	20 030
Valeurs détenues à des fins de négociation ⁴⁾							
Titres d'emprunt du gouvernement du Canada	144	473	3 077	1 394	–	5 088	3 355
Titres d'emprunt d'administrations publiques provinciales et municipales	111	132	449	1 084	–	1 776	1 326
Titres d'emprunt d'administrations publiques étrangères	403	142	198	303	–	1 046	680
Actions ordinaires	–	–	–	–	10 028	10 028	5 965
Autres	1 383	542	918	887	153	3 883	2 613
Total	2 041	1 289	4 642	3 668	10 181	21 821	13 939
Total des valeurs mobilières	3 112 \$	4 646 \$	9 936 \$	9 920 \$	13 772 \$	41 386 \$	33 969 \$
Total par devise (en monnaie canadienne)							
Dollar canadien	1 696 \$	3 310 \$	5 144 \$	3 297 \$	10 702 \$	24 149 \$	19 051 \$
Dollar américain	447	659	3 741	5 850	2 773	13 470	11 546
Autres devises	969	677	1 051	773	297	3 767	3 372
Total des valeurs mobilières	3 112 \$	4 646 \$	9 936 \$	9 920 \$	13 772 \$	41 386 \$	33 969 \$

- 1) Représentent des obligations de pays désignés à marché naissant, déduction faite d'une provision pour risques-pays de 453 \$ (482 \$ en 1999). Voir la note 5.
- 2) Bien que ces titres n'aient pas d'échéance déterminée, la Banque dispose, pour la plupart d'entre eux, de diverses modalités d'encaissement ou de cession par anticipation.
- 3) Les actions de sociétés associées, qui ne comportent pas d'échéance déterminée, ont été classées sous la colonne « Aucune échéance précise ».
- 4) Les valeurs détenues à des fins de négociation sont comptabilisées à la valeur marchande.

Voici la composition des gains et des pertes non réalisés sur les valeurs détenues à des fins de placement :

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2000				1999			
	Valeur comptable	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur marchande estimative	Valeur comptable	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur marchande estimative
Titres d'emprunt du gouvernement du Canada	3 466 \$	6 \$	6 \$	3 466 \$	4 668 \$	4 \$	24 \$	4 648 \$
Titres d'emprunt d'administrations publiques provinciales et municipales	955	19	9	965	1 608	19	47	1 580
Titres d'emprunt d'administrations publiques étrangères	6 823	286	48	7 061	5 557	105	48	5 614
Obligations de pays désignés à marché naissant	1 225	409	–	1 634	1 257	308	–	1 565
Autres titres d'emprunt	3 047	23	28	3 042	2 958	10	25	2 943
Actions privilégiées	1 242	16	25	1 233	1 415	19	20	1 414
Actions ordinaires	2 378	574	96	2 856	1 889	388	113	2 164
Sociétés associées	403	–	–	403	550	–	–	550
Titres substituts de prêts	26	–	–	26	128	–	–	128
Total des valeurs détenues à des fins de placement	19 565 \$	1 333 \$	212 \$	20 686 \$	20 030 \$	853 \$	277 \$	20 606 \$

Les gains nets non réalisés sur les valeurs détenues à des fins de placement totalisant 1 121 millions de dollars (576 millions de dollars en 1999) sont passés à 863 millions de dollars (300 millions de dollars en 1999) lorsqu'on tient compte de la juste valeur nette des instruments dérivés et des autres montants visés par les opérations de couverture qui sont associés à ces valeurs.

4. Prêts

a) Prêts en cours

Les prêts de la Banque, déduction faite des revenus non gagnés et de la provision pour créances irrécouvrables à l'égard des prêts, s'établissent comme suit :

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2000	1999
Canada :		
Prêts hypothécaires à l'habitation	47 384 \$	46 161 \$
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	14 281	13 298
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	26 661	24 923
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	9 170	7 506
	97 496	91 888
États-Unis :		
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	23 768	21 654
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	13 735	6 083
	37 503	27 737
À l'étranger	34 757	28 833
	169 756	148 458
Moins : provision pour créances irrécouvrables	2 853	2 599
Total ¹⁾	166 903 \$	145 859 \$

1) Les prêts libellés en dollars US totalisent 57 431 \$ (45 633 \$ en 1999) et les prêts libellés en d'autres devises s'élèvent à 16 914 \$ (13 544 \$ en 1999). La ventilation par secteur des actifs se fonde sur le lieu d'origine du risque ultime des actifs sous-jacents.

b) Titrisation des prêts

L'encours des prêts titrisés est le suivant :

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2000	1999
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 163 \$	2 900 \$
Prêts aux particuliers	2 907	2 172
Prêts sur cartes de crédit	1 990	1 990
Prêts aux entreprises	4 124	3 986
Total	11 184 \$	11 048 \$

5. Prêts douteux et provision pour créances irrécouvrables

a) Prêts douteux

Au 31 octobre (en millions de dollars)	Prêts douteux, montant brut ^{1) 2)}	Provisions spécifiques ¹⁾ Prêts individuels	Prêts Par groupe	Provision pour risques-pays	Provision générale	2000 Prêts douteux, montant net	1999 Prêts douteux, montant net
Par type de prêt :							
Prêts hypothécaires à l'habitation	201 \$	(23)\$	— \$	— \$	— \$	178 \$	145 \$
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	315	(8)	(214)	—	—	93	127
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques :							
Secteur immobilier	5	(3)	—	—	—	2	73
Autres secteurs	2 220	(1 254)	—	—	—	966	799
Pays désignés à marché naissant	24	—	—	(24)	—	—	—
Provision générale (note 22)	—	—	—	—	(1 300)	(1 300)	(1 300)
Total	2 765 \$	(1 288)\$	(214)\$	(24)\$	(1 300)\$	(61)\$	(156)\$
Par pays :							
Canada						325 \$	435 \$
États-Unis						421	399
À l'étranger						493	310
Montant net des prêts douteux avant la provision générale						1 239	1 144
Provision générale (note 22)						(1 300)	(1 300)
Montant net						(61)\$	(156)\$

1) Le montant brut des prêts douteux et les provisions spécifiques comprennent des biens saisis destinés à la vente totalisant respectivement 36 \$ (45 \$ en 1999) et 20 \$ (23 \$ en 1999).

2) Le montant brut des prêts douteux libellés en dollars US totalise 1 626 \$ (1 315 \$ en 1999) et le montant brut des prêts douteux libellés en d'autres devises s'élève à 487 \$ (258 \$ en 1999).

b) Provision pour créances irrécouvrables

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	Provisions spécifiques réalisées	Provision pour risques-pays ¹⁾	Provision générale	2000	1999	1998
Solde au début de l'exercice	1 236 \$	545 \$	1 300 \$	3 081 \$	2 441 \$	2 078 \$
Filiales nouvellement acquises – solde à la date d'acquisition ²⁾	153	–	–	153	–	160
Radiations ³⁾	(781)	(59)	–	(840)	(658)	(565)
Recouvrements	113	–	–	113	138	57
Provision pour pertes sur prêts imputée au revenu	765	–	–	765	635	595
Provision pour pertes sur prêts imputée aux bénéfices non répartis (note 22)	–	–	–	–	550	–
Autres, y compris le redressement de change ⁴⁾	16	18	–	34	(25)	116
Solde à la fin de l'exercice	1 502 \$	504 \$	1 300 \$	3 306 \$	3 081 \$	2 441 \$

1) Comprend une somme de 453 \$ (482 \$ en 1999; 507 \$ en 1998) qui a été déduite des valeurs mobilières.

2) Le solde pour l'exercice 2000 a trait essentiellement à l'acquisition de Banco Sud Americano au Chili (voir la note 21) alors que le solde pour l'exercice 1998 a trait à l'acquisition de Banco Quilmes en Argentine.

3) Les radiations de prêts restructurés au cours de l'exercice étaient de 3 \$ (néant en 1999; 11 \$ en 1998).

4) Ce redressement tient compte de l'effet de la couverture de la provision pour pertes sur prêts à l'égard des prêts libellés en monnaies étrangères.

6. Terrains, bâtiments et matériel

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>			2000	1999
	Coût	Amortisse- ment cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Terrains	243 \$	– \$	243 \$	228 \$
Bâtiments	925	318	607	638
Matériel	2 252	1 672	580	601
Améliorations locatives	565	364	201	214
Total	3 985 \$	2 354 \$	1 631 \$	1 681 \$

L'amortissement à l'égard des bâtiments, du matériel et des améliorations locatives ci-dessus s'élève à 267 millions de dollars (254 millions de dollars en 1999; 225 millions de dollars en 1998).

7. Autres éléments d'actif

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2000	1999
Gains non réalisés sur instruments dérivés de négociation	8 244 \$	8 039 \$
Intérêts courus	2 939	2 288
Débiteurs	610	794
Impôts reportés	922	946
Éléments identifiables de l'actif incorporel	199	224
Écart d'acquisition	297	138
Autres	2 489	2 475
Total	15 700 \$	14 904 \$

8. Dépôts

Au 31 octobre (en millions de dollars)	Payables à vue	Payables à préavis	Payables à terme fixe	2000	1999
Canada :					
Particuliers	2 001 \$	13 801 \$	42 734 \$	58 536 \$	56 636 \$
Entreprises et administrations publiques	6 958	6 365	20 397	33 720	28 803
Banques	85	—	699	784	530
	9 044	20 166	63 830	93 040	85 969
États-Unis :					
Particuliers	8	145	1 011	1 164	935
Entreprises et administrations publiques	152	68	21 196	21 416	17 243
Banques	36	—	5 033	5 069	4 200
	196	213	27 240	27 649	22 378
À l'étranger :					
Particuliers	400	3 639	5 233	9 272	8 144
Entreprises et administrations publiques	2 011	1 013	18 820	21 844	18 024
Banques	436	282	21 377	22 095	22 103
	2 847	4 934	45 430	53 211	48 271
Total ¹⁾	12 087 \$	25 313 \$	136 500 \$	173 900 \$	156 618 \$

1) Les dépôts libellés en dollars US totalisent 64 709 \$ (57 519 \$ en 1999) et les dépôts libellés en d'autres monnaies étrangères s'élèvent à 25 240 \$ (22 161 \$ en 1999). La ventilation par secteurs des dépôts se fonde sur le lieu de résidence du déposant.

9. Autres engagements

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2000	1999
Pertes non réalisées sur instruments dérivés de négociation	8 715 \$	8 651 \$
Intérêts courus	3 307	3 223
Créditeurs et frais à payer	1 686	1 376
Revenus reportés	430	323
Engagements de filiales autres que des dépôts	1 802	656
Certificats-or et certificats-argent	3 189	2 956
Chèques et autres éléments en circulation, montant net	457	60
Autres	3 715	3 073
Total	23 301 \$	20 318 \$

10. Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2000	1999
Part des actionnaires sans contrôle dans le capital-actions ordinaire des filiales	229 \$	198 \$
Titres fiduciaires de la Banque Scotia – Série 2000-1 ¹⁾ émis par Fiducie de Capital Scotia	500	—
Total	729 \$	198 \$

1) Au cours de l'exercice 2000, Fiducie de Capital Scotia, fiducie d'investissement à capital fixe et à vocation spécifique appartenant exclusivement à la Banque a émis pour 500 millions de dollars de Titres fiduciaires de la Banque Scotia – Série 2000-1 qui sont admissibles à titre de capital de catégorie 1 en vertu de la ligne directrice du surintendant sur la suffisance des capitaux propres. Voir la note 12 9).

11. Débentures subordonnées

Ces débentures, qui représentent des obligations directes non garanties de la Banque, sont subordonnées aux créances des déposants et autres créanciers de la Banque. Celle-ci conclut, au besoin, des swaps de taux d'intérêt et de devises pour se protéger contre les risques afférents à ces débentures. Les débentures en cours s'établissent comme suit au 31 octobre :

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>				
Date d'échéance	Taux d'intérêt (%)	Modalités ¹⁾ (devises en millions)	2000	1999
Mars 2001	11,4		4 \$	4 \$
Mars 2001	10,75		35	35
Juillet 2001	10,35	Rachetables en tout temps	43	43
Mars 2003	8,1		116	116
Mai 2003	6,875	250 \$ US	381	368
Décembre 2006	6,0	Rachetables en tout temps. Après le 4 décembre 2001, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	350	350
Juin 2007	6,25	Rachetables en tout temps. Après le 12 juin 2002, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	300	300
Juillet 2007	6,5	500 \$ US. Rachetables à toute date de paiement d'intérêt à compter du 15 juillet 2002. Après le 15 juillet 2002, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au TIOL de trois mois en dollars US majoré de 1 %	761	736
Avril 2008	5,4	Rachetables en tout temps. Après le 1 ^{er} avril 2003, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	600	600
Septembre 2008	6,25	250 \$ US	380	368
Février 2011	7,4	Rachetables à compter du 8 février 2001. Après le 8 février 2006, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	300	300
Juillet 2012	6,25	Rachetables en tout temps. Après le 16 juillet 2007, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	500	500
Juillet 2013	5,65	Rachetables en tout temps. Après le 22 juillet 2008, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	425	425
Septembre 2013	8,3	Rachetables en tout temps	250	250
Mai 2014	5,75	Rachetables en tout temps. Après le 12 mai 2009, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	350	350
Juin 2025	8,9	Rachetables à compter du 20 juin 2000	250	250
Août 2085	Variable	214 \$ US (258 \$ US en 1999) portant intérêt à un taux variable égal au taux offert sur les dépôts de six mois en eurodollars majoré de 0,125 %; rachetables à toute date de paiement d'intérêt	325	379
Total			5 370 \$	5 374 \$

Les échéances globales des débentures sont les suivantes (en millions de dollars) :

Moins de 1 an	82 \$
Entre 1 an et 2 ans	—
Entre 2 et 3 ans	497
Entre 3 et 4 ans	—
Entre 4 et 5 ans	—
Entre 5 et 10 ans	2 391
Plus de 10 ans	2 400
	<u>5 370 \$</u>

1) Conformément aux dispositions de la ligne directrice du surintendant sur la suffisance des capitaux propres, tous les rachats sont assujettis à l'approbation des autorités de réglementation.

12. Capital-actions et régime d'options d'achat d'actions

Autorisé :

Actions privilégiées : Un nombre illimité d'actions sans valeur nominale, dont la contrepartie globale ne doit pas dépasser 4 milliards de dollars.

Actions ordinaires : Un nombre illimité d'actions sans valeur nominale, dont la contrepartie globale ne doit pas dépasser 5 milliards de dollars.

Émis et entièrement libéré au 31 octobre (en millions de dollars)	2000		1999	
	Nombre d'actions en circulation	Montant	Nombre d'actions en circulation	Montant
Actions privilégiées :				
Série 6 ¹⁾	12 000 000	300 \$	12 000 000	300 \$
Série 7 ²⁾	8 000 000	200	8 000 000	200
Série 8 ³⁾	9 000 000	225	9 000 000	225
Série 9 ⁴⁾	10 000 000	250	10 000 000	250
Série 10 ⁵⁾	7 100	—	7 100	—
Série 11 ⁶⁾	9 992 900	250	9 992 900	250
Série 12 ⁷⁾	12 000 000	300	12 000 000	300
Total émis par la Banque	61 000 000	1 525 \$	61 000 000	1 525 \$
Émises par la Société de placement hypothécaire Scotia ⁸⁾	250 000	250	250 000	250
Total des actions privilégiées ⁹⁾	61 250 000	1 775 \$	61 250 000	1 775 \$
Actions ordinaires :				
En circulation au début de l'exercice	494 251 965	2 678 \$	492 088 772	2 625 \$
Émises en vertu du Régime de dividendes et d'achat d'actions ¹⁰⁾	1 200 368	40	1 034 923	35
Émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions (note 13)	2 512 400	47	1 128 270	18
En circulation à la fin de l'exercice	497 964 733	2 765 \$	494 251 965	2 678 \$
Total du capital – actions		4 540 \$		4 453 \$

- 1) Les actions privilégiées de série 6 à dividende non cumulatif comportent un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,446875 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées par la Banque en totalité ou en partie à compter du 29 octobre 2002, moyennant leur paiement en espèces ou l'émission d'actions ordinaires. À compter du 28 avril 2003, chaque action privilégiée de série 6 pourra être convertie au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.
- 2) Les actions privilégiées de série 7 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,44375 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées en totalité ou en partie par la Banque à compter du 29 juillet 2002, à des primes qui diminueront progressivement et moyennant leur paiement en espèces ou l'émission d'actions ordinaires. À compter du 27 janvier 2005, chaque action privilégiée de série 7 pourra être convertie au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.
- 3) Les actions privilégiées de série 8 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,4375 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées en totalité ou en partie par la Banque à compter du 29 janvier 2003, à des primes qui diminueront progressivement et moyennant leur paiement en espèces ou l'émission d'actions

ordinaires. À compter du 27 juillet 2005, chaque action privilégiée de série 8 pourra être convertie au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.

- 4) Les actions privilégiées de série 9 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,421875 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions peuvent être rachetées en totalité ou en partie par la Banque à compter du 28 avril 2003, à des primes qui diminueront progressivement et moyennant leur paiement en espèces ou l'émission d'actions ordinaires. À compter du 27 octobre 2005, chaque action privilégiée de série 9 pourra être convertie au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.
- 5) Les actions privilégiées de série 10 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,02 \$. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, la Banque peut racheter les actions en totalité ou en partie, à leur valeur nominale, à compter du 26 avril 2001, moyennant un paiement en espèces de 10,00 \$ par action, majoré des dividendes déclarés et impayés à la date de rachat.
- 6) Les actions privilégiées de série 11 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende privilégié trimestriel en espèces non cumulatif de 0,375 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, la Banque pourra racheter les actions en totalité ou en partie à compter du 28 janvier 2004 moyennant un paiement en espèces ou l'émission d'actions

- ordinaires. À compter du 27 janvier 2006, chaque action privilégiée de série 11 pourra être convertie au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.
- 7) Les actions privilégiées de série 12 à dividende non cumulatif, émises le 14 juillet 1998, donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées en totalité ou en partie par la Banque à compter du 29 octobre 2013 à leur valeur nominale moyennant un paiement en espèces de 25,00 \$ par action, majoré des dividendes déclarés qui n'auront pas été versés à la date du rachat.
- 8) La Société de placement hypothécaire Scotia, filiale en propriété exclusive de la Banque, a émis des actions privilégiées de catégorie A qui donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif de 32,85 \$ par action, payable semestriellement, s'il est déclaré et au moment où il le sera. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions privilégiées de catégorie A pourront, à compter du 31 octobre 2007, être rachetées en totalité moyennant un paiement en espèces par la Société de placement hypothécaire Scotia ou, au gré de la Banque, être échangées contre des actions ordinaires de la Banque. À compter du 31 octobre 2007, les actions privilégiées de catégorie A seront échangeables au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque, avant la date de l'échange, de racheter au comptant ces actions ou de trouver d'autres acheteurs pour celles-ci. Dans certaines circonstances, les actions privilégiées de catégorie A de la Société de placement hypothécaire Scotia seront échangées d'office sans le consentement de leurs porteurs contre des actions privilégiées de série Z à dividende non cumulatif de la Banque, lesquelles seront assorties du même taux de dividende et de modalités de rachat similaires.
- 9) Le 4 avril 2000, Fiducie de Capital Scotia, fiducie d'investissement à capital fixe en propriété exclusive de la Banque, a émis 500 000 Titres fiduciaires de la Banque Scotia – 2000-1 (« TFB Scotia »). Ces titres peuvent être échangés dans certains cas contre des actions privilégiées série Y à dividende non cumulatif de la Banque.
- Chaque TFB Scotia donne droit à un dividende semestriel en espèces fixe non cumulatif de 36,55 \$ par TFB Scotia. Le premier dividende en espèces de 54,27 \$ par TFB Scotia sera versé le 31 décembre 2000. Si la Banque omettait de déclarer des dividendes normaux sur ses actions privilégiées ou ordinaires directement émises, les dividendes en espèces ne seront pas versés sur les TFB Scotia.
- Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les TFB Scotia pourront être rachetés en totalité avant le 30 juin 2005 si certains changements sont apportés à l'impôt sur le capital ou au capital réglementaire ou à compter du 30 juin 2005, au gré de Fiducie de Capital Scotia. À compter du 30 juin 2011, les TFB Scotia pourront être échangés, au gré du porteur, contre des actions privilégiées de série Y à dividende non cumulatif de la Banque, sous réserve du droit de la Banque, avant la date de l'échange, de racheter ces titres au comptant ou de trouver d'autres acheteurs pour ceux-ci. Dans certaines circonstances, les TFB Scotia seront échangés d'office sans le consentement de leurs porteurs contre des actions privilégiées de série Y à dividende non cumulatif de la Banque. Se reporter à la note 10, Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.
- 10) Au 31 octobre 2000, un total de 12 476 138 actions ordinaires ont été réservées pour émission future aux termes du Régime de dividendes et d'achat d'actions des actionnaires.

Restrictions sur le paiement de dividendes

Aux termes de la *Loi sur les banques*, il est interdit à la Banque de déclarer des dividendes sur ses actions ordinaires et privilégiées si une telle déclaration devait la placer en contravention des dispositions concernant la suffisance des capitaux propres, les liquidités ou toute autre directive de réglementation émanant de la *Loi sur les banques*. De plus, les dividendes ne pourront être versés sur les actions ordinaires que si les tous les dividendes auxquels les porteurs d'actions privilégiées ont droit sont payés ou s'il y a suffisamment de fonds réservés à cette fin.

Dans le cas où les dividendes en espèces applicables sur les TFB Scotia ne sont pas versés à une date régulière, la Banque s'est engagée à ne pas déclarer de dividendes d'aucune sorte sur ses actions privilégiées ou ordinaires.

13. Rémunération à base d'actions

a) Régime d'options d'achat d'actions

Aux termes du Régime d'options d'achat d'actions, des options visant l'achat d'actions ordinaires peuvent être octroyées à certains employés. Le prix de levée ne doit pas être inférieur au cours de clôture des actions ordinaires de la Banque de Nouvelle-Écosse à la Bourse de Toronto le dernier jour de bourse précédant la date de l'octroi. Les droits à ces options s'acquièrent sur une période de quatre ans et celles-ci peuvent être levées au plus tard 10 ans après la date d'octroi. Ces options expirent entre le 3 juin 2004 et le 3 mars 2010.

Au total, 49 000 000 actions ont été réservées pour émission aux termes de ce régime dont 6 858 137 actions ont été émises à la suite de la levée d'options.

Voici un sommaire des activités intervenues dans les options d'achat d'actions de la Banque :

	2000		1999		1998 ¹⁾	
	Nombre d'options d'achat d'actions (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré
<i>Au 31 octobre</i>						
Non levées au début de l'exercice	22 449	26,29 \$	17 895	23,81 \$	13 915	18,91 \$
Octroyées	6 026	28,35	5 904	31,64	5 259	35,10
Levées	(2 512)	18,79	(1 128)	15,85	(1 047)	16,26
Confisquées	(642)	26,83	(222)	21,87	(232)	20,20
Non levées à la fin de l'exercice	25 321	27,51 \$	22 449	26,29 \$	17 895	23,81 \$
Pouvant être levées à la fin de l'exercice	11 401	23,98 \$	9 260	20,35 \$	6 363	16,83 \$
Réservées pour octroi	16 821		22 205		2 887	

1) Les montants des options ont été redressés pour tenir compte de la division d'actions à raison de deux pour une, qui a eu lieu le 12 février 1998.

Les options d'achat d'actions non levées et pouvant être levées sont comme suit, selon leur prix de levée :

<i>Au 31 octobre, 2000</i>	Options non levées			Options pouvant être levées	
	Nombre d'options d'achat d'actions (en milliers)	Durée contractuelle moyenne pondérée résiduelle (en années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré
Fourchette des prix de levée					
De 13,25 \$ à 16,525 \$	4 893	5,0	15,36 \$	4 893	15,36 \$
De 26,05 \$ à 35,10 \$	20 428	8,0	30,42 \$	6 508	30,47 \$
	25 321	7,4	27,51 \$	11 401	23,98 \$

b) Autres régimes de rémunération à base d'actions

La Banque a trois autres régimes de rémunération à base d'actions qui ont donné lieu à une autre charge totale de 74 millions de dollars en 2000 (18 millions de dollars en 1999; 38 millions de dollars en 1998) aux postes Salaires et Autres prestations au personnel à l'état consolidé des revenus. Voici une description de ces régimes :

Programmes d'actionnariat des employés

Les employés admissibles peuvent y cotiser jusqu'à concurrence d'un pourcentage déterminé de leur salaire ou d'un montant maximal, selon le moins élevé des deux, en vue de l'achat d'actions ordinaires de la Banque ou de dépôts auprès de la Banque. La Banque verse de son côté la moitié des cotisations admissibles. Le fiduciaire des régimes utilise la totalité des cotisations pour acheter des actions ordinaires sur le marché libre.

Droits à la plus-value des actions

Les droits à la plus-value des actions sont octroyés en lieu et place d'options d'achat d'actions à certains employés résidant dans des pays où les lois locales empêchent la Banque d'accorder des options. Les droits à la plus-value des actions se fondent sur des unités d'actions fictives dont les valeurs correspondent au cours de clôture des actions ordinaires de la Banque de Nouvelle-Écosse à la Bourse de Toronto le jour précédant la date de l'octroi. L'acquisition des droits à la plus-value des actions de même que les modalités d'exercice sont analogues à ceux des options d'achat d'actions. Lorsqu'un droit à la plus-value

des actions est exercé, la Banque verse au comptant le montant qui correspond à l'appréciation du cours des actions ordinaires de la Banque depuis la date d'octroi. Au cours de l'exercice 2000, 1 455 000 droits à la plus-value des actions ont été octroyés (1 365 700 en 1999; 1 189 000 en 1998) et au 31 octobre 2000, 5 444 095 droits à la plus-value des actions n'avaient pas été exercés, sur lesquels une tranche de 2 196 370 était acquise.

Régime de participation différée unités-actions (UADD)

Aux termes du Régime de participation différée unités-actions, des cadres dirigeants peuvent choisir de recevoir la totalité ou une partie des primes en espèces devant leur être versées en vertu du Programme d'intéressement des cadres en unités-actions. La valeur des unités se fonde sur le cours de clôture des actions ordinaires de la Banque de Nouvelle-Écosse à la Bourse de Toronto le jour précédant la date de notification. Ces unités cumulent des dividendes équivalents sous la forme d'unités additionnelles basées sur les dividendes versés sur les actions ordinaires de la Banque. Les unités peuvent être rachetées uniquement lorsque le dirigeant cesse de travailler pour la Banque; elles doivent être rachetées en deçà d'un an par la suite. Au 31 octobre 2000, 258 420 unités étaient en circulation (107 202 en 1999; néant en 1998).

14. Impôts sur le revenu

Éléments constitutifs de la provision pour impôts sur le revenu

<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2000	1999	1998
Provision pour impôts sur le revenu à l'état consolidé des revenus :			
Impôts exigibles	956 \$	893 \$	851 \$
Impôts reportés	34	(26)	(89)
	990	867	762
Provision pour impôts reportés à l'état consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires :			
Gains et pertes de change non réalisés et autres	9	13	(66)
Augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts (note 22)	—	(236)	—
	9	(223)	(66)
Total de la provision pour impôts sur le revenu	999 \$	644 \$	696 \$
Impôts sur le revenu exigibles :			
Canada :			
Fédéral	405 \$	300 \$	315 \$
Provincial	220	232	183
Étranger	331	361	353
	956	893	851
Impôts sur le revenu reportés :			
Canada :			
Fédéral	28	(171)	(134)
Provincial	12	(86)	(16)
Étranger	3	8	(5)
	43	(249)	(155)
Total des impôts sur le revenu	999 \$	644 \$	696 \$

Rapprochement avec le taux statutaire

L'impôt sur le revenu figurant à l'état consolidé des revenus diffère pour les raisons suivantes du montant que l'on aurait obtenu si l'on avait appliqué le taux combiné d'impôt sur le revenu fédéral et provincial réglementaire :

<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2000		1999		1998	
	Montant	Pourcentage de revenus avant impôts	Montant	Pourcentage de revenus avant impôts	Montant	Pourcentage de revenus avant impôts
Impôts sur le revenu au taux réglementaire	1 267 \$	42,5 %	1 055 \$	42,8 %	939 \$	42,8 %
Augmentation (diminution) des impôts sur le revenu imputable aux éléments suivants :						
Revenu des filiales, sociétés associées et succursales étrangères assujetti à un taux d'imposition moyen inférieur	(230)	(7,7)	(164)	(6,6)	(173)	(7,8)
Revenu non imposable provenant de valeurs mobilières	(96)	(3,2)	(74)	(3,0)	(66)	(3,0)
Autres, montant net	49	1,6	50	2,0	62	2,8
Total des impôts sur le revenu et taux d'imposition effectif	990 \$	33,2 %	867 \$ ¹⁾	35,2 % ¹⁾	762 \$	34,8 %

1) Si l'augmentation de la provision générale dont il est question à la note 22 avait été imputée au revenu, le total des impôts sur le revenu aurait été de 631 \$ et le taux d'imposition effectif aurait été de 33,0 %.

Impôts reportés

L'incidence fiscale des écarts temporaires donnant lieu à l'actif net d'impôts sur le revenu reportés figurant au poste Autres éléments d'actif s'établit comme suit :

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2000	1999
Actif d'impôts reportés :		
Provision pour créances irrécouvrables	623 \$	647 \$
Revenu reporté	126	105
Valeurs mobilières	141	128
Autre	360	382
	1 250	1 262
Passif d'impôts reportés :		
Locaux et matériel	56	69
Caisse de retraite	146	165
Autre	126	82
	328	316
Actif net d'impôts reportés	922 \$	946 \$

La Banque est pratiquement certaine de voir se matérialiser l'actif net d'impôts reportés par le truchement du renversement futur du sens des écarts temporaires.

15. Régimes de retraite

La Banque administre plusieurs régimes de retraite au nom de ses employés. La dernière évaluation actuarielle a été préparée en date du 1^{er} novembre 1999. L'actif total de la caisse de retraite au 31 octobre 2000 s'élevait à 2 976 millions de dollars (2 724 millions de dollars en

1999). La valeur actuarielle des prestations de retraite constituées au titre des services rendus jusqu'au 31 octobre 2000 était d'environ 2 275 millions de dollars (2 156 millions de dollars en 1999).

16. Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, la Banque offre à ses sociétés associées les services bancaires habituels à des conditions

analogues à celles qui s'appliquent à des tiers.

17. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée, commerciale et grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois principales unités d'exploitation, à savoir : Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux.

La division Réseau canadien fournit un vaste étalage de services bancaires du type Clientèles privée et commerciale par l'intermédiaire de ses succursales et de ses circuits de distribution électronique tant aux particuliers qu'aux petites et moyennes entreprises canadiennes. Les services de détail se composent de prêts aux particuliers et de prêts hypothécaires, de services de cartes de débit et de crédit, d'opérations sur comptes de dépôt dans des comptes d'épargne, de chèque et de retraite, de services de fiducie personnelle, de courtage au détail, d'opérations dans des sociétés de placement à capital variable et de services d'opérations. Outre les services de crédit, les clients de la division commerciale bénéficient de services de dépôt et de gestion de trésorerie.

La division Opérations internationales fournit des services bancaires de détail et des services commerciaux par l'intermédiaire de ses succursales, filiales et sociétés étrangères affiliées. Les produits et services offerts sont généralement les mêmes que ceux de la division Opérations canadiennes.

Scotia Capitaux est en somme une banque d'affaires et d'investissement intégrée qui veille à combler les besoins de sa clientèle en matière de services de crédit, sur les marchés financiers et en matière de gestion des risques dans le cadre des relations que la Banque entretient dans le monde entier avec des sociétés et des institutions financières d'envergure ainsi qu'avec des administrations publiques de pays importants.

On retrouve parmi les services offerts des services de crédit et des services connexes, le placement de titres (obligations et actions), change de devises, produits dérivés, produits de métaux précieux et de métaux communs et services consultatifs financiers. De même, elle opère des activités de négociation pour son propre compte et gère le financement à court terme de la Banque.

L'autre catégorie représente des unités d'exploitation de moindre envergure comprenant la division Trésorerie de groupe et d'autres postes se rapportant au siège social qui ne sont pas ventilés à une unité d'exploitation.

Les résultats de ces divisions se fondent sur les systèmes de rapports financiers internes de la Banque. Les conventions comptables qu'appliquent ces divisions sont généralement les mêmes que celles qui sont suivies dans la préparation des états financiers consolidés, ainsi qu'il en est fait mention à la note 1. La seule différence significative en matière de mesure comptable revient à la majoration du revenu net d'intérêts exempt d'impôts pour le porter à une valeur analogue à celle qu'il aurait avant impôts dans le cas des divisions en cause.

À cause de la complexité de la Banque, il a fallu recourir à diverses estimations et à diverses méthodes de ventilation dans la préparation des renseignements financiers afférents aux divisions. Les éléments d'actif et de passif sont établis aux fins des prix de cession interne aux prix du marché de gros, et les charges du siège social sont réparties entre chacune des divisions en fonction de l'utilisation. De même le capital est réparti entre les divisions selon une méthode établie en fonction du risque. Les opérations conclues entre les divisions sont inscrites dans les résultats de chacune d'elles comme si elles avaient été conclues avec un tiers et, de ce fait, sont éliminées de la consolidation.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000

(en millions de dollars) Selon la matière imposable	Réseau canadien	Opérations internationales	Scotia Capitaux	Autre ¹⁾	Total
Revenu d'intérêts net	2 932 \$	1 371 \$	1 385 \$	(489)\$	5 199 \$
Provision pour pertes sur prêts	(210)	(185)	(412)	42	(765)
Autres revenus	1 706	451	1 001	507	3 665
Revenu d'intérêts net et autres revenus	4 428	1 637	1 974	60	8 099
Amortissement des immobilisations et de l'écart d'acquisition	(168)	(58)	(24)	(45)	(295)
Autres frais autres que d'intérêts	(2 804)	(999)	(885)	(136)	(4 824)
Revenu avant ce qui suit :	1 456	580	1 065	(121)	2 980
Provision pour impôts sur le revenu	(574)	(173)	(415)	172	(990)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	—	(43)	—	(21)	(64)
Revenu net	882 \$	364 \$	650 \$	30 \$	1 926 \$
Total de l'actif moyen (en milliards de dollars)	89 \$	31 \$	101 \$	18 \$	239 \$

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999 ²⁾

<i>(en millions de dollars) Selon la matière imposable</i>	Opérations Canadiennes	Opérations internationales	Scotia Capitaux	Autre ¹⁾	Total
Revenu d'intérêts net	2 778 \$	1 083 \$	1 200 \$	(389) \$	4 672 \$
Provision pour pertes sur prêts	(269)	(115)	(136)	(115) ³⁾	(635) ³⁾
Autres revenus	1 472	402	974	335	3 183
Revenu d'intérêts net et autres revenus	3 981	1 370	2 038	(169)	7 220
Amortissement des immobilisations et de l'écart d'acquisition	(161)	(47)	(31)	(38)	(277)
Autres frais autres que d'intérêts	(2 742)	(823)	(765)	(149)	(4 479)
Revenu avant ce qui suit :	1 078	500	1 242	(356)	2 464
Provision pour impôts sur le revenu	(429)	(158)	(497)	217	(867)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	–	(46)	–	–	(46)
Revenu net	649 \$	296 \$	745 \$	(139)³⁾\$	1 551³⁾\$
Total de l'actif moyen (en milliards de dollars)	86 \$	26 \$	97 \$	20 \$	229 \$

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 1998 ²⁾

<i>(en millions de dollars) Selon la matière imposable</i>	Opérations Canadiennes	Opérations internationales	Scotia Capitaux	Autre ¹⁾	Total
Revenu d'intérêts net	2 800 \$	1 003 \$	859 \$	(285)\$	4 377 \$
Provision pour pertes sur prêts	(303)	(155)	(44)	(93)	(595)
Autres revenus	1 354	335	840	329	2 858
Revenu d'intérêts net et autres revenus	3 851	1 183	1 655	(49)	6 640
Amortissement des immobilisations et de l'écart d'acquisition	(136)	(39)	(32)	(41)	(248)
Autres frais autres que d'intérêts	(2 635)	(675)	(826)	(62)	(4 198)
Revenu avant ce qui suit :	1 080	469	797	(152)	2 194
Provision pour impôts sur le revenu	(439)	(183)	(314)	174	(762)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	–	(38)	–	–	(38)
Revenu net	641 \$	248 \$	483 \$	22 \$	1 394 \$
Total de l'actif moyen (en milliards de dollars)	80 \$	23 \$	89 \$	22 \$	214 \$

- 1) Comprend les revenus provenant de toutes les autres unités d'exploitation de moindre importance qui sont de 356 \$ en 2000 (de 361 \$ en 1999 et de 243 \$ en 1998) et le revenu net de 193 \$ en 2000 (205 \$ en 1999; 139 \$ en 1998). Comprend également les redressements du siège social tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu, les augmentations de la provision générale, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.
- 2) Certains chiffres correspondants ont été retraités pour qu'ils soient conformes au mode de présentation des unités de l'exercice à l'étude.
- 3) Se reporter à la note 22 pour ce qui est de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts imputée directement aux bénéfices non répartis en 1999.

Le tableau suivant présente un résumé des résultats financiers de la Banque par secteur géographique. Les revenus et frais qui n'ont pas été réaffectés à des secteurs d'activité d'exploitation bien précis sont pris en compte dans le compte Redressements du siège social.

Secteur géographique ¹⁾

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000
(en millions de dollars)

	Canada	États-Unis	Autre pays étrangers	Total
Revenu d'intérêts net	3 282 \$	651 \$	1 588 \$	5 521 \$
Provision pour pertes sur prêts	(243)	(308)	(256)	(807)
Autres revenus	2 407	469	588	3 464
Frais autres que d'intérêts	(3 455)	(287)	(1 229)	(4 971)
Provision pour impôts sur le revenu	(682)	(217)	(176)	(1 075)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	—	—	(43)	(43)
Revenu	1 309 \$	308 \$	472 \$	2 089 \$
Redressements du siège social				(163)
Revenu net				1 926 \$
Total de l'actif moyen (en milliards de dollars)	143 \$	39 \$	54 \$	236 \$
Redressements du siège social				3
Total de l'actif moyen y inclus les redressements du siège social				239 \$

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999 ²⁾
(en millions de dollars)

	Canada	États-Unis	Autre pays étrangers	Total
Revenu d'intérêts net	3 041 \$	582 \$	1 345 \$	4 968 \$
Provision pour pertes sur prêts	(182)	(229)	(109)	(520)
Autres revenus	2 133	456	564	3 153
Frais autres que d'intérêts	(3 306)	(236)	(1 056)	(4 598)
Provision pour impôts sur le revenu	(597)	(230)	(235)	(1 062)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	—	—	(46)	(46)
Revenu	1 089 \$	343 \$	463 \$	1 895 \$
Redressements du siège social				(344) ³⁾
Revenu net				1 551 ³⁾\$
Total de l'actif moyen (en milliards de dollars)	133 \$	37 \$	54 \$	224 \$
Redressements du siège social				5
Total de l'actif moyen y inclus les redressements du siège social				229 \$

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 1998 ²⁾
(en millions de dollars)

	Canada	États-Unis	Autre pays étrangers	Total
Revenu d'intérêts net	2 978 \$	403 \$	1 149 \$	4 530 \$
Provision pour pertes sur prêts	(304)	(55)	(143)	(502)
Autres revenus	1 834	412	500	2 746
Frais autres que d'intérêts	(3 213)	(238)	(920)	(4 371)
Provision pour impôts sur le revenu	(455)	(211)	(188)	(854)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	—	—	(38)	(38)
Revenu	840 \$	311 \$	360 \$	1 511 \$
Redressements du siège social				(117)
Revenu net				1 394 \$
Total de l'actif moyen (en milliards de dollars)	128 \$	30 \$	48 \$	206 \$
Redressements du siège social				8
Total de l'actif moyen y inclus les redressements du siège social				214 \$

1) Les revenus sont attribués aux pays en fonction de l'endroit où les services sont rendus ou que les éléments d'actif sont inscrits.

2) Certains chiffres correspondants ont été retraités pour qu'ils soient conformes au mode de présentation de l'exercice à l'étude.

3) Se reporter à la note 22 pour ce qui est de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts imputée directement aux bénéfices non répartis de 1999.

18. Engagements et passif éventuel

a) Engagements de crédit indirects

Dans le cours normal de ses activités, divers engagements de crédit indirects sont en cours et ne sont pas reflétés dans les états financiers consolidés. Ces engagements peuvent prendre diverses formes, notamment :

- des garanties et lettres de crédit de soutien, qui représentent un engagement irrévocable d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait respecter ses obligations financières ou ses engagements contractuels;
- des lettres de crédit documentaires et lettres de crédit commerciales, en vertu desquelles la Banque s'engage à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités;

- des engagements de crédit, qui représentent une promesse de la Banque de rendre disponible, à certaines conditions, un crédit, soit sous forme de prêt ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'une durée déterminés;
- le prêt de valeurs mobilières lorsque la Banque, à titre de mandataire, consent à prêter à un tiers des valeurs mobilières appartenant à un client. L'emprunteur doit garantir le prêt en tout temps, par l'affectation de biens suffisants.

Ces instruments financiers sont assujettis aux normes habituelles en matière de crédit, de contrôle financier et de contrôle du risque.

Le tableau ci-dessous donne une répartition détaillée des engagements de crédit indirects hors bilan de la Banque, représentés par les montants contractuels des engagements ou contrats s'y rattachant.

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2000	1999
Garanties et lettres de crédit de soutien	11 228 \$	10 803 \$
Lettres de crédit documentaires et lettres de crédit commerciales	771	736
Engagements de crédit :		
Échéance initiale de un an ou moins	84 554	71 902
Échéance initiale de plus de un an	43 107	43 060
Prêts de valeurs mobilières	4 796	2 974
Total des engagements de crédit indirects hors bilan	144 456 \$	129 475 \$

b) Engagements en vertu de contrats de location

Les engagements futurs minimums au 31 octobre 2000 au titre de la location de bâtiments et de matériel en vertu de contrats à long terme non résiliables sont les suivants :

<i>Pour l'exercice (en millions de dollars)</i>	
2001	168 \$
2002	146
2003	125
2004	106
2005	85
2006 et par la suite	665
Total	1 295 \$

Les frais de location de bâtiments, déduction faite des revenus de sous-location, qui sont portés à l'état consolidé des revenus, s'élèvent à 179 millions de dollars (187 millions de dollars en 1999; 172 millions de dollars en 1998).

c) Nantissement d'éléments d'actif

Dans le cours normal de ses activités, la Banque transporte des valeurs mobilières et d'autres éléments d'actif en nantissement d'éléments de passif. Le détail des éléments d'actif transportés en nantissement est fourni ci-dessous :

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2000	1999
Éléments d'actif transportés en nantissement à :		
la Banque du Canada ¹⁾	73 \$	73 \$
des administrations publiques et des banques centrales étrangères ¹⁾	2 669	1 439
des systèmes de compensation et de paiement et des dépositaires ¹⁾	328	290
Éléments d'actif transportés en nantissement au titre d'opérations sur instruments dérivés cotés en bourse	40	89
Éléments d'actif donnés en gage à titre de garantie pour :		
Des valeurs mobilières empruntées	4 015	4 900
Des obligations relatives à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	23 792	16 781
Des prêts à vue	89	93
Des opérations hors cote sur produits dérivés	59	70
Total	31 065 \$	23 735 \$

1) Comprend les éléments d'actif transportés en nantissement aux fins d'une participation dans des systèmes de compensation et de paiement ainsi que de dépositaires, ou en vue d'un accès aux installations de banques centrales dans des territoires étrangers.

d) Litiges

La Banque et ses filiales font l'objet d'un certain nombre de poursuites et de procédures judiciaires qui découlent de leurs activités normales. La direction de la Banque estime que le règlement de ces pour-

suites et procédures n'aura pas, dans l'ensemble, une incidence importante sur la situation financière de la Banque ni sur les résultats de son exploitation.

19. Instruments financiers

a) Juste valeur

La juste valeur correspond au montant estimatif de la contrepartie dont conviendraient deux parties informées et consentantes agissant en toute liberté; la meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché, le cas échéant. Nombre des instruments financiers de la Banque n'ont pas de débouché sur le marché. En conséquence, ces instruments ont été évalués à l'aide d'une technique d'actualisation ou d'une autre méthode d'évaluation et la valeur obtenue n'est pas nécessairement indicatrice du montant réalisable sur règlement immédiat des instruments. En outre, le calcul de la juste valeur estimative

se fonde sur la situation du marché à un moment précis et peut ne pas refléter la juste valeur future.

La fluctuation des taux d'intérêt constitue la principale cause de la variation de la juste valeur des instruments financiers de la Banque. La plupart des instruments financiers de la Banque sont comptabilisés au coût historique, qui n'est pas rajusté pour tenir compte des augmentations ou des diminutions de la juste valeur découlant des fluctuations du marché, y compris des fluctuations des taux d'intérêt. La valeur comptable des instruments financiers détenus à des fins de négociation est continuellement rajustée en fonction de la juste valeur.

Le tableau suivant indique la juste valeur des instruments financiers et des instruments dérivés figurant au bilan de la Banque, établie à l'aide des méthodes d'évaluation et des hypothèses décrites ci-dessous. La juste valeur des éléments d'actif et de passif qui ne sont pas considérés comme des instruments financiers, comme les terrains, les bâtiments et le matériel, n'est pas présentée.

	2000			1999		
	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Favorable/ (défavorable)	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Favorable/ (défavorable)
<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>						
Actif :						
Liquidités	18 744 \$	18 744 \$	– \$	17 115 \$	17 115 \$	– \$
Valeurs mobilières	42 507	41 386	1 121 ¹⁾	34 545	33 969	576 ¹⁾
Prêts	166 494	166 903	(409)	145 317	145 859	(542)
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 807	8 807	–	9 163	9 163	–
Autres	3 780	3 780	–	3 832	3 832	–
Passif :						
Dépôts	174 633	173 900	(733)	157 015	156 618	(397)
Acceptations	8 807	8 807	–	9 163	9 163	–
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	23 792	23 792	–	16 781	16 781	–
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	4 297	4 297	–	2 833	2 833	–
Autres	13 364	13 364	–	10 614	10 614	–
Dépendances subordonnées	5 293	5 370	77	5 261	5 374	113
Instruments dérivés (note 20)	779	596 ²⁾	183	(9)	(179) ²⁾	170

1) Ne comprend pas des pertes réalisées sur valeurs mobilières et reportées de 252 \$ (237 \$ en 1999).

2) Ce montant représente un élément d'actif net en 2000 et un élément de passif net en 1999.

La valeur comptable des actifs et des passifs financiers détenus à des fins autres que la négociation peut excéder leur juste valeur, principalement en raison de la fluctuation des taux d'intérêt. Dans ces cas, la Banque ne ramène pas la valeur comptable des actifs et passifs financiers à leur juste valeur, étant donné qu'elle entend conserver ces éléments jusqu'à leur échéance.

Détermination de la juste valeur

La juste valeur des instruments financiers figurant au bilan a été estimée d'après les méthodes et les hypothèses suivantes :

On présume que la juste valeur estimative des liquidités, des actifs acquis en vertu d'ententes de revente, des engagements de clients en contrepartie d'acceptations, des autres éléments d'actif, des obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat, des obligations relatives aux valeurs vendues à découvert, des acceptations et des autres engagements est proche de leur valeur comptable puisqu'il s'agit d'éléments à court terme.

On présume que la juste valeur des valeurs mobilières est égale à leur valeur marchande estimative, comme il est décrit à la note 3. La valeur marchande est établie par référence aux cours du marché lorsqu'ils sont disponibles. S'il n'est pas facile d'obtenir le cours d'une valeur mobilière, on utilise comme référence la cote d'un titre similaire ou d'autres méthodes d'estimation.

La juste valeur estimative des prêts tient compte des variations du niveau général des taux d'intérêt depuis l'établissement des prêts. Les méthodes d'évaluation particulières qui ont été utilisées sont les suivantes :

- pour les prêts aux pays désignés à marché naissant, la juste valeur est établie d'après les cours du marché;
- pour les prêts à taux variable, on présume que la juste valeur est égale à la valeur comptable, car le taux d'intérêt sur ces prêts se rajuste automatiquement en fonction du marché;
- pour tous les autres prêts, la juste valeur est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus aux taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour des prêts comportant des conditions et des risques similaires.

b) Risque de taux d'intérêt

Le tableau ci-après présente un sommaire de la valeur comptable des instruments financiers figurant à l'actif, au passif et aux capitaux propres du bilan et des instruments financiers hors bilan afin d'établir le montant sensible aux variations de taux d'intérêt de la Banque à la date contractuelle d'échéance ou de révision des taux d'intérêt, selon celle qui est la plus rapprochée. À cette fin, des ajustements sont apportés pour tenir compte des remboursements de prêts hypothécaires et d'autres prêts d'après les tendances historiques et pour reclasser les instruments de négociation de la Banque dans la catégorie des instruments affichant une sensibilité immédiate aux variations de taux d'intérêt.

<i>Au 31 octobre 2000 (en millions de dollars)</i>	Sensibilité ¹⁾ immédiate aux variations de taux	Mois de 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Insensibilité aux variations de taux d'intérêt	Total
Liquidités	1 666 \$	10 475 \$	3 576 \$	278 \$	– \$	2 749 \$	18 744 \$
Valeurs détenues à des fins de placement	419	2 341	3 882	3 799	5 533	3 591 ²⁾	19 565
Valeurs détenues à des fins de négociation	514	1 749	900	4 446	4 031	10 181	21 821
Prêts	27 276	68 727	22 672	45 082	3 207	(61) ³⁾	166 903
Autres éléments d'actif	–	–	–	–	–	26 138 ⁴⁾	26 138
Total de l'actif	29 875	83 292	31 030	53 605	12 771	42 598	253 171
Dépôts	12 576	94 650	35 137	19 774	48	11 715	173 900
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	–	20 940	2 852	–	–	–	23 792
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	–	37	174	1 298	1 914	874	4 297
Débiteures subordonnées	–	–	407	2 508	2 455	–	5 370
Autres engagements	–	–	–	–	–	32 837 ⁴⁾	32 837
Avoir des actionnaires	–	–	–	–	–	12 975 ⁴⁾	12 975
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	12 576	115 627	38 570	23 580	4 417	58 401	253 171
Montant au bilan sensible aux variations de taux d'intérêt	17 299	(32 335)	(7 540)	30 025	8 354	(15 803)	–
Montant hors bilan sensible aux variations de taux d'intérêt	–	10 567	(2 909)	(10 052)	2 394	–	–
Montant sensible aux variations de taux d'intérêt, en raison des révisions prévues	17 299	(21 768)	(10 449)	19 973	10 748	(15 803)	–
Redressement en fonction des révisions prévues	12 226	(9 416)	6 408	(1 319)	(5 324)	(2 575)	–
Montant global sensible aux variations de taux d'intérêt	29 525 \$	(31 184)\$	(4 041)\$	18 654 \$	5 424 \$	(18 378) \$	– \$
Montant cumulatif sensible aux variations de taux d'intérêt	29 525	(1 659)	(5 700)	12 954	18 378	–	–
<i>Au 31 octobre 1999</i>							
Montant global sensible aux variations de taux d'intérêt	16 356 \$	(25 762)\$	(2 364)\$	23 642 \$	4 919 \$	(16 791)\$	– \$
Montant cumulatif sensible aux variations de taux d'intérêt	16 356	(9 406)	(11 770)	11 872	16 791	–	–

1) Correspond aux instruments financiers dont le taux d'intérêt varie en même temps que le taux sous-jacent, par exemple les prêts portant intérêt au taux préférentiel.

2) Comprend les instruments financiers comme les actions ordinaires, les actions privilégiées sans échéance déterminée et les actions de sociétés associées.

3) Comprend les prêts douteux.

4) Comprend les instruments non financiers.

Le tableau ci-après donne un aperçu des taux moyens effectifs des instruments financiers sensibles aux variations des taux d'intérêt figurant au bilan selon les dates contractuelles d'échéance ou de révision des taux d'intérêt, en prenant la date la plus proche. (Ces taux sont présentés avant et après le redressement au titre de l'incidence des instruments dérivés utilisés par la Banque aux fins de la gestion de l'actif et du passif.)

Taux moyens effectifs à la date contractuelle d'échéance ou de révision, selon la date la plus proche :

Au 31 octobre, 2000	Non redressé					Total	Total redressé ¹⁾
	Sensibilité immédiate aux variations de taux	Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans		
Liquidités	6,0 %	5,7 %	5,4 %	6,8 %	– %	5,7 %	5,7 %
Valeurs détenues à des fins de placement ²⁾	7,4	8,4	7,1	7,0	6,0	6,9	6,8
Valeurs détenues à des fins de négociation	6,6	6,1	6,9	6,7	6,7	6,6	6,6
Prêts ³⁾	9,0	7,6	7,7	7,2	8,8	7,8	7,8
Dépôts ⁴⁾	5,1	5,7	5,8	5,6	5,8	5,7	5,7
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat ⁴⁾	–	6,0	6,0	–	–	6,0	6,0
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	–	5,6	5,9	6,0	6,2	6,1	6,1
Débtentures subordonnées ⁴⁾	–	–	7,6	6,2	6,7	6,5	6,4

Au 31 octobre, 1999	Non redressé					Total	Total redressé ¹⁾
	Sensibilité immédiate aux variations de taux	Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans		
Liquidités	4,9 %	5,0 %	5,3 %	5,0 %	– %	5,1 %	5,1 %
Valeurs détenues à des fins de placement ²⁾	7,5	9,1	8,0	6,3	5,9	7,0	6,9
Valeurs détenues à des fins de négociation	5,0	4,3	5,2	6,1	6,5	5,6	5,6
Prêts ³⁾	8,1	6,5	7,3	7,0	7,1	7,0	7,0
Dépôts ⁴⁾	4,0	4,8	5,3	5,5	5,5	4,9	5,2
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat ⁴⁾	–	4,8	4,9	–	–	4,8	4,8
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	–	4,7	5,1	6,1	6,4	6,1	6,1
Débtentures subordonnées ⁴⁾	–	–	6,5	6,5	6,7	6,6	6,0

1) Redressé pour tenir compte de l'incidence des instruments dérivés connexes.

2) Le taux de rendement est fonction de la valeur comptable, déduction faite de la provision à l'égard des risques-pays, et des taux d'intérêt contractuels ou de dividende déclaré, rajustés pour tenir compte de l'amortissement des primes et des escomptes. Le taux de rendement des valeurs exonérées d'impôt n'a pas été rajusté en fonction du montant imposable équivalent.

3) Le taux de rendement est fonction de la valeur comptable, déduction faite de la provision pour créances irrécouvrables, et des taux d'intérêt contractuels, rajustés pour tenir compte de l'amortissement des revenus reportés.

4) Le taux de rendement est fonction de la valeur comptable et des taux d'intérêt contractuels.

c) Risque de crédit

Le tableau ci-après présente un sommaire de la répartition sectorielle du risque de crédit entre les entreprises et les administrations publiques avec lesquelles la Banque fait affaire :

Au 30 septembre (en millions de dollars)	2000			1999	
	Prêts et acceptations ¹⁾	Garanties et lettres de crédit	Instruments dérivés ²⁾	Total	Total
Secteur primaire et secteur de la transformation	28 235 \$	3 946 \$	831 \$	33 012 \$	29 785 \$
Secteurs commercial et du marchandisage	28 820	2 955	76	31 851	30 431
Secteur immobilier	4 495	422	17	4 934	4 747
Transports et communications	14 533	1 709	164	16 406	12 482
Banques et autres sociétés de services financiers	7 177	2 136	7 626	16 939	15 799
Administrations publiques et banques centrales à l'étranger	622	40	56	718	895
Administrations publiques canadiennes	323	41	1 287	1 651	1 504
Total	84 205 \$	11 249 \$	10 057 \$	105 511 \$	95 643 \$
Provision générale ²⁾³⁾				1 210	1 131
				104 301 \$	94 512 \$

1) Compte non tenu des actifs acquis en vertu d'ententes de revente.

2) Montant des instruments dérivés et de la provision générale au 31 octobre.

3) La tranche restante de 90 \$ (169 \$ en 1999) de la provision générale de 1 300 \$ (1 300 \$ en 1999) s'applique aux prêts autres que les prêts aux entreprises et aux administrations publiques.

d) Couvertures d'anticipation

Dans le cours normal de ses activités, la Banque peut décider de couvrir des opérations anticipées comme des revenus et des frais

futurs libellés en devises et des campagnes de dépôt prévues. Aux 31 octobre 2000 et 1999, aucune couverture d'anticipation importante n'était en cours.

20. Instruments dérivés

a) Montants nominaux de référence

Le tableau suivant indique les montants nominaux de référence globaux des instruments dérivés hors bilan non réglés par type et ventilés selon que la Banque les utilise comme instruments de négociation ou de gestion de l'actif et du passif (GAP). Les montants nominaux de référence de ces contrats représentent le volume d'instruments dérivés non réglés et non pas le gain ou la perte éventuel(le) afférent(e) au risque de marché ou au risque de crédit de ces instruments. Le montant nominal de référence représente le montant auquel un taux ou un prix est appliqué dans le but de déterminer les mouvements de fonds à échanger.

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2000			1999		
	Négociation	GAP	Total	Négociation	GAP	Total
Contrats de taux d'intérêt						
Cotés en bourse :						
Contrats à terme	65 557 \$	24 440 \$	89 997 \$	61 699 \$	18 901 \$	80 600 \$
Options achetées	8 491	–	8 491	9 061	–	9 061
Options vendues	670	–	670	1 883	–	1 883
	74 718	24 440	99 158	72 643	18 901	91 544
Hors bourse :						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	61 900	69 435	131 335	71 348	63 619	134 967
Swaps	365 407	86 348	451 755	414 957	69 470	484 427
Options achetées	59 984	7 596	67 580	21 722	5 904	27 626
Options vendues	67 989	285	68 274	32 899	388	33 287
	555 280	163 664	718 944	540 926	139 381	680 307
Total	629 998 \$	188 104 \$	818 102 \$	613 569 \$	158 282 \$	771 851 \$
Contrats de change ¹⁾						
Cotés en bourse :						
Contrats à terme	1 216 \$	– \$	1 216 \$	2 216 \$	– \$	2 216 \$
Options achetées	149	–	149	278	–	278
Options vendues	325	–	325	11	–	11
	1 690	–	1 690	2 505	–	2 505
Hors bourse :						
Au comptant et à terme	155 563	3 397	158 960	167 624	7 637	175 261
Swaps	32 586	9 450	42 036	33 591	7 328	40 919
Options achetées	5 706	–	5 706	6 640	110	6 750
Options vendues	5 464	–	5 464	3 215	110	3 325
	199 319	12 847	212 166	211 070	15 185	226 255
Total	201 009 \$	12 847 \$	213 856 \$	213 575 \$	15 185 \$	228 760 \$
Autres marchés dérivés ²⁾						
Cotés en bourse	6 103 \$	– \$	6 103 \$	6 366 \$	– \$	6 366 \$
Hors bourse	16 746	2 990	19 736	8 185	2 960	11 145
Total	22 849 \$	2 990 \$	25 839 \$	14 551 \$	2 960 \$	17 511 \$
Total des montants nominaux de référence non réglés	853 856 \$	203 941 \$	1 057 797 \$	841 695 \$	176 427 \$	1 018 122 \$

1) Comprennent les produits dérivés liés à l'or.

2) Composés d'instruments dérivés liés aux actions, aux métaux précieux autres que l'or, aux métaux communs et au crédit.

b) Durée à courir d'ici l'échéance

Le tableau suivant présente un résumé de la durée à courir jusqu'à l'échéance du montant nominal de référence des instruments dérivés de la Banque par type.

<i>Au 31 octobre, 2000 (en millions de dollars)</i>	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de taux d'intérêt				
Contrats à terme	58 498 \$	31 499 \$	– \$	89 997 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	127 590	3 745	–	131 335
Swaps	199 665	201 249	50 841	451 755
Options achetées	53 914	19 036	3 121	76 071
Options vendues	39 909	25 897	3 138	68 944
	479 576	281 426	57 100	818 102
Contrats de change ¹⁾				
Contrats à terme	541	675	–	1 216
Au comptant et à terme	146 172	11 985	803	158 960
Swaps	11 420	23 837	6 779	42 036
Options achetées	4 066	1 789	–	5 855
Options vendues	4 358	1 431	–	5 789
	166 557	39 717	7 582	213 856
Autres marchés dérivés ²⁾	20 610	4 645	584	25 839
Total	666 743 \$	325 788 \$	65 266 \$	1 057 797 \$

<i>Au 31 octobre, 1999 (en millions de dollars)</i>	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de taux d'intérêt				
Contrats à terme	52 390 \$	28 210 \$	– \$	80 600 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	130 105	4 862	–	134 967
Swaps	235 764	202 150	46 513	484 427
Options achetées	20 821	12 578	3 288	36 687
Options vendues	10 553	24 608	9	35 170
	449 633	272 408	49 810	771 851
Contrats de change ¹⁾				
Contrats à terme	2 216	–	–	2 216
Au comptant et à terme	162 023	12 138	1 100	175 261
Swaps	8 008	25 999	6 912	40 919
Options achetées	5 455	1 561	12	7 028
Options vendues	2 162	1 174	–	3 336
	179 864	40 872	8 024	228 760
Autres marchés dérivés ²⁾	13 641	3 672	198	17 511
Total	643 138 \$	316 952 \$	58 032 \$	1 018 122 \$

1) Comprennent les produits dérivés liés à l'or.

2) Composés d'instruments dérivés liés aux actions, aux métaux précieux autres que l'or, aux métaux communs et au crédit.

c) Risque de crédit

Tout comme les éléments d'actif du bilan, les instruments dérivés sont exposés au risque de crédit, qui découle de la possibilité que les contreparties manquent à leurs obligations envers la Banque. Toutefois, bien que le risque de crédit relatif aux éléments d'actif du bilan corresponde au montant du capital, déduction faite de toute provision pour créances irrécouvrables applicable, le risque de crédit associé aux instruments dérivés ne correspond normalement qu'à une faible fraction du montant nominal de référence de l'instrument dérivé. Les marchés dérivés n'exposent la Banque au risque de pertes sur prêts que si les variations des taux du marché influent négativement sur la position d'une contrepartie et que celle-ci manque à ses paiements. En conséquence, le risque de crédit associé aux instruments dérivés correspond à la juste valeur positive de l'instrument.

Les instruments dérivés négociés hors bourse présentent souvent un risque de crédit plus élevé que les instruments négociés en bourse. La variation nette de la valeur des contrats négociés en bourse

est normalement réglée chaque jour en espèces. Les parties à ces contrats consultent la bourse pour connaître le rendement du contrat.

La Banque s'efforce de limiter le risque de crédit en négociant avec des contreparties qu'elle considère solvables et elle gère le risque de crédit relatif aux instruments dérivés en appliquant le même processus d'évaluation et de gestion du risque de crédit que pour les éléments d'actif du bilan.

La Banque recherche activement des moyens de réduire le risque de pertes sur prêts lié aux opérations sur les instruments dérivés. À cette fin, elle conclut notamment des accords généraux de compensation avec les contreparties. Le risque de crédit associé aux contrats favorables faisant l'objet d'un accord général de compensation n'est éliminé que dans la mesure où les contrats défavorables conclus avec la même contrepartie seront réglés après la réalisation des contrats favorables.

Le tableau suivant indique l'exposition de la Banque au risque de crédit associé aux instruments dérivés. Le montant exposé au risque de crédit (MERC) représente le coût de remplacement estimatif ou la juste valeur positive pour tous les contrats, compte non tenu de l'incidence de tout accord général de compensation ou de garantie conclu. Le MERC ne reflète pas les pertes réelles ou prévues.

Le risque de crédit équivalent (RCÉ) est le MERC auquel on ajoute un montant au titre du risque de crédit éventuel. Ce montant est obtenu à partir d'une formule prescrite par le surintendant dans sa ligne directrice sur la suffisance des capitaux propres. Le solde pondéré en fonction du risque correspond au RCÉ multiplié par les facteurs de risque de contrepartie énoncés dans cette ligne directrice.

					2000	1999	
	Montant nominal de référence	Montant exposé au risque de crédit (MERC)a)	Risque de crédit éventuel b)	Risque de crédit équivalent (RCÉ) a) + b)	Solde pondéré en fonction du risque	Montant exposé au risque de crédit (MERC)	Solde pondéré en fonction du risque
Au 31 octobre (en millions de dollars)							
Contrats de taux d'intérêt							
Contrats à terme	89 997 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	131 335	46	19	65	13	81	21
Swaps	451 755	4 637	1 769	6 406	1 369	4 945	1 277
Options achetées	76 071	251	142	393	91	228	75
Options vendues	68 944	–	–	–	–	–	–
	818 102	4 934	1 930	6 864	1 473	5 254	1 373
Contrats de change ¹⁾							
Contrats à terme	1 216	–	–	–	–	–	–
Au comptant et à terme	158 960	2 502	1 935	4 437	1 356	2 189	1 201
Swaps	42 036	1 173	1 778	2 951	564	1 033	528
Options achetées	5 855	156	130	286	101	223	77
Options vendues	5 789	–	–	–	–	–	–
	213 856	3 831	3 843	7 674	2 021	3 445	1 806
Autres marchés dérivés ²⁾	25 839	1 292	1 467	2 759	839	688	586
Total des instruments dérivés	1 057 797 \$	10 057 \$	7 240 \$	17 297 \$	4 333 \$	9 387 \$	3 765 \$
Moins : incidence des accords généraux de compensation		3 862	1 699	5 561	1 214	3 668	1 215
Total		6 195 \$	5 541 \$	11 736 \$	3 119 \$	5 719 \$	2 550 \$

1) Comprennent les produits dérivés liés à l'or.

2) Composés d'instruments dérivés liés aux actions, aux métaux précieux autres que l'or, aux métaux communs et au crédit.

d) Juste valeur

La juste valeur des instruments dérivés négociés en bourse se fonde sur les cours du marché, tandis que la juste valeur des instruments dérivés hors bourse est obtenue à partir de techniques de modélisation qui tiennent compte des prix actuellement pratiqués sur le marché, des prix contractuels des instruments sous-jacents, ainsi

que de la valeur-temps et de la courbe de rendement ou de la volatilité de la position sous-jacente.

Les swaps et les options de taux d'intérêt doivent faire l'objet d'un redressement pour évaluation supplémentaire en fonction du portefeuille, pour couvrir les risques futurs et les coûts connexes.

Le tableau suivant indique la juste valeur des instruments dérivés par type, ventilés selon que la Banque les utilise à des fins de négociation ou à des fins de gestion de l'actif et du passif (GAP).

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2000		2000		1999	
	Juste valeur moyenne ¹⁾		Juste valeur à la fin de l'exercice		Juste valeur à la fin de l'exercice	
	Favorable	Défavorable	Favorable	Défavorable	Favorable	Défavorable
Négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	33 \$	32 \$	24 \$	28 \$	47 \$	54 \$
Swaps	4 046	3 728	3 551	3 151	4 246	3 908
Options	210	259	246	288	227	283
	4 289	4 019	3 821	3 467	4 520	4 245
Contrats de change ²⁾						
Contrats à terme	2 017	1 796	2 472	2 095	2 109	1 887
Swaps	751	1 523	945	1 884	835	1 767
Options	167	190	156	160	223	226
	2 935	3 509	3 573	4 139	3 167	3 880
Autres marchés dérivés ³⁾	539	607	850	1 109	352	526
Juste valeur totale – négociation	7 763 \$	8 135 \$	8 244 \$	8 715 \$	8 039 \$	8 651 \$
GAP ⁴⁾						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt			22 \$	36 \$	34 \$	18 \$
Swaps			1 086	344	699	469
Options			5	2	1	8
			1 113	382	734	495
Contrats de change ²⁾						
Contrats à terme			30	19	80	103
Swaps			228	129	198	132
Options			–	–	–	2
			258	148	278	237
Autres marchés dérivés ³⁾			442	33	336	13
Juste valeur totale – GAP			1 813 \$	563 \$	1 348 \$	745 \$
Juste valeur totale avant l'incidence des accords généraux de compensation, montant brut			10 057 \$	9 278 \$	9 387 \$	9 396 \$
Moins : incidence des accords généraux de compensation			3 862	3 862	3 668	3 668
Total			6 195 \$	5 416 \$	5 719 \$	5 728 \$

1) La juste valeur des instruments dérivés utilisés à des fins de négociation était comme suit pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999 : favorable : 10 431 \$ et défavorable : 10 929 \$. Les montants de la juste valeur se fondent sur les soldes de fin de mois.

2) Comprennent les produits dérivés liés à l'or.

3) Composés d'instruments dérivés liés aux actions, aux métaux précieux autres que l'or, aux métaux communs et au crédit.

4) La juste valeur de ces instruments dérivés neutralise en totalité ou en partie les variations de la juste valeur des instruments financiers connexes figurant au bilan.

21. Acquisition de filiales

a) Banco Sud Americano, au Chili

Durant l'exercice 2000, la Banque a accru sa participation avec droit de vote dans Banco Sud Americano au Chili, la faisant passer de 28 % à 88 %. Cette acquisition a eu lieu en deux étapes : d'abord le 15 décembre 1999 lorsque la Banque a acquis une participation de 33 % en contrepartie d'une somme au comptant de 112 millions de dollars US, et ensuite, le 6 octobre 2000, lorsqu'elle a acquis une autre participation de 27 % en contrepartie d'une somme au comptant de 79 millions de dollars US. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple. La Banque a inscrit un écart d'acquisition de

160 millions de dollars. Les résultats d'exploitation de Banco Sud Americano sont, depuis le 16 décembre 1999, regroupés dans les résultats de la Banque, moins la quote-part pertinente des actionnaires sans contrôle dans le revenu net. L'actif total de Banco Sud Americano s'élevait à 3,5 milliards de dollars au 15 décembre 1999.

Après la clôture de l'exercice, la Banque a acquis le 17 novembre 2000 une autre participation de 10 % en contrepartie d'une somme au comptant de 28 millions de dollars US, pour porter sa participation totale à 98 %.

b) Trustco National inc.

Par suite de l'acquisition de Trustco National inc. en 1997, la Banque a établi qu'il était nécessaire de restructurer les activités regroupées. En 1997, elle avait constitué une provision de 250 millions de dollars au titre de la restructuration dans le but de faire face aux frais entraînés par les fermetures et fusions de succursales et de bureaux, les indemnités de départ du personnel et autres éléments connexes. À la fin de l'exercice 2000, une tranche de 155 millions de

dollars de la provision pour frais de restructuration avait été dépensée. Après examen des coûts résiduels qui avaient été jugés nécessaires au parachèvement de l'intégration de Trustco National inc., la Banque a effectué une écriture de contrepassation de 34 millions de dollars en 2000 (20 millions de dollars en 1999), soit la somme qui n'était plus jugée nécessaire. À la fin de l'exercice 2000, la restructuration était pratiquement terminée.

c) Fait postérieur au bilan – Grupo Financiero Inverlat, au Mexique

En novembre 30, 2000, la Banque a accru sa participation avec droit de vote dans Grupo Financiero Inverlat au Mexique, la faisant passer de 10 % à 55 %. Le prix d'achat total pour la tranche supplémentaire de 45 % a été de 184 millions de dollars US, se composant de la conversion des débentures de 144 millions de dollars US acquises en 1996 et d'un versement de 40 millions de dollars US. Grupo Financiero Inverlat est formé de trois principales sociétés en exploitation : une

banque traditionnelle, une maison de courtage et une maison de change. Les résultats de Grupo Financiero Inverlat seront pris en compte dans les résultats de la Banque à compter de 2001. Cette acquisition sera comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. La ventilation du prix d'achat à la juste valeur des éléments d'actif et de passif identifiables n'a pas encore été achevée. Le montant de l'écart d'acquisition découlant de l'opération ne devrait pas être important.

22. Provision générale

a) Modification des estimations

La Banque constitue une provision générale pour tenir compte des pertes qui se sont produites à la date du bilan, mais qui n'ont pas encore été reliées à un élément particulier. L'expérience montre qu'il y a un décalage entre le moment où se produit une perte, c'est-à-dire celui où il se produit un événement qui compromet la capacité d'un emprunteur à rembourser l'intérêt ou le capital d'un emprunt, et le moment où la Banque est en mesure de découvrir cet événement.

En 1999, la Banque a révisé sa méthode d'établissement de la provision générale. Selon l'ancienne méthode, il était présumé que les pertes subies sur un crédit donné deviendraient normalement apparentes dans un délai d'un an, et que, par conséquent, des provisions spécifiques pour pertes sur prêts seraient comptabilisées à l'intérieur de ce délai. La nouvelle méthode, élaborée d'après l'expérience de la Banque, tient compte du fait que les pertes subies par celle-ci ne deviennent apparentes qu'après une plus longue période et que la période à courir jusqu'à l'échéance donne une meilleure idée de cette plus longue période. Le

changement de méthodologie a entraîné en 1999 un accroissement extraordinaire de 550 millions de dollars de la provision générale, qui a atteint 1 300 millions de dollars. Le surintendant a prescrit que ce redressement extraordinaire de la provision pour pertes sur prêts, déduction faite des impôts sur le revenu s'y rapportant, devrait être traité comme une charge aux bénéfices non répartis de 1999.

En 1999, la Banque a augmenté la provision générale de 700 millions de dollars (100 millions de dollars en 1998), dont une tranche de 150 millions de dollars (100 millions de dollars en 1998) a été imputée à la provision pour perte sur prêts à l'état consolidé des revenus du premier trimestre. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné ci-haut, la tranche restante de 550 millions de dollars de 1999 a été imputée directement aux bénéfices non répartis déduction faite des impôts sur le revenu s'y rapportant de 236 millions de dollars. Ce traitement n'est pas conforme aux PCGR.

b) Incidence sur les états financiers consolidés dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada

Comme il est indiqué à la note 22 a), le surintendant a prescrit que l'augmentation en 1999 de 550 millions de dollars de la provision générale pour pertes sur prêts découlant de la modification des estimations indiquée ci-dessus devrait être inscrite comme une charge directement aux bénéfices non répartis, déduction faite des impôts sur

le revenu s'y rapportant de 236 millions de dollars. Si l'augmentation avait été inscrite conformément aux PCGR, elle aurait été imputée à la Provision pour pertes sur prêts à l'état consolidé des revenus et ses effets sur les états financiers consolidés auraient été les suivants :

État consolidé des revenus

Le tableau suivant présente un sommaire de ce qui se serait produit dans le cas de certains éléments de l'état consolidé des revenus de l'exercice terminé le 31 octobre 1999 si l'augmentation de la provision générale avait été inscrite selon les PCGR :

<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999 (en millions de dollars, sauf les montants par action)</i>	Tel que déclaré	Selon les PCGR
Provision pour pertes sur prêts	635 \$	1 185 \$
Revenu d'intérêts net après la provision pour pertes sur prêts	4 037	3 487
Revenu d'intérêts et autres revenus	7 220	6 670
Revenu avant les impôts sur le revenu et la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 464	1 914
Provision pour impôts sur le revenu	867	631
Revenu net	1 551	1 237
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	1 443	1 129
Revenu net par action ordinaire (non dilué)	2,93 \$	2,29 \$

PRINCIPALES FILIALES ¹⁾

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Valeur comptable des actions (en millions de dollars)
AU CANADA		
Fiducie de Capital Scotia	Toronto (Ontario)	128 \$
BNS Investments Inc.	Toronto (Ontario)	3 317 \$
Les Immeubles Banque de Nouvelle-Écosse Inc.	Toronto (Ontario)	
e-Scotia.com Inc.	Toronto (Ontario)	
Compagnie Montréal Trust	Montréal (Québec)	
Compagnie Montréal Trust du Canada	Montréal (Québec)	
Corporation MontroServices	Montréal (Québec)	
Scotia Merchant Capital Corporation	Toronto (Ontario)	
e-Scotia Acquisition Inc.	Toronto (Ontario)	9 \$
La compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada	Toronto (Ontario)	352 \$
Trustco National inc.	Toronto (Ontario)	873 \$
La Société de fiducie Banque de Nouvelle-Écosse	Toronto, Ontario	
Compagnie Trust National	Toronto (Ontario)	
Société d'hypothèques Victoria et Grey	Toronto (Ontario)	
RoyNat Inc.	Toronto (Ontario)	26 \$
Gestion de placements Scotia Cassels Limitée	Toronto (Ontario)	42 \$
Scotia Générale, Compagnie d'assurance	Toronto (Ontario)	179 \$
ScotiaVie, Compagnie d'assurance	Toronto (Ontario)	33 \$
Société hypothécaire Scotia	Toronto (Ontario)	276 \$
Société de placement hypothécaire Scotia	St. John's (Terre-Neuve)	62 \$
Placements Scotia	Toronto (Ontario)	270 \$
Courtage Réduit Scotia Inc.	Toronto (Ontario)	
ScotiaMcLeod Corporation	Toronto (Ontario)	88 \$
Scotia Capital Inc.	Toronto (Ontario)	

- 1) Sauf indication contraire, la Banque détient 100 % des actions comportant droit de vote en circulation de chacune des filiales. La liste ne comprend que les filiales importantes.
- 2) Après la clôture de l'exercice, la Banque a accru sa participation dans Ahorromet Scotiabank, S.A. à 98 %, et a porté sa participation dans Banco Sud Americano, S.A. à 98 %.
- 3) La valeur comptable de cette filiale est prise en compte avec celle de Scotia Capital Inc., sa société mère.
- 4) La valeur comptable de cette filiale est prise en compte avec celle de BNS Investments Inc., sa société mère.
- 5) Société associée sous contrôle effectif de la Banque.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Valeur comptable des actions (en millions de dollars)
À L'ÉTRANGER		
Ahorromet Scotiabank, S.A. (81%) ²⁾	San Salvador, El Salvador	40 \$
The Bank of Nova Scotia Berhad	Kuala Lumpur, Malaysia	104 \$
The Bank of Nova Scotia International Limited	Nassau, Bahamas	5 395 \$
BNS International (Barbados) Limited	Warrens, Barbade	
BNS Pacific Limited	Port Louis, Maurice	
The Bank of Nova Scotia Asia Limited	Singapour	
The Bank of Nova Scotia Channel Islands Limited	Jersey, Îles Anglo-Normandes	
The Bank of Nova Scotia Trust Company (Bahamas) Limited	Nassau, Bahamas	
The Bank of Nova Scotia Trust Company (Cayman) Limited	Grande Caïman, Îles Caïmanes	
Scotia Insurance (Barbados) Limited	Warrens, Barbade	
Scotia Subsidiaries Limited	Nassau, Bahamas	
Scotiabank (Bahamas) Ltd.	Nassau, Bahamas	
Scotiabank (British Virgin Islands) Limited	Road Town, Tortola, B.V.I.	
Scotiabank (Cayman Islands) Limited	Grande Caïman, Îles Caïmanes	
Scotiabank (Ireland) Limited	Dublin, Irlande	
The Bank of Nova Scotia Jamaica Limited (70%)	Kingston, Jamaïque	205 \$
Nova Scotia Inversiones Limitada	Santiago, Chili	328 \$
Banco Sud Americano (88%) ²⁾	Santiago, Chili	
Scotia Capital (USA) Inc. ³⁾	New York, New York	³⁾
Scotia Holdings (US) Inc. ⁴⁾	Atlanta, Géorgie	⁴⁾
The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York	New York, New York	
Scotiabanc Inc.	Atlanta, Géorgie	
Scotia International Limited	Nassau, Bahamas	651 \$
Corporacion Mercaban de Costa Rica, S.A. (80%)	San Jose, Costa Rica	
Scotia Mercantile Bank (80%)	Grande Caïman, Îles Caïmanes	
Scotiabank Anguilla Limited	The Valley, Anguilla	
Scotiabank Quilmes, S.A.	Buenos Aires, Argentine	
Scotiabank de Puerto Rico	Hato Rey, Puerto Rico	224 \$
Scotiabank Europe plc	Londres, Angleterre	1 607 \$
Scotiabank Trinidad and Tobago Limited (47%) ⁵⁾	Port of Spain, Trinité-et-Tobago	67 \$
ScotiaMocatta Limited	Londres, Angleterre	16 \$

STATISTIQUES DES ONZE DERNIERS EXERCICES

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2000	1999	1998	1997
Actif				
Liquidités	18 744 \$	17 115 \$	22 900 \$	18 174 \$
Valeurs mobilières				
Placement	19 565	20 030	17 392	17 091
Négociation	21 821	13 939	12 108	10 908
	41 386	33 969	29 500	27 999
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	49 994	47 861	45 818	41 647
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	17 704	16 396	18 574	17 668
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	75 646	67 681	74 901	57 904
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	23 559	13 921	11 189	8 520
	166 903	145 859	150 482	125 739
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 807	9 163	8 888	7 575
Terrains, bâtiments et matériel	1 631	1 681	1 759	1 716
Autres éléments d'actif	15 700	14 904	20 059	13 950
	26 138	25 748	30 706	23 241
	253 171 \$	222 691 \$	233 588 \$	195 153 \$
Passif				
Dépôts				
Particuliers	68 972 \$	65 715 \$	62 656 \$	59 239 \$
Entreprises et administrations publiques	76 980	64 070	70 779	56 928
Banques	27 948	26 833	32 925	22 808
	173 900	156 618	166 360	138 975
Autres				
Acceptations	8 807	9 163	8 888	7 575
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	23 792	16 781	14 603	11 559
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	4 297	2 833	3 121	3 739
Autres engagements	23 301	20 318	24 147	18 603
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	729	198	173	137
	60 926	49 293	50 932	41 613
Débetures subordonnées	5 370	5 374	5 482	5 167
Avoir des actionnaires				
Capital-actions				
Actions privilégiées	1 775	1 775	1 775	1 468
Actions ordinaires	2 765	2 678	2 625	2 567
Bénéfices non répartis	8 435	6 953	6 414	5 363
	12 975	11 406	10 814	9 398
	253 171 \$	222 691 \$	233 588 \$	195 153 \$

- 1) Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice écoulé.
- 2) Les chiffres correspondants antérieurs à 1996 n'ont pas été retraités pour refléter la présentation sur la base du solde brut des gains et pertes non réalisés sur les instruments dérivés désignés à des fins de négociation dans les Autres éléments d'actif et les Autres engagements, respectivement, car il n'était pas possible de les obtenir au prix d'un effort raisonnable.

BILAN CONSOLIDÉ ¹⁾

1996	1995 ²⁾	1994	1993	1992	1991	1990
14 737 \$	16 728 \$	11 388 \$	8 634 \$	8 337 \$	7 022 \$	7 844 \$
15 835 10 070	13 820 8 154	17 093 8 473	10 894 6 944	9 417 4 811	6 429 4 112	4 985 3 200
25 905	21 974	25 566	17 838	14 228	10 541	8 185
30 653 16 718 48 953 9 112	28 581 15 274 45 554 8 378	26 767 13 372 42 336 4 304	18 600 11 599 37 399 4 606	16 703 11 113 38 530 1 706	14 596 11 601 34 628 1 306	12 787 11 864 33 842 1 329
105 436	97 787	86 779	72 204	68 052	62 131	59 822
5 945 1 523 11 755	5 563 1 485 3 652	4 796 1 200 3 199	3 921 1 099 2 814	3 726 1 110 1 924	5 380 1 043 2 038	7 695 999 2 263
19 223	10 700	9 195	7 834	6 760	8 461	10 957
165 301 \$	147 189 \$	132 928 \$	106 510 \$	97 377 \$	88 155 \$	86 808 \$
47 768 \$ 44 981 25 145	45 538 \$ 41 747 24 060	42 431 \$ 35 660 21 664	31 288 \$ 30 009 16 451	29 058 \$ 30 902 16 667	27 539 \$ 25 000 15 294	25 530 \$ 25 501 14 248
117 894	111 345	99 755	77 748	76 627	67 833	65 279
5 945 7 894 6 509 15 958 101	5 563 7 354 5 416 6 809 133	4 796 5 798 5 989 7 158 175	3 921 4 926 4 191 6 608 56	3 726 2 574 2 779 4 413 51	5 380 1 986 1 953 4 471 17	7 695 1 802 1 871 4 435 19
36 407	25 275	23 916	19 702	13 543	13 807	15 822
3 251	3 249	3 016	3 156	2 128	1 979	1 832
1 325 2 161 4 263	1 575 1 994 3 751	1 100 1 839 3 302	1 300 1 429 3 175	1 000 1 308 2 771	1 000 1 201 2 335	750 1 106 2 019
7 749	7 320	6 241	5 904	5 079	4 536	3 875
165 301 \$	147 189 \$	132 928 \$	106 510 \$	97 377 \$	88 155 \$	86 808 \$

STATISTIQUES DES ONZE DERNIERS EXERCICES

<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars, sauf les données par action)</i>				
	2000	1999	1998	1997
Revenu d'intérêts				
Prêts	12 129 \$	10 654 \$	10 269 \$	8 082 \$
Valeurs mobilières	2 286	1 874	1 815	1 636
Dépôts à d'autres banques	916	943	1 007	770
	15 331	13 471	13 091	10 488
Frais d'intérêts				
Dépôts	8 192	7 284	7 303	5 714
Débitures subordonnées	324	314	354	260
Autres	1 616	1 201	1 057	797
	10 132	8 799	8 714	6 771
Revenu d'intérêts net	5 199	4 672	4 377	3 717
Provision pour pertes sur prêts	765	635 ²⁾	595	35
Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur prêts	4 434	4 037 ²⁾	3 782	3 682
Autres revenus	3 665	3 183	2 858	2 683
Revenu d'intérêts net et autres revenus	8 099	7 220 ²⁾	6 640	6 365
Frais autres que d'intérêts				
Salaires	2 594	2 297	2 193	1 973
Cotisations aux régimes de retraite et autres prestations au personnel	350	330	308	229
Frais de locaux et matériel, amortissement compris	995	1 007	958	778
Autres frais	1 214	1 142	987	803
Provisions pour frais de restructuration à la suite des acquisitions	(34)	(20)	—	250
Radiation de l'écart d'acquisition write off of goodwill	—	—	—	26
	5 119	4 756	4 446	4 059
Revenu avant éléments ci-dessous :	2 980	2 464 ²⁾	2 194	2 306
Provision pour impôts sur le revenu	990	867 ²⁾	762	758
Quote-part du revenu net des filiales dévolue aux actionnaires sans contrôle	64	46	38	34
Revenu net	1 926 \$	1 551 ²⁾ \$	1 394 \$	1 514 \$
Dividendes versés sur actions privilégiées	108 \$	108 \$	97 \$	99 \$
Revenu net disponible aux porteurs d'actions ordinaires	1 818 \$	1 443 ²⁾ \$	1 297 \$	1 415 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers) ³⁾	495 472	493 136	490 914	478 972
Revenu net par action ordinaire ³⁾⁴⁾ :				
Non dilué	3,67 \$	2,93 ²⁾ \$	2,64 \$	2,95 \$
Dilué	3,62 \$	2,91 ²⁾ \$	2,63 \$	2,92 \$
Dividendes par action ordinaire ³⁾	1,00 \$	0,87 \$	0,80 \$	0,74 \$

- 1) Les chiffres correspondants antérieurs à 1992 n'ont pas été retraités pour refléter le fait que les gains et pertes sur valeurs mobilières classés antérieurement dans le Revenu d'intérêts aient été reclassés dans les Autres revenus, car il n'était pas possible de les obtenir au prix d'un effort raisonnable.
- 2) Se reporter à la note 22 pour ce qui est de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts imputée directement aux bénéfices non répartis en 1999.
- 3) Les montants ont été redressés avec effet rétroactif pour tenir compte de la division d'actions, à raison de deux pour une, qui a eu lieu le 12 février 1998.
- 4) Le revenu net par action ordinaire a été calculé d'après la moyenne quotidienne du nombre équivalent d'actions ordinaires entièrement libérées en circulation.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES REVENUS

1996	1995	1994	1993	1992	1991 ¹⁾	1990
7 881 \$	8 007 \$	6 090 \$	5 382 \$	5 729 \$	6 650 \$	6 836 \$
1 757	1 991	1 287	1 243	1 201	1 299	1 072
740	597	391	313	357	484	616
10 378	10 595	7 768	6 938	7 287	8 433	8 524
5 969	6 166	4 149	3 706	4 191	5 287	5 936
214	209	172	133	134	166	180
841	1 046	487	434	374	462	436
7 024	7 421	4 808	4 273	4 699	5 915	6 552
3 354	3 174	2 960	2 665	2 588	2 518	1 972
380	560	567	465	449	374	238
2 974	2 614	2 393	2 200	2 139	2 144	1 734
2 008	1 498	1 606	1 380	1 197	883	831
4 982	4 112	3 999	3 580	3 336	3 027	2 565
1 702	1 438	1 401	1 255	1 153	1 075	966
208	214	182	144	117	101	76
664	588	533	481	461	421	364
663	604	578	483	443	399	369
(20)	—	175	—	—	—	—
—	—	162	—	—	—	—
3 217	2 844	3 031	2 363	2 174	1 996	1 775
1 765	1 268	968	1 217	1 162	1 031	790
665	371	455	490	475	391	271
31	21	31	13	11	7	7
1 069 \$	876 \$	482 \$	714 \$	676 \$	633 \$	512 \$
113 \$	104 \$	97 \$	92 \$	79 \$	79 \$	69 \$
956 \$	772 \$	385 \$	622 \$	597 \$	554 \$	443 \$
468 716	457 197	437 427	416 563	406 166	394 899	380 396
2,04 \$	1,69 \$	0,88 \$	1,49 \$	1,47 \$	1,40 \$	1,16 \$
2,03 \$	1,69 \$	0,88 \$	1,49 \$	1,47 \$	1,40 \$	1,16 \$
0,65 \$	0,62 \$	0,58 \$	0,56 \$	0,52 \$	0,50 \$	0,50 \$

STATISTIQUES DES ONZE DERNIERS EXERCICES

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)	2000	1999	1998	1997
Actions privilégiées				
Banque :				
Solde au début de l'exercice	1 525 \$	1 525 \$	1 218 \$	1 325 \$
Émission d'actions	—	—	311	143
Rachat d'actions	—	—	(4)	(250)
Solde à la fin de l'exercice	1 525	1 525	1 525	1 218
Société de placement hypothécaire Scotia	250	250	250	250
Total des actions privilégiées	1 775 \$	1 775 \$	1 775 \$	1 468 \$
Actions ordinaires				
Solde au début de l'exercice	2 678 \$	2 625 \$	2 567 \$	2 161 \$
Actions émises à l'acquisition de filiales	—	—	—	335
Actions émises en vertu du Régime de dividendes et d'achat d'actions des actionnaires, du Régime d'options d'achat d'actions et autres	87	53	58	71
Solde à la fin de l'exercice	2 765 \$	2 678 \$	2 625 \$	2 567 \$
Bénéfices non répartis				
Solde au début de l'exercice	6 953 \$	6 414 \$	5 363 \$	4 263 \$
Adoption de la nouvelle convention comptable relative aux prêts douteux ¹⁾	—	—	—	—
Revenu net	1 926	1 551 ²⁾	1 394	1 514
Dividendes : Actions privilégiées	(108)	(108)	(97)	(99)
Actions ordinaires	(496)	(429)	(393)	(355)
Gains (pertes) de change non réalisés, montant net	163	(160)	152	43
Frais d'émission et de rachat d'actions, montant net et autres	(3)	(1)	(5)	(3)
Augmentation nette de la provision générale pour pertes sur prêts	—	(314) ²⁾	—	—
Solde à la fin de l'exercice	8 435 \$	6 953 \$	6 414 \$	5 363 \$

STATISTIQUES DES ONZE DERNIERS EXERCICES

Mesures d'exploitation (en pourcentage)

Rendement des capitaux propres	17,6	15,3 ²⁾	15,3	20,2
Ratio de productivité	56,5	59,3	60,4	62,4
Rendement de l'actif	0,81	0,68 ²⁾	0,65	0,85

Données sur les actions ordinaires ⁴⁾

Bénéfice par action – non dilué (en dollars)	3,67	2,93 ²⁾	2,64	2,95
Bénéfice par action – dilué (en dollars)	3,62	2,91 ²⁾	2,63	2,92
Dividendes par action (en dollars)	1,00	0,87	0,80	0,74
Valeur comptable par action ordinaire (en dollars)	22,49	19,49	18,37	16,19
Nombre d'actions en circulation (en milliers)	497 965	494 252	492 089	489 812
Cours de l'action (en dollars):				
Haut	45,65	36,90	44,70	34,10
Bas	26,05	28,60	22,80	20,55
Clôture – au 31 octobre	43,50	33,60	32,20	31,08

Coefficients du capital

Capital rajusté en fonction du risque (en pourcentage):				
Catégorie 1	8,6	8,1	7,2	6,9
Total	12,2	11,9	10,6	10,4
Rapport actif/capital ⁵⁾	13,7	13,5	14,9	14,2
Coefficient de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires par rapport à l'actif total (en pourcentage)	4,5	4,4	3,9	4,1

Mesures d'évaluation

Ratio de distribution (en pourcentage) ⁶⁾	27,3	29,7 ²⁾	30,3	25,1
Rendement des actions (en pourcentage) ⁷⁾	2,8	2,7	2,4	2,7
Coefficient de capitalisation des bénéfices ⁸⁾	11,9	11,5 ²⁾	12,2	10,5

Autres données

Actif total moyen (en millions de dollars)	238 664	229 037	213 973	179 176
Nombre de succursales et de bureaux	1 695	1 654	1 741	1 658
Nombre d'employés ⁹⁾	40 946	40 894	42 046	38 648
Nombre de guichets automatiques bancaires	2 669	2 322	2 244	2 030

- 1) Conformément aux directives du surintendant des institutions financières, la Banque a adopté en 1996 les nouveaux principes comptables publiés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés à l'égard des prêts douteux. L'adoption de ces principes par la Banque a entraîné une augmentation unique de 202 \$ de la Provision pour créances irrécouvrables inscrite au bilan consolidé et une charge cumulée correspondante de 116 \$ (déduction faite des impôts reportés de 86 \$) au solde d'ouverture du compte Bénéfices non répartis au cours de l'exercice 1996.
- 2) Si l'augmentation de la provision générale avait été imputée aux revenus (note 22), alors les ratios financiers de 1999 auraient été les suivants : 12,0 % pour le rendement des capitaux propres, 0,54 % pour le rendement de l'actif, 2,29 \$ pour le bénéfice par action non dilué, 2,28 \$ pour le bénéfice par action dilué, 38,0 % pour le ratio de distribution et 14,3 pour le coefficient de capitalisation des bénéfices.
- 3) Les chiffres correspondants antérieurs à 1996 n'ont pas été retraités pour refléter la présentation des gains et pertes non réalisés sur les instruments dérivés désignés aux fins de négociation comme élément distinct dans les Autres éléments d'actif et les Autres engagements, respectivement, car il n'était pas possible de les obtenir au prix d'un effort raisonnable.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS L'AVOIR DES ACTIONNAIRES

1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990
1 575 \$ 100 (350)	1 100 \$ 675 (200)	1 300 \$ — (200)	1 000 \$ 300 —	1 000 \$ — —	750 \$ 250 —	550 \$ 200 —
1 325 —	1 575 —	1 100 —	1 300 —	1 000 —	1 000 —	750 —
1 325 \$	1 575 \$	1 100 \$	1 300 \$	1 000 \$	1 000 \$	750 \$
1 994 \$ —	1 839 \$ —	1 429 \$ 280	1 308 \$ —	1 201 \$ —	1 106 \$ —	1 016 \$ —
167 2 161 \$	155 1 994 \$	130 1 839 \$	121 1 429 \$	107 1 308 \$	95 1 201 \$	90 1 016 \$
3 751 \$	3 302 \$	3 175 \$	2 771 \$	2 335 \$	2 019 \$	1 780 \$
(116) 1 069 (113) (305) (19) (4)	— 876 (104) (283) (15) (25)	— 482 (97) (253) 9 (14)	— 714 (92) (233) 20 (5)	— 676 (79) (211) 50 —	— 633 (79) (197) (37) (4)	— 512 (69) (190) (11) (3)
— 4 263 \$	— 3 751 \$	— 3 302 \$	— 3 175 \$	— 2 771 \$	— 2 335 \$	— 2 019 \$

AUTRES STATISTIQUES ³⁾

15,8	14,2	7,9	14,4	15,7	16,7	14,9
58,8	59,9	65,6	57,7	56,8	58,0	62,3
0,67	0,64	0,40	0,71	0,72	0,72	0,61
2,04	1,69	0,88	1,49	1,47	1,40	1,16
2,03	1,69	0,88	1,49	1,47	1,40	1,16
0,65	0,62	0,58	0,56	0,52	0,50	0,50
13,53	12,37	11,36	10,90	9,89	8,79	8,02
474 893	464 513	452 518	422 544	412 374	402 123	389 567
21,20	15,13	16,63	14,75	12,38	10,00	9,07
14,19	12,13	11,57	10,94	9,50	5,25	5,50
21,13	14,44	13,75	14,50	12,00	9,88	5,50
6,7	6,7	6,2	6,5	5,7	5,5	4,6
8,9	9,6	9,6	10,4	8,6	8,5	7,3
16,4	15,2	15,2	12,9	14,8	14,9	16,5
3,9	3,9	3,9	4,3	4,2	4,0	3,6
31,9	36,7	65,8	37,5	35,3	35,6	42,9
3,7	4,6	4,1	4,4	4,8	6,6	6,9
10,4	8,5	15,6	9,7	8,2	7,1	4,7
158 803	137 988	120 619	100 836	93 807	88 073	83 697
1 464	1 460	1 454	1 376	1 361	1 329	1 311
34 592	33 717	33 272	30 375	30 675	29 616	30 114
1 526	1 429	1 381	1 280	1 190	1 070	873

4) Les montants ont été redressés avec effet rétroactif pour tenir compte de la division d'actions à raison de deux pour une, qui a eu lieu le 12 février 1998.

5) Conformément aux directives du surintendant des institutions financières du Canada, la Banque détermine le rapport de l'actif au capital en divisant l'actif total rajusté par le capital réglementaire.

6) Dividendes versés en pourcentage du revenu net disponible aux porteurs d'actions ordinaires.

7) D'après la moyenne des cours les plus élevés et les moins élevés de l'action ordinaire pour l'exercice.

8) D'après le cours de clôture de l'action ordinaire.

9) Comprend l'ensemble du personnel de la Banque et de ses filiales (les données relatives au personnel à temps partiel étant exprimées en équivalent de travail à temps plein).

Une régie interne à la fois saine et efficace est une priorité de la Banque, nous jugeons d'ailleurs cela essentiel au succès à long terme de notre Banque. Nos politiques en matière de régie interne sont conçues pour affermir la capacité du conseil d'administration de contrôler efficacement la direction et d'accroître la valeur à long terme pour les actionnaires.

La Banque Scotia accorde la plus haute importance à ses mesures de contrôle, lesquelles comprennent une surveillance étroite de la direction, des vérifications internes et externes et l'application rigoureuse du *Code d'éthique de la*

Banque Scotia. Ces mesures de contrôle sont sous-tendues par des structures et des procédures respectant en tous points les plus récentes lignes directrices en matière de régie interne adoptées par la Bourse de Toronto. Les personnes qui désirent un compte rendu précis des pratiques de la Banque Scotia en ce qui a trait à la régie interne peuvent se reporter à la Circulaire de la direction sollicitant des procurations qui accompagne l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle envoyé à tous les actionnaires.

RÉGIE INTERNE

MANDAT ET ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Un conseil d'administration solide et efficace joue un rôle décisif dans la protection des intérêts des actionnaires et la maximisation de la valeur qu'ils retirent de leurs investissements dans la Banque.

Le mandat du conseil d'administration est de surveiller l'orientation stratégique et la structure organisationnelle de la Banque, de même que la planification de la relève au niveau de la haute direction. Tous les ans, le conseil évalue la stratégie de la Banque dans le contexte des institutions financières. Il passe ensuite en revue et approuve les politiques et les procédures liées aux domaines exigeant une gestion du risque, notamment le crédit, le capital, le change, les métaux précieux et communs, les taux d'intérêt, les liquidités, les portefeuilles de titres, les évaluations immobilières, les produits dérivés, l'environnement et les actifs à l'étranger.

Les attributions du conseil ne se limitent cependant pas à la planification stratégique. Parmi ses autres fonctions, il y a la nomination des membres de la haute direction, notamment celle du chef de la direction. Le comité des ressources humaines aide le conseil à évaluer la performance de la haute direction sur la base de renseignements de nature qualitative et quantitative.

De plus, le conseil revoit périodiquement les états financiers consolidés de la Banque, ainsi que les performances des divisions et principales filiales. Il compare et mesure les résultats aux plans de bénéfices déjà établis et approuvés, aux résultats des exercices passés et à la performance de nos pairs du secteur bancaire.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À la fin de l'exercice, le conseil d'administration de la Banque comptait 25 membres, notamment des dirigeants d'entreprises et autres personnalités sur les scènes régionale, nationale et internationale qui apportent à la Banque une somme considérable de connaissances et d'expérience. Dans l'ensemble, la taille et la composition du conseil d'administration de la Banque Scotia reflètent la vaste étendue géographique de sa base clientèle, les collectivités au sein desquelles elle mène des activités et la diversité de ses opérations internationales. Le comité de régie interne du conseil, dont les membres sont tous indépendants et sans lien avec la haute direction, sélectionne, évalue et recommande des candidats au poste d'administrateur.

Les comités permanents du conseil sont au nombre de six, à savoir les comités de vérification, de révision, de régie interne, de direction, des ressources humaines et du régime de retraite (veuillez vous reporter à la Circulaire de la direction sollicitant des procurations pour une description des attributions de chaque comité). Tous les administrateurs font partie d'au moins un comité permanent et, à l'intérieur des comités, il y a renouvellement par roulement des membres. Les membres des comités permanents sont en majorité des résidents canadiens et des administrateurs non apparentés aux termes des lignes directrices de la Bourse. Dans le cas du comité de vérification et du comité de révision, cependant, tous les membres sont non apparentés et sans appartenance au Groupe Banque Scotia.

On compte également trois comités consultatifs régionaux constitués dans les régions du Québec, des Prairies et de la Colombie-Britannique/Yukon. Ces comités permettent à des administrateurs de participer plus activement aux affaires de la Banque dans les régions où ils ont leur domicile, donnent des conseils d'ordre général à la direction locale de ces régions et y étudient les occasions d'affaires.

OBLIGATION DE RENDRE COMPTE ET CONFORMITÉ

L'obligation de rendre compte du conseil d'administration de la Banque Scotia est assurée, d'une part, par l'observation stricte des lignes directrices de la Bourse et de la réglementation gouvernementale par la Banque et, d'autre part, par l'adoption de règles et de normes internes par la Banque. Tous les administrateurs, dirigeants et employés de la Banque sont tenus de se conformer au *Code d'éthique de la Banque Scotia*. Le comité de vérification approuve les politiques de contrôle interne de la Banque et le conseil a la responsabilité de la surveillance de l'intégrité du système de contrôle interne. La Banque procède à une auto-évaluation annuelle globale, établissant la mesure dans laquelle elle se conforme à certaines politiques et procédures de base, et elle communique les résultats de cette auto-évaluation au conseil et aux organismes de réglementation.

De plus, de rigoureuses procédures internes relatives à la conformité font partie intégrante de la structure et des opérations quotidiennes de la Banque. Le service Conformité du Groupe Banque Scotia veille à aligner divers programmes et initiatives internes en matière de conformité sur les meilleures pratiques du secteur bancaire, l'évolution du marché et les nouvelles initiatives d'affaires. Ces programmes et initiatives comprennent le *Code d'éthique de la Banque Scotia*, le Programme de conformité du Groupe Banque Scotia et son infrastructure (notamment le réseau d'observation de la réglementation du Groupe Banque Scotia), le système de gestion de conformité à la *Loi sur les banques* et autres programmes spécialisés de conformité.

Le réseau d'observation de la réglementation regroupe des responsables de la conformité qui ont pour fonction de veiller à la conformité en ce qui a trait aux filiales, aux services et aux opérations commerciales.

MÉDIATION ET RECOURS DES CLIENTS

Les plaintes non résolues des clients sont entendues et traitées avec impartialité par l'ombudsman de la Banque qui relève directement du chef de la direction. L'ombudsman est habilité à revoir toutes les décisions prises au sein de la Banque touchant le service à la clientèle offert aux particuliers et aux petites entreprises, et à faire des recommandations à leur sujet. En ce qui a trait aux différends avec les petites entreprises, les clients peuvent également recourir au Programme de médiation de la Banque Scotia en matière de crédit commercial.

En dernier ressort, pour un examen indépendant de la situation, les particuliers et les petites entreprises peuvent s'adresser directement à l'Ombudsman bancaire canadien.

ADMINISTRATEURS HONORAIRES

Les administrateurs honoraires n'assistent pas aux réunions du conseil d'administration et ne reçoivent pas de rémunération.

David W. Barr
Don Mills (Ontario)

Kenneth V. Cox, D.Sc., LL.D.
Saint John (Nouveau-Brunswick)

John J. Jodrey, D.C.L., D.Eng.
Hantsport (Nouvelle-Écosse)

Le Très Honorable
Lord Keith of Castleacre
Londres, Angleterre

Gordon F. MacFarlane
Surrey (Colombie-Britannique)

Donald Maclaren
Ottawa (Ontario)

Gerald J. Maier
Calgary (Alberta)

Malcolm H. D. McAlpine
Herts, Angleterre

H. Harrison McCain, C.C., LL.D.
Florenceville (Nouveau-Brunswick)

William S. McGregor
Edmonton (Alberta)

David E. Mitchell, O.C.
Calgary (Alberta)

David Morton
Westmount (Québec)

Sir Denis Mountain, Bt.
Londres, Angleterre

Paul J. Phoenix
Burlington (Ontario)

Robert L. Pierce, C.R.
Calgary (Alberta)

David H. Race
Toronto (Ontario)

Cedric E. Ritchie, O.C.
Toronto (Ontario)

Thomas G. Rust, C.M., LL.D.
Vancouver (Colombie-Britannique)

Judson W. Sinclair
Don Mills (Ontario)

Marie Wilson, C.R.
Toronto (Ontario)

Régie interne
saine et efficace

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Peter C. Godsoe

M. Godsoe est président du conseil et chef de la direction de la Banque Scotia. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 1^{er} février 1982 et siège actuellement au comité de direction. Il vit à Toronto (Ont.).



Sir Graham Day

Sir Graham est administrateur d'entreprise, président du conseil de la Hydro One Inc. et avocat-conseil chez Stewart McKelvey Stirling Scales. Administrateur de la Banque Scotia depuis le 31 octobre 1989, il siège actuellement aux comités de direction, de régie interne et des ressources humaines. Il vit à Hantsport (N.-É.).



Lloyd I. Barber, C.C., S.O.M., LL.D., PH.D.

M. Barber est président honoraire de l'Université de Regina. Administrateur de la Banque Scotia depuis le 28 septembre 1976, il siège actuellement aux comités du régime de retraite, de révision et de vérification. Il vit à Regina Beach (Sask.).



N. Ashleigh Everett

M^{me} Everett est présidente de Royal Canadian Securities Limited. Elle est administratrice de la Banque Scotia depuis le 28 octobre 1997 et siège actuellement au comité de vérification. Elle vit à Winnipeg (Man.).



Malcolm R. Baxter

M. Baxter est président du conseil, président et chef de la direction de Coast Tire and Auto Service Ltd. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 31 mars 1992 et siège actuellement aux comités du régime de retraite et de révision. Il vit à Saint John (N.-B.).



M. Keith Goodrich

M. Goodrich, maintenant à la retraite, était le président du conseil de Moore Corporation Limited. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 28 août 1990 et siège actuellement au comité de régie interne. Il vit à Lake Forest, Ill., aux États-Unis.



Bruce R. Birmingham

M. Birmingham est président de la Banque Scotia. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 29 septembre 1992 et siège actuellement au comité du régime de retraite. Il vit à Oakville (Ont.).



L'honorable Henry N.R. Jackman

M. Jackman est président du conseil et président de E-L Financial Corporation Limited. Administrateur de la Banque Scotia depuis le 30 septembre 1997, il siège actuellement aux comités de direction et de régie interne. Il vit à Toronto (Ont.).



Ronald A. Brenneman

M. Brenneman est président et chef de la direction de Petro-Canada. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 28 mars 2000 et siège actuellement au comité de vérification. Il vit à Calgary (Alb.).



Pierre J. Jeannot, O.C.

M. Jeannot est directeur général et chef de la direction de l'Association du Transport aérien international. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 26 juin 1990 et siège actuellement aux comités de direction et des ressources humaines. Il vit dans le Canton de Vaud, en Suisse.



C. J. Chen

M. Chen est associé principal de Rajah and Tann. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 30 octobre 1990 et siège actuellement aux comités du régime de retraite et de révision. Il vit à Singapour.



John C. Kerr, O.B.C., LL.D.

M. Kerr est président du conseil et chef de la direction de Lignum Ltd. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 30 mars 1999 et siège actuellement au comité de vérification. Il vit à Vancouver (C.-B.).



E. Kendall Cork

M. Cork est administrateur délégué de Sentinel Associates Limited. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 4 décembre 1973 et siège actuellement aux comités de direction, de révision et du régime de retraite. Il vit à Hillsburgh (Ont.).

au 1^{er} novembre 2000



**L'honorable
Michael J. L. Kirby**

M. Kirby est membre du Sénat. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 28 mars 2000 et siège actuellement au comité de régie interne. Il vit à Nepean (Ont.).



Arthur R. A. Scace, C.R.

M. Scace est un associé de McCarthy Tétrault. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 25 mars 1997 et siège actuellement aux comités de direction, de régie interne et de vérification. Il vit à Toronto (Ont.).



Laurent Lemaire

M. Lemaire est président et chef de la direction de Cascades Inc. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 31 mars 1987 et siège actuellement au comité des ressources humaines. Il vit à Warwick (QC).



Gerald W. Schwartz

M. Schwartz est président du conseil, chef de la direction et président de Onex Corporation. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 26 mai 1999 et siège actuellement au comité des ressources humaines. Il vit à Toronto (Ont.).



John T. Mayberry

M. Mayberry est président et chef de la direction de Dofasco Inc. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 29 mars 1994 et siège actuellement aux comités de direction, de régie interne et des ressources humaines. Il vit à Burlington (Ont.).



Isadore Sharp, O.C.

M. Sharp est président du conseil et chef de la direction de Four Seasons Hotels Inc. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 27 mars 1990 et siège actuellement au comité des ressources humaines. Il vit à Toronto (Ont.).



**L'honorable
Barbara J. McDougall**

M^{me} McDougall est présidente et chef de la direction de l'Institut canadien des affaires internationales. Administratrice de la Banque Scotia depuis le 30 mars 1999, elle siège actuellement au comité de vérification. Elle vit à Toronto (Ont.).



Allan C. Shaw

M. Shaw est président du conseil et chef de la direction de The Shaw Group Limited. Administrateur de la Banque Scotia depuis le 30 septembre 1986, il siège actuellement aux comités de direction et des ressources humaines. Il vit à Halifax (N.-É.).



Ian McDougall

M. McDougall est l'ancien vice-président du conseil et directeur, Finances de Inco Limited. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 24 février 1981 et siège actuellement au comité de vérification. Il vit à Lynbrook, N.Y., aux États-Unis.



Paul D. Sobey

M. Sobey est président et chef de la direction de Empire Company Limited. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 31 août 1999 et siège actuellement au comité de vérification. Il vit à Kings Head, dans le comté de Pictou (N.-É.).



Helen A. Parker

M^{me} Parker est administratrice d'entreprise. Elle est administratrice de la Banque Scotia depuis le 26 novembre 1976 et siège actuellement aux comités du régime de retraite et de révision. Elle vit à Sidney (C.-B.).



Elizabeth Parr-Johnston, PH.D.

M^{me} Parr-Johnston est présidente et rectrice de l'Université du Nouveau-Brunswick. Administratrice de la Banque Scotia depuis le 26 octobre 1993, elle siège actuellement au comité de vérification. Elle vit à Fredericton (N.-B.).

MEMBRES DE LA DIRECTION

au 1^{er} novembre 2000

Robert W. Chisholm
Vice-président du conseil,
Réseau canadien



Richard E. Waugh
Vice-président du conseil, Gestion de
patrimoine et Opérations internationales

Barry R. F. Luter
Coprésident du conseil et
co-chef de la direction, Scotia Capitaux



W. David Wilson
Coprésident du conseil et
co-chef de la direction,
Scotia Capitaux

S. Dennis N. Belcher
Vice-président à la direction,
Crédit et gestion du risque



John F. M. Crean
Vice-président principal à la
direction, Gestion du risque à
l'échelle internationale

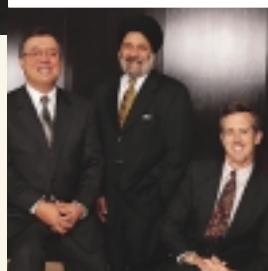
Sylvia D. Chrominska
Vice-présidente à la direction,
Ressources humaines



Robert L. Brooks
Vice-président à la direction
et trésorier du groupe

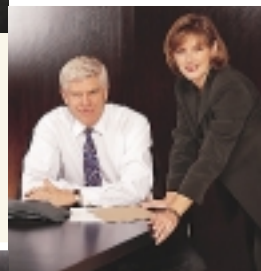
À partir de la gauche : **Albert E. Wahbe**
Président du conseil
et chef de la direction,
e-Scotia

Sarabjit S. Marwah
Vice-président à la
direction et chef des
affaires financières



Robert H. Pitfield
Vice-président à la direction
et chef du Groupe,
Gestion de patrimoine

William P. Sutton
Vice-président à la direction,
Amérique latine



Peggy Mulligan
Vice-présidente à la
direction, Systèmes et
Exploitation

John A. Young
Vice-président à la direction,
Réseau canadien de succursales



Warren K. Walker
Vice-président à la direction,
Prestation de services électroniques

GLOSSAIRE

ACCEPTATION BANCAIRE (AB) : Titre d'emprunt à court terme négociable, garanti contre commission par la banque de l'émetteur.

ACTIF RAJUSTÉ EN FONCTION DU RISQUE : Actif calculé en appliquant des méthodes de pondération selon le degré de risque de crédit pour chaque catégorie d'actif de contrepartie. Les instruments hors bilan sont convertis en équivalents au bilan, selon des facteurs de conversion précis, avant que s'appliquent les pondérations de risque pertinentes.

BASE DE MISE EN ÉQUIVALENCE FISCALE (BMEF) : Majoration du revenu exonéré d'impôts gagné sur certains titres jusqu'à un montant équivalent avant impôts. Cette exonération permet d'évaluer et de comparer uniformément le revenu d'intérêts net provenant de sources imposables et celui qui provient de sources non imposables.

BIENS SOUS ADMINISTRATION ET BIENS SOUS GESTION : Biens qui appartiennent à des clients à qui la Banque procure des services de gestion et de garde. Ces biens ne sont pas inscrits au bilan de la Banque.

BSIF : Bureau du surintendant des institutions financières du Canada, qui constitue l'autorité de réglementation des banques canadiennes.

CAPITAL : Le capital se compose de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires, d'actions privilégiées et de débentures subordonnées. Le capital contribue à la croissance de l'actif, constitue un coussin contre les pertes sur prêts et protège les déposants.

COEFFICIENTS DU CAPITAL DE TOTAL : Rapport entre les capitaux propres et l'actif rajusté en fonction du risque, tel qu'il est stipulé par le BSIF, conformément aux lignes directrices de la Banque des règlements internationaux (BRI). Le capital de catégorie 1, qui est considéré comme le plus permanent, se compose surtout de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires, plus les actions privilégiées à dividende non cumulatif, moins la fraction non amortie de l'écart d'acquisition. Le capital de catégorie 2 se compose surtout d'actions privilégiées à dividende cumulatif, de débentures subordonnées et de la provision générale. Ensemble, le capital de catégorie 1 et le capital de catégorie 2, moins certaines déductions, constituent le capital total.

CONTRAT À TERME NORMALISÉ : Engagement d'acheter ou de vendre un montant désigné de marchandises, de titres ou de devises à une date et à un prix stipulés d'avance. Les contrats à terme normalisés sont négociés sur des bourses reconnues. Les gains ou pertes sur ces contrats sont réglés chaque jour, en fonction des cours de clôture.

CONTRAT DE GARANTIE DE TAUX D'INTÉRÊT : Contrat en vertu duquel un taux d'intérêt désigné s'applique à un montant nominal de référence pour une période prédéterminée. L'écart entre le taux établi par contrat et le taux en vigueur sur le marché est versé en espèces à la date de règlement. Ce genre de contrat sert à se prémunir contre les fluctuations futures des taux d'intérêt ou à en tirer parti.

CONTRAT SUR DEVISES : Engagement d'acheter ou de vendre un montant déterminé de devises à une date fixe et à un taux de change stipulé d'avance.

CONVENTION DE RACHAT : Engagement relatif à des actifs vendus aux termes d'une entente de rachat. Autrement dit, opération à court terme par laquelle la Banque vend des titres, généralement des obligations d'État, à un client et convient simultanément de les lui racheter à une date et à un prix déterminés. Il s'agit d'une forme de financement à court terme.

CONVENTION DE REVENTE : Engagements relatifs à des actifs acquis aux termes d'une entente de revente. Autrement dit, opération à court terme par laquelle la Banque achète des titres, généralement des obligations d'État, à un client et convient simultanément de les lui revendre à une date et à un prix déterminés. Il s'agit d'une forme de prêt sur nantissement à court terme.

COUVERTURE : Opération qui a pour objet de se prémunir contre des risques de prix, de taux d'intérêt ou de change en prenant des positions qui devraient permettre de compenser les variations des conditions du marché.

ÉVALUATION À LA VALEUR DU MARCHÉ : Évaluation aux prix du marché, à la date de clôture de l'exercice, de titres et d'instruments hors bilan détenus à des fins de négociation tels que des contrats de taux d'intérêt et de change. L'écart entre la valeur marchande et la valeur comptable de ces titres et instruments est imputé au revenu à titre de gain ou de perte.

GAIN OU PERTE DE CHANGE : Gain ou perte non matérialisé découlant de la conversion en dollars canadiens d'éléments d'actif et de passif libellés en devises, lorsque les taux de change à la date du bilan diffèrent des taux en vigueur à la clôture de l'exercice précédent.

GARANTIES ET LETTRES DE CRÉDIT : Engagements de la Banque d'effectuer des paiements pour le compte de clients ne pouvant pas respecter leurs obligations envers des tiers. La Banque possède normalement un droit de recours contre les clients à qui elle avance ainsi des fonds.

INSTRUMENT HORS BILAN : Engagement de crédit indirect, y compris un engagement de crédit en vertu duquel aucune somme n'a été prélevée et un instrument dérivé.

MARGE NETTE SUR INTÉRÊTS : Revenu d'intérêts net, sur une base de mise en équivalence fiscale, en pourcentage de l'actif total moyen.

MONTANT NOMINAL DE RÉFÉRENCE : Montant prévu au contrat ou montant en capital devant servir à payer certains instruments hors bilan tels que des contrats de garantie de taux d'intérêt, des swaps de taux d'intérêt et de devises. Ce montant est dit « nominal » parce qu'il ne fait pas lui-même l'objet d'un échange, mais constitue uniquement la base de calcul des montants qui changent effectivement de main.

OPTION : Contrat entre un acheteur et un vendeur conférant à l'acheteur de l'option le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre une marchandise, un instrument financier ou une devise en particulier, à un prix ou à un taux préétabli, au plus tard à une date future convenue d'avance.

PAYS DESIGNÉS À MARCHÉ NAISSANT (PDMN) : Pays dans le cas desquels la Banque est tenue par le BSIF de constituer une provision pour risques-pays, du fait qu'elle leur a consenti des prêts ou qu'elle leur a acheté des titres.

POINT DE BASE : Unité de mesure équivalant à un centième de un pour cent.

PRÊT DOUTEUX : Prêt dans le cas duquel la Banque n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer les intérêts et le capital à la date prévue, ou à l'égard duquel un paiement stipulé par contrat est en souffrance à la fin d'une période prescrite. Les intérêts ne sont pas comptabilisés dans le cas d'un prêt douteux.

PRODUIT DÉRIVÉ : Contrat financier dont la valeur est fonction du prix, du taux d'intérêt, du taux de change ou de l'indice des prix sous-jacents. Les contrats à terme, les contrats d'options et les swaps sont tous des instruments dérivés.

PROVISION GÉNÉRALE : Provision constituée par la Banque pour comptabiliser les pertes sur prêts qui sont survenues en date du bilan, mais qui n'ont pas encore été expressément déterminées au cas pour cas.

PROVISION POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES : Montant réservé qui, de l'avis de la direction, est suffisant pour combler toutes les créances irrécouvrables relatives à des éléments inscrits au bilan et hors bilan. Cette provision inclut les provisions spécifiques, la provision pour risques-pays ainsi que la provision générale. La provision pour créances irrécouvrables est portée en déduction des catégories de biens concernées inscrites au bilan.

PROVISION POUR RISQUES-PAYS : Montant mis de côté initialement dans les années 1987 à 1989 pour couvrir les pertes éventuelles découlant de l'exposition au risque attribuable à un groupe de pays à marché naissant désignés par le BSIF.

RATIO DE PRODUCTIVITÉ : Mesure de l'efficacité avec laquelle la Banque engage des frais pour produire des revenus. Ce ratio indique, en pourcentage, le rapport entre les frais autres que d'intérêts et la somme du revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) et des autres revenus. Une diminution de ce ratio indique une hausse de la productivité.

RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES : Ratio de rentabilité égal au quotient du revenu net moins les dividendes sur actions privilégiées par l'avoir moyen des porteurs d'actions ordinaires.

SERVICE INTERMÉDIAIRE : Le service intermédiaire joue un rôle important dans le cadre des activités de gestion du risque et de mesure. Les membres de ce service passent en revue les modèles et les évaluations utilisés par les courtiers, mettent au point et effectuent des tests de résistance au stress, des analyses de sensibilité et des calculs de la VAR; ils examinent l'évolution des résultats et participent à l'élaboration de nouveaux produits.

SWAP : Un swap de taux d'intérêt est une convention permettant l'échange de flux de paiements d'intérêt, habituellement un taux flottant pour un taux fixe, sur un montant nominal de référence et pour une période donnée. Un swap de devises est une convention d'échange de paiements dans différentes devises, sur des périodes déterminées à l'avance.

TITRISATION : Processus en vertu duquel des prêts sont vendus à une fiducie particulière qui émet, en temps normal, différentes catégories de titres adossés à des actifs afin de financer l'achat de prêts. La Banque peut fournir un certain niveau de garantie sur les prêts. Ceux-ci sont habituellement soustraits du bilan de la Banque, à condition que la garantie soit raisonnable.

VALEUR À RISQUE (VAR) : Estimation de la perte de valeur qui, à un seuil de confiance donné, pourrait éventuellement découler du fait que la Banque maintienne une position pendant une période déterminée.

POUR COMMUNIQUER AVEC LA BANQUE SCOTIA

Direction générale

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) M5H 1H1
Canada
Téléphone : (416) 866-6161
Télécopieur : (416) 866-3750
Courriel : email@scotiabank.ca

Services aux actionnaires

AGENT DE TRANSFERT
ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES
AGENT PRINCIPAL
Compagnie Montréal Trust du Canada
100, avenue University, 11^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : (416) 981-9633; 1 800 663-9097
Télécopieur : (416) 981-9507
Courriel : caregistryinfo@computershare.com

COAGENT DE TRANSFERT (ÉTATS-UNIS)
The Bank of Nova Scotia
Trust Company of New York
23rd Floor, 1 Liberty Plaza
New York, N.Y. 10006
Téléphone : (212) 225-5470
Télécopieur : (212) 225-5436
Télex : 00126777

COAGENT DE TRANSFERT (ROYAUME-UNI)
Computershare Services PLC
The Pavilions
Bridgwater Road
Bristol
BS99 7HN
Royaume-Uni
Téléphone : +44 870 702 0000
Télécopieur : +44 870 703 6101
Courriel : Web.Queries@Computershare.co.uk

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Banque Scotia
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) M5H 1H1
Canada
Téléphone : (416) 866-4790
Télécopieur : (416) 866-5090

ANALYSTES FINANCIERS, GESTIONNAIRES DE
PORTEFEUILLE ET AUTRES INVESTISSEURS
INSTITUTIONNELS
Téléphone : (416) 866-5982
Télécopieur : (416) 866-7867
Courriel : invrelns@scotiabank.ca

Pour de plus amples renseignements

RELATIONS PUBLIQUES
Banque Scotia
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) M5H 1H1
Canada
Téléphone : (416) 866-3925
Télécopieur : (416) 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.ca

CENTRE SERVICE CLIENTÈLE
1 800 575-2424

En direct

Pour obtenir des renseignements sur les produits et sur la société, de l'information financière et de l'information à l'intention des actionnaires : www.banquescotia.com et www.scotiacapital.com

Rapport annuel

Pour obtenir un exemplaire du Rapport annuel et des autres rapports financiers :
Téléphone : (416) 866-3925
Télécopieur : (416) 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.ca

Annuaire «La Banque Scotia au Canada et à l'étranger»

Pour plus de précisions sur les adresses, veuillez vous référer à notre annuaire «La Banque Scotia au Canada et à l'étranger». Pour en recevoir un exemplaire, communiquez avec :
Relations publiques
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) M5H 1H1
Canada
Téléphone : (416) 866-3925
Télécopieur : (416) 866-4988
Site Web : www.banquescotia.com

Bureau de l'ombudsman

44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) M5H 1H1
Canada
Téléphone : (416) 933-3299; 1 800 785-8772
Télécopieur : (416) 933-3276

**Engagés envers les clients, les actionnaires, les employés
et les communautés où nous vivons et travaillons.**



www.banquescotia.com

